

Etudes Marxistes

N°25 – 1^{er} trimestre 1995

Si, depuis Marx jusqu'à nos jours, il est de bon ton de crier à «la mort du marxisme», contre tous ses adversaires le marxisme a fait la preuve de sa fécondité et de son efficacité créatrice.

Il a permis à des milliers d'hommes, aliénés depuis des millénaires, de se libérer économiquement et socialement. Il donne aux asservis du Tiers Monde et du monde capitaliste une conscience lucide de leurs possibilités libératrices. Il donne à la classe ouvrière et à ses alliés une méthode scientifique de combat pour construire une société qui mettra fin à l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le marxisme unifie en lui science et philosophie et érige en principe premier que la pierre angulaire de la connaissance est donnée par le critère de la pratique qui, seul, garantit que la construction conceptuelle correspond à la réalité objective.

Comme toute science, le marxisme se développe sans pour cela détruire ses principes, mais, basé sur la vérification expérimentale, il n'est pas un dogme.

Pour un marxiste toute vérité est à la fois relative et absolue, c'est-à-dire, comme le soulignait Lénine (1) faisant référence à Marx et à Engels : «qu'elle admet la relativité de toutes nos connaissances non point au sens de la négation de la vérité objective, mais au sens de la réalité historique des limites de l'approximation de nos connaissances par rapport à cette vérité».

Nous vivons dans un monde en plein bouleversement : internationalisation de l'économie, nouvelles technologies, Tiers Monde croulant sous le poids des dettes, poussée de l'extrême-droite...

La revue «Etudes Marxistes» veut rendre compte des analyses matérialistes, progressistes susceptibles d'affiner la réflexion marxiste dans tous les domaines de l'actualité comme dans ceux du passé qui éclairent les situations d'aujourd'hui.

Elle se veut aussi un instrument de réflexion pour tous ses lecteurs ; c'est dans cet esprit que nous souhaitons leur collaboration à la critique des articles que nous publions et, d'avance, nous les en remercions.

Le comité de rédaction

(1) Matérialisme et empiriocriticisme Lénine, Oeuvres complètes, Tome 14, page 139.

Sommaire :

I - La Nouvelle Droite (Juliette Pierre) (p.2)

II - Algérie - Pour une alternative de progrès ! (Un représentant du PADS) (p.19)

III - La dissolution de l'Internationale Communiste (Cercle Henri Barbusse) (p.29)

IV - Réformes anticapitalistes et révolution (Georges Moreau) (p.57)

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse. Cette revue est à prendre en compte à titre documentaire (Cf. « Impérialisme et anti-impérialisme ».)

WWW.MARXISME.FR

La Nouvelle Droite

(Juliette Pierre ; Exposé fait au Centre International de Bruxelles, en octobre 1993)

Plan de l'exposé

1. Existe-t-il une "nouvelle droite" purgée de l'anticommunisme et du racisme?
 - 1.1. Racines
 - 1.2. Cibles
 - 1.3. Tactique
2. Trois thèses fondamentales
 - 2.1. L'inégalité des hommes
 - 2.1.1. La différenciation
 - 2.1.2. La concept du "surhomme"
 - 2.1.3. L'eugénisme
 - 2.2. L'inégalité des peuples
 - 2.2.1. La suprématie de la Grande Europe
 - 2.2.2. L'Europe allemande
 - 2.2.3. L'Europe des ethnies
 - 2.3. L'"Ordre Nouveau"
3. La droite extrême en Belgique et la "nébuleuse Steuckers"
4. Le PCF et la droite extrême

1. Existe-t-il une "nouvelle droite" purgée de l'anticommunisme et du racisme ?

Je dois vous dire, tout d'abord, que le sujet dont nous allons traiter ce soir apparaît, à première vue — je souligne "à première vue" — extrêmement complexe, difficile à démêler.

La "*Nouvelle Droite*" fait, de temps à autre, l'objet d'une campagne de presse comme ce fut le cas fin des années 70 ou encore cet été, ce dont je vous parlerai plus tard dans cet exposé.

La "*Nouvelle Droite*" fait aussi l'objet d'études universitaires, de livres qui tentent de déchiffrer sa combinatoire idéologique et son impact politique.

De la bonne volonté évidente des auteurs de démonter le fatras d'idées avancées par la Nouvelle Droite, une certitude émerge : le confusionnisme dans les théories que celle-ci avance répond à un but précis et la tactique consiste pour elle à camoufler ce but par un détournement du langage, un glissement des mots chargés d'endormir la vigilance de l'interlocuteur et, ainsi que nous le verrons, il arrive que cela réussisse.

Toutefois, il est un élément qui, souvent, n'est pas repris en compte par les analystes de la "*Nouvelle Droite*". Ces démocrates, sincères, situent le phénomène soit au niveau d'une mode, soit au niveau d'un courant de pensées d'extrême droite à coloration nouvelle, permettant un élargissement de son influence.

Or, ce n'est là que voir la superficialité des choses, car s'il est exact que ce qu'on appelle la "*Nouvelle Droite*" forme un substrat politique, organisationnel et culturel qui influence des réalités beaucoup plus vastes que l'extrémisme de droite que l'on pourrait appeler traditionnel, courant, il est essentiel de voir que la "*Nouvelle Droite*" cache sous ses habits neufs — c'est-à-dire sous sa tactique — rien de neuf.

Il n'y a pas de "Nouvelle Droite". Cette soi-disant "Nouvelle Droite" n'est rien d'autre que la nazisme teinté, sous certains aspects, de fascisme mussolinien. La "Nouvelle Droite", c'est le nazisme en lutte d'abord contre le communisme et pour la pureté de la race.

Si, dans cet exposé, je continuerai à me servir par commodité du vocable "Nouvelle Droite", sachez que ce terme est mis entre guillemets.

Pour bien comprendre ce qui précède, il faut partir de plusieurs éléments :

1. Les racines de la Nouvelle Droite
2. Ses cibles
3. Sa tactique.

1.1. Les racines de la Nouvelle Droite

La Nouvelle Droite n'a pas surgi du néant. Si, en janvier 1969, six mois après mai 1968, son outil, le GRECE (le *Groupement de Recherches et d'Etudes sur la Civilisation Européenne*) a été constitué en France, ce n'est pas dû au hasard ni à la génération spontanée. Depuis la chute du fascisme jusqu'en 1968, globalement, partout l'extrême droite traîne les pieds: les souvenirs sont encore trop vivaces.

L'indépendance conquise par l'Algérie constitue un choc, une plaie béante pour toute la droite, pas seulement française, a fortiori pour son extrême. En mai 1968, l'extrême droite montre ses dents et ses muscles mais la victoire n'est pas de son côté. Après la perte de l'Algérie et du Congo, un homme a compris qu'il fallait tirer de ce rapport de forces des conclusions : c'est un Belge qui va avoir un impact international. Ce Belge, c'est Jean Thiriart.

Ouvrons la parenthèse pour situer brièvement le personnage. Membre, avant-guerre, de l'organisation fasciste belge *La Légion Nationale*, condamné à la libération pour avoir été sous l'occupation un agent de l'AGRA (*les Amis du Grand Reich Allemand*). Dès sa libération, il anime en Belgique et en Allemagne un réseau de soutien logistique à l'OAS. En 1960, disposant à nouveau de ses droits politiques, il met sur pied le CADBA, le *Comité d'Action et de Défense des Belges d'Afrique*, qui devient la même année le MAC, le *Mouvement d'Action Civique*, qui, à son tour, deviendra plus tard *Jeune Europe*, connu actuellement sous le sigle P.C.N., *Parti Communautaire National-Européen* et qui sévit surtout à Charleroi.

Thiriart, qui est mort fin 1992, a élaboré une doctrine fasciste, anticommuniste, antisyndicale, antidémocratique anti-tiersmondiste, placée sous le concept "ni gauche ni droite" (slogan auquel on pourrait ajouter sans se tromper "mais extrême droite..."). Il a aussi théorisé le concept impérialiste de la Grande Nation Européenne "de Dublin à Vladivostock".

Mais si la doctrine de Thiriart est fondamentale pour la Nouvelle Droite, sa tactique reste traditionnelle et n'est pas en mesure de mener à la conquête d'espaces nouveaux.

Or, c'est bien à la conquête d'espaces nouveaux que ces vieux et jeunes militants d'extrême droite français rêvent. Issus à *Europe Action*, de *Jeune Nation*, de la Fédération des Etudiants Nationalistes, des cadres universitaires, de *Défense de l'Occident*, de tout le gratin de l'extrême droite et forts du renfort de la fraction anticommuniste du monde universitaire exaspéré par Mai 68, de celle des vieux routiers intellectuels de l'anticommunisme tels les écrivains Jean Mabire, Saint-Loup, Raymond Abellio, les Thierry Maulnier, les René Huyghe, le renégat Boris Jouvarire, les Jean Raspail, Anthony Burgess (rappelez-vous *Orange Mécanique*, hymne à la violence fasciste), Pierre Gaxote, Jean Cau et autres célébrités, la Nouvelle Droite s'installe et fonde le GRECE.

Parmi ces intellectuels qui viennent à la rescousse du GRECE à ses débuts, nous retrouvons quatre Belges.

Dans la liste établie en 1979 dans sa thèse de doctorat, Anne-Marie Duranton-Crabol cite Hubert Winfried, professeur, Jean Piron, professeur de biologie, et Piet Tommissen, professeur de sociologie, qui tous trois sont membres du Comité de Patronage de *Nouvelle Ecole*, une des revues les plus importantes du GRECE. Ce comité de Patronage comporte 129 noms de professeurs, écrivains, journalistes, savants européens et américains. Figure également dans la thèse en question le nom de

Georges Hupin, directeur de la revue *Pour une renaissance européenne*, qui est le délégué belge aux premiers colloques du GRECE.

De la Nouvelle Droite française, une figure de proue va émerger. Le gourou en question s'appelle Alain de Benoist. Le maître à penser, jeune figure intellectuelle séduisante, a vu, en 1978, un de ses livres (*Vu de droite*) couronné par l'Académie Française, s'est vu invité à *Apostrophes* par Bernard Pivot, écrit de longs pamphlets dans la page consacrée aux Débats du journal *Le Monde*, et dans feu *Le Matin*, journal du P.S. français.

L'honorable monsieur de Benoist, et personne ne l'ignore, avant d'être le porte-parole de la Nouvelle Droite, avant de diriger ses éditions Copernic, avant d'être un des chroniqueurs les plus éminents du *Figaro* et ensuite du *Figaro Magazine* de Robert Hersant et de Louis Pauwels, cet honorable personnage fut cependant un membre influent de l'organisation fasciste *Jeune Nation*, fut responsable national de la *Fédération des Etudiants nationalistes*, membre du comité de rédaction des *Cahiers Universitaires*, membre d'*Europe-Action*, etc, etc. la liste est longue. J'ignore s'il fit personnellement la castagne contre les gauchistes en mai 68, peut-être a-t-il eu peur de se casser les doigts, mais ce qui est certain, c'est qu'il fut une des têtes pensantes des fachos castagneux.

Telles sont les composantes de la soi-disant Nouvelle Droite, telles sont ses racines.

1.2. Les cibles de la Nouvelle Droite

Elles sont au nombre de trois, mais dans la chronologie des événements, nous devons distinguer deux étapes.

Première cible. Elle vise évidemment à l'unification de tous les frères disséminés dans tous les groupuscules d'extrême droite. Mais, comme nous le verrons à travers le cas belge, il n'y a pas de volonté absolue d'unifier l'ensemble sur base des thèses de la Nouvelle Droite car, après tout, les divergences sont choses secondaires, le fond étant commun, il s'agit d'agir sur la tactique déployée par tous ses groupuscules, afin qu'ils adoptent un style nouveau susceptible d'élargir au maximum leur audience.

Le second secteur que vise la Nouvelle Droite, c'est l'Etat et l'armée.

Ayant tiré les leçons de l'activisme OAS et des groupuscules d'extrême droite, Dominique Venner, qui fut le responsable national de Jeune Nation, est un des fondateurs du GRECE qui sera, je cite Venner en 1967, "*une centrale idéologique diffusant un enseignement doctrinal et permanent... Cela signifie que chacun de ses membres aura l'obligation de militer dans une activité civique et culturelle qui lui donnera une influence sur d'autres hommes*" — fin de citation. En clair, cela signifie que le mot d'ordre est : **infiltration**.

C'est d'une stratégie d'entrisme à haut niveau qu'il s'agit, correspondant d'ailleurs à la qualité du recrutement du GRECE où ne sont admis que des intellectuels de haut vol pouvant apporter leur caution aux thèses du GRECE et capables d'influence.

Julien Brunn, dans le livre qu'il consacra à la Nouvelle Droite en 1979, cite Jacques Bruyas, ancien responsable à l'*Europe-Action* et de la *Fédération des Etudiants Nationalistes* passé au GRECE, qui déclare en 1973 dans la revue *Nouvelle Ecole* n°9 : "*Nous incitons nos membres à se mêler, à aller au monde, à s'engager n'importe où, où les possibilités sont grandes... Ce dont nous avons besoin, c'est d'hommes influents ayant leur place dans les sphères de décision d'aujourd'hui et plus encore dans celles de demain*".

Et cela marche. Le GRECE fourait des nègres au RPR, à l'UDF, tant à Michel Poniatowski, ministre de Giscard, qu'au maire de Nice, ami de Le Pen, Jacques Médecin. Dans les revues du GRECE

écrivent aussi bien Roger Garaudy que Jean-François Kahn ou Domenach, ancien directeur de la revue *Esprit*. Fin des années 70, le GRECE investit le *Figaro Magazine*.

Son investissement ne s'arrête pas là. Il couvre l'Université, la science et déborde les frontières de l'hexagone. Ainsi, les envois des correspondants étrangers à la revue *Nouvelle Ecole* sont centralisés en 1979 en Belgique au n°3 de la rue de la Venelle, à 1150 Bruxelles, adresse d'un certain Jean-Pierre Vangeit. Les correspondants en question couvrent l'Allemagne, l'Italie, la Grèce, l'Espagne, la Grande-Bretagne, la Scandinavie, l'Argentine et, par elle, l'ensemble de l'Amérique latine. Une vraie internationale, en somme!

D'autre part, pour conquérir la haute administration, le GRECE en 1974 soutiendra le *Club de l'Horloge* qui rassemble de nombreux hauts fonctionnaires et élèves des grandes écoles et dont la doctrine est bien celle propagée par le GRECE.

Comme le *Club de l'Horloge* dans les milieux administratifs c'est-à-dire politiques, "*Nation armée*" affiche un objet social impeccable. Il s'agit d'une revue autour de laquelle s'est constituée une association. Son but — je cite la revue n°1 de février 1976 : "*Montrer que la Défense n' est pas l'affaire des seuls milieux militaires et que la Nation se doit elle-même d'être armée ne serait-ce qu'au niveau de l'esprit critique et des valeurs morales indispensables à la survie de toute société*".

Les valeurs morales en question puisent largement dans les concepts du GRECE qui est le créateur de *Nation Armée* et on retrouve dans sa direction comme dans son comité de Patronage des cadres du GRECE. Quelques mois auparavant, en avril 1975, le GRECE avait déjà mis sur pied sa courroie de transmission dans les milieux militaires en lançant un *Comité de Liaison des Militaires et Sous-Officiers de Réserve*. La tâche de ce CLOSOR, qui se présente comme une association, est de "*promouvoir l'idée de la Défense et apporter son soutien actif aux associations déjà existantes ayant pour but de défendre les forces armées*". Vous remarquerez qu'avec *Nation Armée* et le CLOSOR, le GRECE veut couvrir de haut en bas l'ensemble des milieux militaires.

La troisième cible constitue la seconde étape. Au milieu des années 70, Robert Steuckers, animateur et représentant du courant GRECE en Belgique, inspiré par les thèses du Belge Thiriart, suivi en cela par l'équipe OGNIOS, la librairie révisionniste et fasciste française, par les groupes néo-nazis qui se proclament "*nationalistes-révolutionnaires*", cherche à agir en direction de milieux apparemment fort éloignés : des élites et des sommets du pouvoir auxquels s'intéressaient particulièrement jusque là GRECE France. Cette nouvelle orientation que Steuckers va appliquer bientôt en Belgique, l'est également en Espagne sous l'égide du théoricien Ernesto Mila Rodriguez et elle est suivie par des Allemands, des Italiens et par des tenants du *Nouvel Ordre Européen*.

Quelle est cette orientation ? Pour Steuckers et les autres, la cible prioritaire (les autres n'étant pas pour autant abandonnées), la cible prioritaire est devenue l'extrême gauche, la gauche, les tiers-mondistes, les chrétiens, les syndicalistes et tous ceux qui participent à des mouvements sociaux.

GRECE France, sans toutefois abandonner son entrisme dans l'élite et les milieux du pouvoir, adhère à ce tournant et, preuve de l'importance qu'il lui accorde, Alain de Benoist, le leader incontesté, s'attribue le rôle de mener l'offensive de séduction vers l'intelligentsia de gauche sous l'étiquette "Ni gauche ni droite".

Lors du colloque de mai 92 où il se retrouve avec des membres du PCF — rencontre dont nous reparlerons — A. de Benoist déclare : "*Il faut abandonner le clivage droite-gauche et lui préférer l'image d'un centre et d'une périphérie. Le premier (le centre) étant constitué par l'idéologie dominante, la seconde (la périphérie) regroupant tous ceux qui n'acceptent pas cette idéologie. Je crois profondément, ajoute-t-il, qu'un débat peut s'instaurer entre tous. Si cela est encore difficile sur le plan politique, c'est sur le plan des idées que cela peut se faire*".

Il faut dire que l'attrape-mouche "idées" a déjà porté ses fruits. Donnons-en un exemple frappant. L'appel à la déculpabilisation de l'homme blanc vis-à-vis du colonialisme, lancé dans un livre intitulé *Le sanglot de l'homme blanc* par Pascal Bruchner en 1985 et célébré par tous les médias, n'est pas tombé du ciel. Inspiré par les thèses anti-tiersmondistes de la Nouvelle Droite, cet appel va *gangrener Médecins Sans Frontières*, lui inspirer la création de *Liberté Sans Frontières*, chargé d'occulter le pillage du tiers monde par le capitalisme mondial, donner naissance à *Médecins du Monde* que dirige Kouchner.

L'idéologie qui sous-tend l'action du cénacle qui se prétend "d'aide humanitaire" est l'apologie de l'Occident, plus particulièrement européen, contre un "soi-disant tiers monde" incapable de gestion économique et démocratique saines qui n'est globalement qu'une zone de conflits inter-ethniques primaires et d'actions armées contre les intérêts de l'Occident. Ce qui justifie le droit d'ingérence là où les positions néo-colonialistes de l'Occident sont mises en danger et dont l'ancien gauchiste Kouchner et ses disciples se sont faits les champions. Cet aspect de l'infiltration de la Nouvelle Droite dans un domaine ouvert aujourd'hui à "la mission civilisatrice de l'homme blanc" mériterait un plus long exposé. Faute de temps, je vous invite à faire vôtre la lecture du numéro de *Solidarité Internationale* n°22 et *l'Etudes Marxistes* n°10 qui traitent de l'anti-tiersmondisme et du rôle des organisations qui se proclament "d'aide humanitaire".

1.3. La tactique de la Nouvelle Droite

Dans ce long préambule, nécessaire pour bien situer la Nouvelle Droite, nous avons vu que l'infiltration, l'entrisme, constitue l'outil permettant de forer les trous, mais pour y arriver, il faut enrober l'outil de manière telle que les cibles, et particulièrement la troisième, ne découvrent pas trop tôt le poignard.

Le miel va prendre deux aspects : **le prétexte culturel et le détournement du langage.**

La Nouvelle Droite se définit donc comme étant une école de pensée qui a entrepris une réflexion en profondeur excédant largement les frontières partisans. Il s'agit pour elle d'opposer à la doctrine égalitariste judéo-chrétienne, d'où seraient issus à la fois les principes dont s'est réclamée la Révolution française et le marxisme, un cadre idéologique complet, une solution de rechange à caractère scientifique.

Il s'en suit un embrouillamini doctrinal apparemment anarchique qui est en réalité d'une redoutable cohérence.

"Il n'y a pas de renouveau des affaires publiques sans une doctrine". Cette citation est du vieux fasciste français Maurras. Il serait mal venu pour ceux qui veulent qu'on les démarque du passé de reprendre à leur compte cette signature. Il faut en trouver une à gauche à gauche et le communiste italien Gramsci va faire l'affaire.

On va tronquer son œuvre, l'amputer de sa dimension de classe et la retourner en faveur de la stratégie inaugurée par la Nouvelle Droite pour, comme le dit très justement Durantou-Cabrol dans sa thèse *"en tirer profit afin de trouver sa légitimité le plus à gauche possible"*.

En résumé, de l'œuvre de Gramsci, la Nouvelle Droite tirera le concept que, *"dans les sociétés développées, la conquête du pouvoir politique passe par celle du pouvoir culturel"* et, dans tous les pays où elle est implantée, la Nouvelle Droite va répandre *"la nouvelle culture"* par livres, articles de journaux, interviews, colloques, etc.

Dans son étude sur *Les néo-nazis*, Jean-Marc Tolleyre relève une déclaration du nazi français Roland Gaucher : *"Après la Libération, nombre de PC occidentaux ont fait du 'gramscisme' sans le dire. L'idée d'Alain de Benoist fut d'effectuer le même travail de pénétration cette fois au bénéfice des*

hommes et des idées de droite". Et il ajoute : "la pénétration a surtout été remarquable dans les médias, les maisons d'édition et les milieux politiques".

"La lettre du club du Beffroi" — ce club, petit groupuscule, a été mis sur pied par le belge Steuckers. Il s'agit d'un club élitiste, à l'instar du *Club de l'Horloge* français, qui soutient à la fois *Agir* et le *Vlaams Blok*. La lettre du club du Beffroi reprend l'"idée culturelle" à son compte. On peut lire dans son éditorial de février 1993: "La culture tant esthétique que politique a été abîmée, dégradée par la gauche caviar, le centre mou et la droite traditionnelle amorphe. Or la culture est synonyme de totalité de vie, une vie qui compte une infinité d'aspects. Le Beffroi les explorera jusqu'au jour proche du grand Renouveau" (Renouveau étant souligné dans le texte).

Si le vocabulaire de la Nouvelle Droite est souvent teinté de mots inaccessibles au commun des mortels, ne croyez pas que dans son offensive culturelle, elle ne vise que la soi-disant intelligentsia, elle sait aussi adapter son langage au lecteur moyen. Mais, ce qui est principal, c'est que pour accréditer ses thèses aussi bien dans l'intelligentsia que dans les autres milieux, la Nouvelle Droite va s'affubler d'un manteau épais, en d'autres termes, elle va pratiquer avec art le **détournement de langage**. Nous allons prendre à cet égard trois exemples primordiaux et significatifs et vous verrez que les habits neufs craquent et montrent les coutures.

2. Trois thèses fondamentales

Dans le fatras philosophique et politique de la Nouvelle Droite, deux thèmes émergent : race, élite d'une part et ordre d'autre part. Inégalité des hommes, inégalité des peuples et, pour y aboutir, mise en place d'un ordre social.

2.1. Le premier postulat : l'inégalité des hommes

2.1.1. La différenciation

"Nous ne sommes pas racistes car nous avons le respect des différences".

Dans *Le petit lexique du Partisan Européen*, écrit en collaboration par le français Guillaume Faye de la Nouvelle Droite, le belge Pierre Freson d'Agir et Robert Steuckers, on peut lire sous le titre ronflant *d'ethnopluralisme* (traduisez : racisme) ce qui suit : "*L'ethnopluralisme*, c'est la reconnaissance de la diversité ethnique de l'espèce humaine, de la nécessité biologique et culturelle de préserver des groupes ethniques différents en accordant à chacun d'entre eux sa valeur propre et spécifique. *L'ethnopluralisme est la réponse au racisme*".

Qu'est-ce que le racisme ? Je cite ce que nous apprend *Le petit lexique* : "*Le racisme est un produit de l'égalitarisme... En prônant un mélange ethnique universel... on dénie implicitement aux hommes et aux peuples leur spécificité biologique et culturelle*".

Et voilà le tour de passe-passe joué ! Nous, droite extrême, nous sommes pour la différence, nous avons raison de proclamer que l'antiracisme, c'est la politique d'apartheid et vous qui proclamez l'égalité des hommes, vous êtes les racistes ! **C'est ce qu'on appelle le détournement du langage.**

Que cache ce souci de la différenciation ? Pour y voir clair, référons-nous au géniteur. Hitler écrit dans *Mein Kampf* : "*La conception raciste fait place à la valeur des différentes races primitives de l'humanité. Elle ne croit nullement à leur égalité mais reconnaît, au contraire, leur diversité et leur valeur plus ou moins élevée. Cette connaissance lui confère l'obligation, suivant la volonté éternelle qui gouverne le monde, de favoriser la victoire du meilleur et du plus fort, d'exiger la subordination des mauvais et des plus faibles. Elle rend aussi hommage au principe aristocratique de la nature*"...

On pourrait croire, dire que faire l'analogie entre Hitler et la Nouvelle Droite participe du procès d'intention. Laissons donc s'exprimer la Nouvelle Droite. Hitler parle

- 1) de la diversité et de sa valeur plus ou moins élevée ;
- 2) de favoriser la victoire du meilleur
- 3) d'exiger la subordination des mauvais et des plus faibles.

Sur chacun de ces points, je pourrais vous faire part de dix déclarations de la Nouvelle Droite. Nous sommes tenus par le temps, ce qui me force à être plus modeste.

Que dit-elle sur la diversité et sa valeur plus ou moins élevée ?

Jean-Claude Valla, autre gourou de la Nouvelle Droite française, a écrit un livre au titre évocateur : *"Dix ans de combat pour une Renaissance culturelle"*. On peut y lire : *"Le monde est divers. Il n'est même que cela, diversité. Et toute diversité est génératrice d'inégalités"*.

Dominique Venner, membre fondateur de la Nouvelle Droite, dans un document interne rendu public en 1989, déclare : *"Seule la race européenne — blanche, caucasioïde — a continué à progresser sur la voie montante de l'évolution du vivant, au contraire des races stagnantes dans leur développement donc en régression virtuelle"*. On peut lire dans un manifeste de la Nouvelle Droite publié en 1986 sous le titre *"Humanisme et surhumanisme"* ce qui suit : *"Si l'appareil nerveux central de l'espèce est encore grossièrement semblable d'une population à l'autre, les psychismes conditionnés par le néo-cortex, c'est-à-dire par ce qu'il y a de plus récent dans le cerveau, apparaissent très profondément différents"*.

Ce racisme, à masque scientifique, on le retrouve dans le second thème commun à Hitler et à la Nouvelle Droite : *"Favoriser la victoire du meilleur"*.

Les textes suivants sont clairs. On peut lire dans *Nouvelle Ecole* n°19, où Alain de Benoist reprend à son compte les propos du professeur Hofmeyer, ancien directeur du département de génétique de l'université de Pretoria, ce qui suit :

"D'après ce qu'on sait aujourd'hui, l'homo sapiens a succédé à l'homo erectus il y a à peine 40.000 ans en Afrique contre au moins 250.000 ans dans l'hémisphère nord. L'évolution de la race noire a donc duré beaucoup moins longtemps que l'évolution de la race blanche... ce qui laisse à supposer que les mêmes stades de développement n'ont pas été atteints".

Eléments, autre revue de la Nouvelle Droite, dans son numéro 4 et 5, reproduit sans commentaires un article d'un journaliste anglais Philip Howard, faisant état des travaux d'un certain docteur Baker selon lequel : *"certaines races sont génétiquement supérieures à d'autres, dans la mesure où on prend comme critère de supériorité l'aptitude à créer une civilisation et à manifester un nombre plus élevé d'individus supérieurement doués... Si l'on devait classer les races, les Europeoïdes viendraient en tête"*.

Et la conclusion, nous la trouvons dans l'éditorial de *Nouvelle Ecole* n°18 :

"... Bien loin d'être un progrès, la convergence, les mélanges, la fusion universelle équivalent à une véritable régression par rapport à la vie... Nous mesurons maintenant la menace que font planer sur le monde les mortelles idéologies égalitaires, tant métaphysiques (traduisez judéo-chrétiennes) que laïques (traduisez marxistes)".

Il ne faut pas s'y tromper, ajoute l'auteur, *"en s'en prenant à la différenciation, qui est un principe de vie, et à la sélection, qui est le moteur de l'évolution, c'est l'espèce entière qu'ils mettent en danger dans son avenir et ses possibilités de renouvellement"*.

En d'autres termes, le métissage, voilà le danger pour l'humanité ; la différenciation, la pureté de la race, voilà la seule sauvegarde pour l'humanité.

Maintenir la pureté de la race, cela signifie deux choses :

Il faut qu'il y ait des surhommes d'une part, il faut éliminer les tarés d'autres part. Et nous en arrivons à deux concepts de la Nouvelle Droite où l'analogie avec le nazisme ne peut susciter aucun doute.

2.1.2. Le concept du surhomme

Dans leur lexique, Faye, Fréson, Steuckers écrivent sous la rubrique "*aristocratie*", terme repris par Hitler dans la citation extraite de Mein Kampf énoncée ci-dessus, ce qui suit :

"La civilisation égalitaire n'a pas tué les aristocraties, elles sont virtuelles puisqu'un peuple biologiquement (je souligne le mot) en génère toujours. Il nous appartient de créer les conditions de réalisation de ce potentiel".

Hitler écrivait dans Mein Kampf : *"Un Etat qui, à une époque de contamination des races, veille jalousement à la conservation des meilleurs éléments de la sienne doit devenir un jour maître de la terre".* "Les meilleurs éléments" pour Hitler sont faits de "surhommes". Hitler et la Nouvelle Droite ont le même inspirateur : Nietzsche.

Quand Louis Pauwels veut marquer ses affinités et flatter A. de Benoist, il écrit à son propos en 1978 dans *Le journal du Dimanche* : *"Cet anti-marxiste pourrait bien être un Nietzsche actuel".*

J. Brunn dans son livre sur la Nouvelle Droite signale un autre écrit du même Louis Pauwels paru dans le figaro : *"Les sciences de la vie révèlent la nécessité d'une hiérarchie des individus dans toutes les sociétés animales avancées, comme dans les sociétés humaines".* Louis Pauwels a résumé ainsi en quelques mots les concepts fascistes de la Nouvelle Droite de darwinisme social et de nietzschéisme.

Le 16 avril 1972, le GRECE consacre son sixième séminaire national à Nietzsche, dont rend compte *Nouvelle Ecole* n°16. A. de Benoist y a la bonne idée de situer pour nous qui est Nietzsche, référence, je le rappelle, commune à la Nouvelle Droite et à Hitler. "... On parlait, dit de Benoist, au XIXème siècle, d'abolir l'exploitation de l'homme par l'homme, pour Nietzsche, c'est du pur verbiage".

Voilà qui est à nouveau proclamé haut et fort aujourd'hui : Marx, Engels, pur verbiage. Nietzsche a bien ses héritiers !

Je continue de citer de Benoist : *"L'éthique nietzschéenne préserve l'individu parce qu'elle recherche ses richesses, ses promesses et son avenir. Elle avantage les hommes de valeur, parce qu'elle considère que lorsque ces hommes sont avantagés, c'est toute la collectivité qui en bénéficie. Elle dégage de la société une véritable élite. Surtout, parce que Nietzsche s'est toujours placé dans la perspective biologique, elle favorise les mutations bénéfiques et améliore l'espèce en vue d'une surhumanité".*

2.1.3. L'eugénisme.

Le but de la Nouvelle Droite est annoncé, revendiqué. Comme Hitler, ce qu'elle veut, ce à quoi elle tend, c'est à la création d'une aristocratie biologique, d'une surhumanité, par l'application de **l'eugénisme**.

Qui a dit : *"Il ne s'agit pas de supprimer l'inégalité parmi les hommes, mais au contraire de l'approfondir et, comme dans toutes les grandes cultures, d'en faire une loi par des barrières*

infranchissables. Le même droit ne vaut pas pour tous". C'est Hitler qui prononça ces paroles à Munich en 1932.

Qui a dit le 16 avril 1972 en conclusion du séminaire sur Nietzsche : *"Il faut des esclaves pour que surgisse une nouvelle aristocratie"*. C'est le GRECE par la voix de Michel Norey.

En d'autres termes, comme le proclamait Hitler, **il faut exiger la subordination des mauvais et des plus faibles**. Mais cela ne suffit pas.

C'est au nom du "réalisme biologique" et d'une psychose de la dégénération génétique que la Nouvelle Droite prône l'importance de mettre en œuvre d'urgence un ensemble de mesures eugénistes.

L'eugénisme, c'est ce qu'Hitler a mis en pratique contre tous les déviants politiques, contre tous les sous-hommes juifs, tziganes, slaves, malades, homosexuels...

En 1933, le philosophe allemand Oswald Spengler définissait en quelques mots la nécessité de l'eugénisme et mettait au pilori ses adversaires parmi lesquels le principal : la médecine. Il écrivait : *"(La médecine) entrave la sélection naturelle et, ce faisant, elle contribue à la décadence de la race"*.

Le 14 juillet 1933, l'Allemagne nazie adopte une *"loi pour la prévention d'une descendance héréditairement malade"*. Cette loi entre en vigueur le 1er janvier 1934. Son premier paragraphe en résume clairement l'objectif et la portée: *"Celui qui est malade héréditairement peut être stérilisé par opération chirurgicale"*.

Dans la liste qui suit ce paragraphe, on trouve entre autres appelés, ceux qui sont atteints de "cécité héréditaire", de "surdité héréditaire", de "malformations corporelles", d'"alcoolisme invétéré".

"L'Etat raciste doit veiller à ce que seuls les individus sains puissent procréer", avait écrit Hitler dans *Mein Kampf*.

Bien sûr, la Nouvelle Droite ne peut pas se référer ouvertement à Hitler. Ce serait contraire à sa tactique. C'est là qu'intervient **la manipulation de la science et la diffusion sous prétexte culturel des pensées "scientistes"** qui partagent avec les héritiers d'Hitler la même volonté d'appartenance à la race des Seigneurs.

J'aurais voulu vous parler de manière approfondie des alibis pseudo-scientifiques que fournissent à la Nouvelle Droite les Lorentz, les Alexis Carell, etc., de la campagne menée par la droite extrême contre le biologiste Albert Jacquard et je regrette que nous soyons tenus par le temps. Nous nous contenterons donc des écrits qui fleurissent à tous vents dans toutes les publications de la Nouvelle Droite.

Epinglons parmi eux le n°14 de *Nouvelle Ecole*, où on peut lire dans ce numéro consacré à l'eugénisme, sous la plume de Jean-Jacques Mouvrau : *"Ne serait-il point temps, vu le développement auquel est arrivé le type de l'homme en Europe, de tenter une sélection méthodique, artificielle et consciente..."*

Et l'auteur continue : *"Qui sait si on ne pourrait pas élever au niveau supérieur une partie de l'humanité aux dépens de l'autre partie"*.

Et plus loin, l'auteur conclut : *"Ne pas intervenir devant le péril de dégradation génétique serait d'autant plus impardonnable que les moyens dont nous disposons sont considérables"*.

Dans ce même numéro de *Nouvelle Ecole*, Yves Christen écrit : *"Il faut continuer le modelage de la nature aussi longtemps qu'il le faudra, car la vie dégradée est une atteinte à la vie"*. Et plus loin, on lit : *"L'eugénique négative n' est pas, loin de là, la seule issue envisageable. Elle ne vise somme toute que l'élimination des cas pathologiques les plus flagrants. Ce premier travail accompli, une seconde étape plus constructive doit être franchie... dès lors que les perspectives eugéniques laisseront envisager la programmation de types souhaités"*.

En d'autres termes, après la purification de la race par stérilisation et fours crématoires, viendra la race pure des seigneurs, des surhommes.

2.2. Le deuxième postulat : l'inégalité des peuples

Pour la Nouvelle Droite, l'Europe et la race ne font qu'un. Dans leur *Lexique du Partisan européen*, Faye, Freson et Steuckers s'en expliquent :

"L'Europe est notre patrie, c'est-à-dire le sol, l'espace de notre enracinement, l'entité dont nous devons faire un sujet de l'histoire et de la culture que nous voulons défendre et poursuivre. L'Europe est la valeur centrale de notre conception du monde... L'Europe, disent ensuite les auteurs, sera impériale ou ne sera pas. L'Empire est la forme et l'essence de notre devenir historique. Ce concept est à la fois spirituel et organique..."

"Ce dynamisme est aujourd'hui entravé par une civilisation mondialiste... Nous entendons... faire prendre conscience de l'existence d'une communauté des peuples européens qui peuvent se retrouver dans un passé commun et se donner un destin historique".

Et quel est le noeud de ce **"destin historique"**? Là, pas de mystère. **C'est de l'Allemagne qu'il s'agit.**

L'Allemagne, berceau de la civilisation européenne. Ce n'est pas pour rien qu'imitant les SS, tous les fidèles de la droite extrême célèbrent à chaque solstice ce qu'ils appellent *"la religion traditionnelle de l'Europe, le culte des forêts et des dieux germaniques"*, tentant ainsi de donner vie aux mythes celtiques, aux Nibelungen pour que l'Europe se souvienne de sa vocation et de ce qu'elle doit à l'Allemagne, berceau de sa culture.

Mais l'Allemagne est bien plus qu'un berceau culturel. Je cite *La Bourrasque*, où Steuckers écrit au printemps 1990 : *"Face au danger réel que représentent les Etats-Unis et le Japon, puissances non européennes, l'Allemagne réunifiée va être la garante d'un ancrage européen de notre économie. Seule une Allemagne puissante, avec Berlin comme capitale, aura le poids nécessaire pour tenir tête à Washington et à Tokyo... La peur de la réunification allemande ne peut troubler que des esprits petits et bornés. L'Europe ri est pas menacée par l'Allemagne qui est européenne mais bien économiquement par les Etats-Unis et le Japon et ethniquement par l'afflux d'immigrés du tiers monde"*.

Cet empire européen, sous tutelle allemande, la Nouvelle Droite reprenant à son compte l'ancienne idée de Thiriart la voit d'Ouest en Est.

En 1987, du temps de Gorbatchev, *Volonté Européenne*, la revue de Steuckers, proclamait : *"Les nationalistes-révolutionnaires européens ne peuvent pas rester indifférents aux problèmes de l'autre Europe. Nous devons au contraire favoriser la détente et le rapprochement entre les deux Europe pour arriver à la réunion de tous les Européens"*.

Hitler aussi, dans son rêve d'hégémonie, n'est pas resté "indifférent" à l'Est européen...

D'autre part, dans sa cartouche de présentation, *Volonté Européenne* proclame en caractères gras : *"Volonté Européenne lutte contre l'anti-culture américaine qui détruit l'âme des peuples et cancérisé les cultures et les civilisations de tous les peuples du monde"*.

Mais **au-delà** de la lutte qu'entend mener la Nouvelle Droite contre l'envahissement culturel de l'Amérique, clin d'œil aux progressistes excédés par les Disneyland, les séries TV made in USA, les films de Stalone, progressistes qui n'en apprécient pas moins les Walt Whitman, les Jack London, les John Reed ou les Horace MacCoy, les grands films américains tels *Spartacus*, *Le sel de la Terre* ou *Music Box*,

au-delà de ce que déclare la revue *Nationalisme et République* n°4 : *"Toutes sortes de ripostes se trouvent légitimées par les exactions américaines"*, appel à tous ceux qui ne peuvent accepter le Nouvel Ordre Mondial imposé par les Américains,

au-delà de la lutte proclamée contre l'OTAN, contre l'ONU, je continue de citer la Nouvelle Droite : *"L'OTAN telle qu'elle est organisée est totalement aux mains des Américains..."*. *"L'ONU est à la botte des Américains"*,

au-delà de cette tentative de séduction à l'adresse des démocrates, des révolutionnaires,

au-delà de tout ce discours fait pour brouiller les pistes, se cachent non la dénonciation des méfaits de l'impérialisme américain, mais bien :

1. l'antisémitisme et la haine du brassage des races ;
2. le concept de l'Europe impérialiste.

Pour la Nouvelle Droite, l'Amérique a été fondée par un pot-pourri de peuples et les Juifs la dominant.; *Nationalisme et République* n°4 parle *"du clone bêtifiant et déraciné made in USA"*.

Là est le danger puisque selon *Nationalisme et République* : *"le risque est grand qu'une vieille société identitaire (comprenez l'Europe) devienne un conglomérat cosmopolite selon le modèle standard déposé aux USA"*.

C'est contre cette Amérique multiraciale que la Nouvelle Droite se dresse et s'allie à son K.K.K., ses antisémites et ses savants qui prônent suprématie de la race blanche et eugénisme.

Par ailleurs, la Nouvelle Droite ne pardonne pas à l'Amérique ni son intervention contre l'Allemagne nazie ni sa mainmise sur les richesses des anciennes colonies européennes.

Je vais vous citer Thiriart qui, à l'image des Faye, Freson et Steuckers, fit lui aussi une sorte de lexique de ses pensées: *"La guerre civile européenne de 1939-1945 (remarquez comment se définit la lutte contre Hitler !) a été mise à profit... pour réduire l'Europe toute entière... et s'emparer de tous ses empires d'outre-mer... Exploitant sans perdre de temps notre faiblesse à la sortie d'une guerre civile, "nos libérateurs" (ces mots sont mis entre guillemets par l'auteur) sont devenus nos spoliateurs. Non seulement Russes et Américains se sont appropriés chacun une moitié de l'Europe mais de plus les USA ont évincé l'Europe du monde pays par pays : l'Italie d'Afrique, les Pays-Bas d'Indonésie, l'Angleterre et la France d'Asie et d'Afrique, la Belgique d'Afrique..."*

Et plus loin, Thiriart écrit : *"L'indépendance économique (comprenez de l'Europe contre les USA) dépend en premier lieu du libre accès (de l'Europe) aux matières premières... partout dans le monde"*. Ce "partout dans le monde" est souligné par l'auteur qui ajoute : *"C'est seulement lorsque nous (européens) auront réalisé cet objectif que nous serons vraiment indépendants"*.

Et on peut lire dans *Nationalisme et République* de mai 1992 : *"Les limites territoriales (rappelez-vous "l'espace vital d'Hitler") vitales de l'Europe... vont ou passent à l'ouest de l'Islande jusqu'à Vladivostock, de Stockholm jusqu'au Sahara Sud, des Canaries au Kamtchatka, de l'Ecosse au Beloutchistan. Une démographie dépassant les 800 millions au moment où la Chine (entendez l'ennemi communiste) dépassera les 1.200 millions. Il nous faut les matières premières de Sibérie. La*

Sibérie est notre Ouest... Il nous faut des rivages faciles à défendre : Océan glacial arctique, Atlantique, Sahara, accès aux détroits indispensables: Gibraltar, Suez, Istanbul, Aden-Djibouti, Ormuz. Il nous faut les pieds dans l'eau au Belouchistan. Notre frontière, c'est le fleuve Indus, Alexandre V avait pressenti et vécu..."

Et l'auteur ajoute : *"Toute notre stratégie doit, pour parler poétiquement à la Mao, être celle des Quatre Mers : avoir les pieds dans l'eau en Atlantique, en mer d'Oman, en mer du Japon, en mer de Kara".* Les commentaires me paraissent superflus !

D'un autre côté, contrairement à Thiriart qui prêche pour une nation Europe d'où est exclu tout nationalisme, la Nouvelle Droite prône quant à elle **l'Europe des Ethnies**.

"L'Empire européen, écrivent Faye, Freson et Steuckers, est composé de régions ethniques qui, à leur niveau, sont des éléments essentiels de son existence. Dans cette optique, les nationalismes européens sont des mouvements positifs puisqu'ils donnent à chaque peuple d'Europe le sens de son enracinement. Ces luttes, telles qu'elles ont été menées par... les Basques, les Corses, les Bretons (les Flamands, les Wallons) etc... sont des tentatives de destruction des Etats-Nations conjuguées avec une idéologie impériale européenne, elles sont les avant-gardes de notre unité".

La lettre du Club du Beffroi de janvier 1993 est claire à plusieurs niveaux :

"La Belgique n est plus viable dans sa forme actuelle... Les régions... se passeront de l'Etat-Nation, imposé jadis dans les esprits par les canons et les baïonnettes des sans-culottes, recrutés dans les bas-fonds de Paris pour précipiter l'Europe dans le désastre. Sans-culottes dont les héritiers spirituels font encore la pluie et le beau temps à nos portes, à 300 km d'ici, à Paris.

Mais il faudra aussi que cela change et que ces gens-là se retrouvent dans la même poubelle de V Histoire que les Honecker et Ceaucescu.

Espérons que les Corses, les Bretons, les Alsaciens, les Occitans auront la force qu'ont eue les foules de Leipzig, de Prague et de Bucarest: biffer de la carte, effacer de la statolâtrie jacobine, de la médiocrité idéologique qu'elle a véhiculée (c'est) une nécessité... A l'instar des Tchèques et des Slovaques, arrachons... notre vieille tunique usée belgiciste..."

Que voilà, n'est-ce pas, un bel appel où, au nom de l'Europe des Ethnies, haine de la Révolution française et du communisme se rejoignent !

2.3. L'inégalité des hommes, l'inégalité des peuples à son aboutissement : l'Ordre social.

Ce nouvel ordre social auquel aspire la Nouvelle Droite est la copie conforme de l'Ordre Nouveau d'Hitler. Dans la revue *Etudes et Recherches* n°1, Michel Norey de la Nouvelle Droite écrit : *"L'égalitarisme social ne peut, d'un point de vue scientifique, qu'être une régression. Plus une société est évoluée, plus elle est hiérarchisée".*

Rappelez-vous qu'Hitler exigeait dans *Mein Kampf* la *"subordination des mauvais et des plus faibles"*.

Rappelez-vous que c'est le même Norey qui proclamait, à l'instar d'Hitler, *"il faut des esclaves pour que surgisse une nouvelle aristocratie"*. *Volonté Européenne* n°26 de 1989 fixe le modèle à suivre : *"Le Même Reich est social. Le 2 mai 1933, les syndicats traditionnels sont dissous et remplacés par le Front allemand du travail, émanation du Parti. De nombreuses lois sociales protègent le travailleur allemand face au patronat. En cas de conflit patron-travailleurs, les curateurs du travail, fonctionnaires dépendant du Ministère du Travail (donc de l'Etat nazi) ont le pouvoir de trancher, en tenant compte des intérêts en présence et de V intérêt supérieur du Reich"*.

Et on retrouve dans *Nationalisme et République* n°8 de mai 1992 cette phrase qui se passe de tout commentaire : *"Ce qui relève de l'Imperium nécessite un pouvoir politique total, implacable, jamais effleuré par l'hésitation ou la faiblesse. On ne gouverne pas sans potences. Le pouvoir doit être sûr de lui, fécond pour construire, organiser, agrandir. Parfois, il doit être sourd"*.

Et dans la même revue de juin 1992, on trouve : *"Les idéologies de contestation doivent être inlassablement dénoncées, elles rendent les masses encore plus bêtes"*. Et plus loin, on peut lire :

"La dégénérescence de notre système politique occidental bourgeois et du système économique communiste réside dans la pratique de la fuite des responsabilités par l'artifice de la décision majoritaire".

Contre qui ces potences ? La droite extrême est claire : contre ceux qui attisent, je cite une phrase qui revient inlassablement dans ses écrits, contre ceux qui attisent *"la lutte stérile des classes"*, c'est-à-dire d'abord les communistes et les syndicats et ensuite contre tous ceux qui contestent un aspect quelconque de l'"ordre nouveau".

Il y a 60 ans, cela aboutissait aux tortures, aux camps de concentration, à la mort pour que soit maintenus au bénéfice du capital le plus féroce l'ignoble exploitation de l'homme par l'homme, l'idéologie et la *"morale pure"* des aryens, des surhommes et du chef suprême.

Comme je vous l'ai dit au cours de cet exposé, j'aurais souhaité vous parler de manière plus approfondie des alibis pseudo-scientifiques dont s'affuble la Nouvelle Droite, vous citer ces savants déviants et vous décrire leurs thèses.

J'aurais voulu vous parler de la doctrine de Thiriart, sans doute la première depuis la chute du nazisme à être structurée de manière telle qu'elle a inspiré aussi bien tous les groupes de la droite extrême belges et internationaux que tous les groupes terroristes soi-disant d'extrême gauche, tels les CCC ou Action Directe, pour ne citer qu'eux, auxquels Thiriart apportait son soutien.

J'aurais voulu vous décrire tous les éléments qui forment le corpus doctrinal de la soi-disant Nouvelle Droite et notamment son paganisme.

Mais cela exigerait des heures et des heures que nous n'avons pas.

Je tiens cependant à développer encore brièvement deux thèmes : **l'impact en Belgique de la Nouvelle Droite** et vous dire quelques mots sur l'événement qui a fait les choux gras de la presse cet été: **la Nouvelle Droite et le PCF**.

3. L'impact de la Nouvelle Droite en Belgique

Depuis 1973, Robert Steuckers a repris en Belgique la tâche que s'est assignée la Nouvelle Droite en France.

1. Unifier tactiquement et si possible programmatiquement sur les positions de la Nouvelle Droite tous les groupuscules d'extrême droite francophones et néerlandophones.
2. Infiltrer la droite dite classique et les élites intellectuelles et politiques.
3. Infiltrer la gauche au maximum.

Il faut d'abord dire que si Steuckers participe à la rédaction de toute une série de publications internationales et nationales, il en édite trois en Belgique : à parution régulière : *Vouloir* et *Orientation* à parution irrégulière : *La Bourrasque*

On lui doit aussi la mise sur pied de *Cercles d'Etudes* (voyez ici l'analogie avec le GRECE français) tels que EROE (c'est-à-dire *Etudes, Recherches et Orientations Européennes*), *l'Anneau*, le *cercle Copernic*, les *amis de Céline*, les *amis de Brasillach* (comme chacun le sait, Céline et Brasillach sont deux écrivains collaborateurs des nazis. Si Brasillach fut fusillé à la libération, Céline est aujourd'hui honoré dans les médias, dans l'édition, au théâtre, etc.), *Altair* et le *Club du Beffroi*.

Steuckers a une participation active dans une multitude de groupes, mais il faut distinguer entre impact total et impact partiel. Je m'explique :

Steuckers est l'éminence grise qui se cache derrière les prises de positions et la tactique *d'AGIR*, à qui le sondage effectué durant cet été promet 10% des voix, du *PCN* et cela dès avant la mort de Thiriart fin 1992. Steuckers est le maître à penser du *Vlaams Blok* où il dispense aux militants la formation théorique. Steuckers a participé personnellement par ses conseils à l'élaboration de la tactique suivie par le MSP (*Mouvement Socialiste Populaire*) ex APON (*Association pour un Ordre Nouveau*), à l'infiltration de ce groupuscule dans le Comité Afghanistan et à sa tentative d'infiltration dans le PTB.

Par ailleurs, Steuckers infiltre des mouvements d'extrême droite où son influence joue mais qui maintiennent certains préceptes qui ne correspondent pas à la ligne que défend Steuckers. Il en est ainsi du *Front National* unitariste et du *PSC 2000* (nouveau CEPIC), unitariste lui aussi et où le paganisme n'est pas la tasse de thé. Il en est de même de *Pro Vita* anti-avortement qui n'est certes pas adepte de l'eugénisme.

Steuckers, dans son prosélytisme visant à donner à l'extrême droite belge un visage honorable, ne gagne certes pas à tous les coups. Exemple récent: le 4 septembre de cette année, à Renaix, au cours d'un rassemblement du *Vlaams Blok* contre les immigrés et les facilités, ses nervis ont respecté leurs traditions en tabassant les contre-manifestants et en blessant grièvement le preneur de son de la TV allemande parce que celle-ci tentait de fixer sur la pellicule la bestialité du *Vlaams Blok*.

Le lendemain, soucieux de cet accroc à la respectabilité que lui enseigne Steuckers, le *Vlaams Blok* rejetait la responsabilité de la violence déchaînée sur le groupe L'Assaut qui sert pourtant en Wallonie de marche-pied à l'idéologie du *Blok*.

Or, parmi les donneurs de coups de poing, sans les gants de boxe chers au *Blok*, figure un de ses cadres bien connus, Patrick Spinnewijn, qui a d'ailleurs de qui tenir, son père et un de ses frères militants du VMO ayant été condamnés pour appartenance à une milice privée. Quand à Patrick Spinnewijn, il compte déjà un lourd passé, à 18 ans, il était membre du groupement fasciste étudiant NJS à Bruges, dont le dirigeant était Filip Dewinter.

Par contre, Steuckers réussit son œuvre quand *Agir* dans son programme électoral, a le culot d'écrire: "*Le point de vue d'Agir est que l'immigration est un problème redoutable qui ne pourra se résoudre sans déchirements et sans douleurs. Il faut y réfléchir et empêcher que l'extrême droite la plus obtuse ne fasse ses choux gras d'une situation qui va en se dégradant*" ! Il faut le faire... "*Au contraire, ajoute Agir, c'est bien pour offrir une alternative démocratique aux électeurs rebutés par l'immobilisme clientéliste des partis traditionnels et déçus par la pantalonnade pro-immigrés des écologistes qu'Agir participe aux élections à venir. Agir défendra à cette occasion (je cite en respectant l'ordre du texte):*

- (la) reconnaissance de la diversité culturelle comme essence d'un humanisme véritable (...)
- (la) volonté d'assumer sans concessions l'héritage culturel de l'Europe (...)
- (le) respect des différences ethno-culturelles (...)
- (la) préférence systématiquement donnée, sur le territoire national, aux intérêts des Belges, à leur culture et à leurs traditions."

Steuckers réussit ainsi son œuvre lorsque le *Front National* inonde Bruxelles d'autocollants sur lesquels on peut lire : "*Gardez vos foulards et mettez les voiles*" en d'autres termes : gardez votre culture et ne contaminez pas la nôtre.

Avant de clore ce chapitre, trop bref, sur la nébuleuse Steuckers, je veux attirer votre attention sur l'organisation *Europa* nouvellement créée. *Europa* se veut le lien entre la droite extrême européenne de l'Ouest et celle de l'Est. Il y a quelques années déjà que la revue *Vouloir* de Steuckers suit de fort près l'évolution des pays de l'ex-bloc de l'Est Elle dispose d'un correspondant à Moscou, Alexandre Douguine, leader du bloc *Artogaïa*, une société ésotérique russe.

En mars 1990, à l'invitation de la revue *Dyeen* (Le Jour), Robert Steuckers se rend à Moscou avec Alain de Benoist pour, je cite *Nationalisme et République* de juin 1990 : "*entamer le dialogue avec les nouvelles forces politiques (ce qui) prouve que les cartes sont en train d'être redistribuées et que les clivages gauche/droite qui ont dominé le monde après 1945 cessent d'être pertinents*".

Parmi ces forces nouvelles dont parle *Nationalisme et République*, il y a notamment *Soyouz*, *Pamiat*, *Artogaïa* (déjà cité), *l'Union des Ecrivains russes* et le *Mouvement Patriotique russe*.

En mars 1992, à Moscou, Steuckers et Douguine jettent les bases du voyage qu'effectueront Thiriart et Michel Schneider, de *Nationalisme et République* en Russie. Ils y rencontreront Yegor Ligatchev, le colonel Victor Alksis du groupe *Soyouz* qui accordera d'ailleurs un long entretien à la revue de Steuckers, *Vouloir*.

Nationalisme et République fait paraître quant à lui des articles que lui adressent Serge Babourine, chef du FSNR (*Front du Salut National Russe*) et Alexandre Prokhanov, directeur de l'hebdomadaire *Dyeen*, composante du *Front du Salut National Russe*.

En mars 1993 a lieu à Moscou le premier congrès des *Peuples Opprimés par le Nouvel Ordre mondial*, organisé par le FSNR, auquel participent le PCN, Steuckers et ses amis européens. Le congrès se donne principalement trois buts:

1. La défense de l'identité des peuples contre le Nouvel Ordre mondial ;
2. La création d'un véritable Ordre Nouveau car "le Nouvel Ordre mondial (actuel) est une version moderne de la tour de Babel" ;
3. La restauration de l'Empire soviétique (qui) est une phase décisive de la guerre contre le Nouvel Ordre mondial.

La rencontre met au point l'organisation des services de presse du FSNR en direction de l'Italie, de la Belgique et de la France et l'échange régulier d'informations.

C'est à la suite de ce congrès qu'est créé *Europa*, dont le siège est en Belgique, plus précisément à Beersel. Robert Steuckers, comme l'écrit Philippe Brewaeys dans le *Soir Illustré* du 26 mai 1990, y joue le rôle central. L'association veut notamment "*aider à la réinsertion des Européens dans leur histoire*" et est ouverte aux ressortissants de la Communauté Européenne, de l'AELE et de l'ex-Comecon.

Pour mener à bien ce programme, Steuckers est aidé par Ralf Vandenhoute, une des chevilles ouvrières de la *Vlaamse Jeugd*, l'organisation de jeunesse de *Hertog Jan van Brabant*, une amicale d'anciens SS belges, combattants du front de l'Est, et par Marc Mormont, bruxellois et animateur du *Cercle Copernic* qui, après avoir flirté avec le *Parti des Forces Nouvelles* a rejoint le *Front National* du docteur Feret dont il est devenu un des responsables.

Il ne fait aucun doute, comme le dit Philippe Brewaeys, *qu'Europa* doit servir de toile d'araignée couvrant l'Est et l'Ouest, coordonnant les activités de la droite extrême aux quatre coins du vieux continent.

4. Le PCF et la droite extrême

Je vais terminer cet exposé par le feuilleton de l'été 1993 dont vous avez certainement entendu parler : il s'agit de l'affaire PCF — Nouvelle Droite.

Résumons : le 12 mai 1992, *l'Institut des Recherches Marxistes*, dirigé par Francette Lazard, membre du Bureau Politique du PCF et, à son initiative, invite Alain de Benoist à participer à un colloque qui a pour thème "*le réveil de la pensée critique*".

Une semaine plus tard, Marc Cohen, membre du PCF, responsable du *Collectif Communiste des Travailleurs des médias* et rédacteur de *l'Idiot International* du provocateur Jean-Edern Hallier, participe et dialogue avec la Nouvelle Droite lors d'une rencontre organisée par *Eléments*, revue de la Nouvelle Droite. En octobre 1992, Alain de Benoist, dans sa revue *Krisis*, publie un "face à face" ayant pour thème l'argent auquel participe Jean-Paul Jouary, rédacteur en chef de *Révolution* et membre du CC du PCF.

En mai 1993, Jean-Paul Cruse, membre du PCF et responsable CGT à *Libération* où il travaille, publie un article dans *l'Idiot International* où il plaide pour un front national, pour un redressement du pays dans "*une alliance des communistes et de la droite catholique, nationale et maurassienne*". Cruse dénonce dans l'article "*le racisme antiraciste*" comme un des maux du jour et qui est : "*effectivement lié aux problèmes de l'immigration*". Il se prononce pour une politique d'aide aux jeunes États forts du tiers monde. Il faut, dit-il, "les aider ou les contraindre à fixer leur sol, leur foi, leur langue et leurs peuples". En d'autres termes, le credo de Cruse, c'est le "*que chacun reste chez soi*" cher à la Nouvelle Droite.

Tout cela écrit sous la houlette de Jean-Edern Hallier qui déclarait au journal *Le Monde* en 1991 : "*Je rencontre Le Pen comme Leroy ou Marchais... Le Pen représente beaucoup de Français de la France profonde. Il faut réconcilier Doriot et Thorez*". Je vous rappelle que Doriot, avant-guerre, était un des responsables du PCF. Exclu du Parti, il va être à la tête de la collaboration française avec l'occupant nazi. Thorez était le secrétaire général du PCF avant Waldeck Rochet et Georges Marchais.

Ainsi se sont retrouvés à *l'Idiot International* le communiste Marc Cohen, le communiste Cruse, Jean-Edern Hallier et Alain Sanders, à la fois rédacteur à *l'Idiot* et au quotidien lepéniste *Présent*.

Avant l'affaire Cruse et Jouary, en 1992, Didier Daeninckx, ancien membre du PCF, établit un dossier et va trouver Marchais qui promet une enquête. Marchais, dans une lettre adressée à l'écrivain en octobre 1992, confirme comme étant "avérés" les faits relevés par Daeninckx.

En juin 1993, le *Canard Enchaîné* s'empare de toute l'affaire et la rend donc publique, suivi en cela par *Le Monde* qui y consacre une série impressionnante d'articles.

Libération, *Globe*, *Charlie Hebdo*, *le Quotidien de Paris*, *le Nouvel Observateur*, *Le Soir*, *Rouge* et *La Gauche* qui voient évidemment dans tout cela la main de Staline, etc, etc, toute la presse bourgeoise se met alors de la partie...

Il faut bien voir que tout ce déchaînement sert essentiellement, fondamentalement, à la presse bourgeoise et aux trotskistes à corroborer la thèse du fascisme rouge, du creuset commun du nazisme et du communisme, en un mot presse bourgeoise et trotskistes profitent de l'occasion pour déclencher une violente campagne anticommuniste.

Le 1er juillet 1993, donc neuf mois après que Marchais ait reconnu les faits **qui vont perdurer**, le bureau du PCF condamne comme étant inacceptable "*les rencontres contre-nature entre quelques communistes et des partisans de l'extrême droite*". Le PCF considère "*que la lutte contre l'extrême droite ne peut souffrir aucune ambiguïté*" et il menace d'exclusion les militants qui font preuve de complaisance envers l'extrême droite. Tandis que l'Humanité-Dimanche du 15 juillet 1993 indique qu'écrire dans *l'Idiot International* est contraire à l'éthique communiste, que Jouary reconnaît **avoir** "*une attitude inopportune en étant publié dans Krisis*", que Cruse tente de justifier ses positions, Françoise Lazard, membre du BP, déclare, dans l'Humanité du 7 juillet "*assumer la responsabilité de l'erreur*". Quant à Marc Cohen, je dois bien dire que j'ignore quelle est son attitude présente. En tous cas, la menace d'exclusion ne semble pas avoir été exécutée et de sanctions, pas le moindre signe.

Cette sombre histoire nous apprend comment un grand parti antifasciste tel que le fut le PCF, qui fut à la tête de la résistance antinazie, dont les meilleurs fils tombèrent, furent torturés durant cette lutte héroïque, comme ce fut le cas quelques années auparavant lorsqu'ils se dressèrent contre le franquisme, comment ce parti-là a dégénéré jusqu'à accepter dans ses rangs un maire qui se sert de bulldozers pour chasser les immigrés de sa commune, jusqu'à devenir un parti dont la déliquescence se couvre du nationalisme le plus vulgaire après avoir renié pas à pas tous ses principes fondamentaux et dont des cadres, des militants, en arrivent au compromis avec l'inacceptable.

A l'initiative de Marchais et compagnie, le congrès du PCF qui doit se tenir en janvier 1994 a, à son ordre du jour, la suppression de son mode de fonctionnement: le centralisme démocratique. Que veut-il donc supprimer ? N'est-ce pas chose faite depuis longtemps dans un Parti dont la direction ignore — ou paraît ignorer — ce que font ses cadres séduits par un détournement du langage qui cache si mal le but de la droite extrême ?

Dès à présent, cet exemple doit nous appeler à la vigilance, à une vigilance mille fois redoublée et à rester fidèles au serment que prononcèrent les rescapés des camps de l'horreur, quand, nus et décharnés mais enfin délivrés de leurs bourreaux nazis, ils jurèrent "**Plus jamais cela**".

La nébuleuse Steuckers

Commis-voyageur de la "nouvelle" droite en Belgique

Influence idéologique philosophique ou participation directe dans groupe belges

AGIR
ALTAIR
LES AMIS DE BRASILLACH
LES AMIS DE L'AFRIQUE DU SUD
L'ANNEAU, L'ASSAUT, BEB (BELGIQUE-EUROPE-BELGIE)
LE BULLETIN CELINIEN
CERCLE COPERNIC (1986)
CLUB DU BEFFROI (1990)
CLUBS NOLS, COMBAT PAÏEN
CONSORTIUM EUROPEEN (EX-W.N.P.)
DELTAPERS (GRECE FLAMAND)
DISSIDENT, EPE (PARTI EUROPEEN)
EROE (ETUDES, RECHERCHES ET ORIENTATIONS
EUROPEENNES)
EUROPA
FRONT DE LA JEUNESSE
FRONT NATIONAL
GRESPE (GROUPE DE RECHERCHES ET D'ETUDES
SOCIALES
POLITIQUES ET ECONOMIQUES)

GROUPES DE BASE DU BRABANT
HERTOG JAN VAN BRABANT (AMICALE D'ANCIENS SS BELGES)
JONG EUROPA KOMMANDOS (MILICE FLAMANDE DE JEUNE EUROPE)
LA LIGUE DES CONTRIBUABLES
MOUVEMENT SOCIALISTE POPULAIRE (A.P.O.N. = ASSOCIATION POUR UN ORDRE NOUVEAU)
NATIONALISTISCHJONGSTUDENTENVERBOND (NJSV)
NOUVEL EUROPE MAGAZINE (NEM)
O.D.E.W. (ORDE DER EEUWIGE WEDERKEER)
PARTI COMMUNAUTAIRE NATIONAL (P.C.N.)
PARTI DES FORCES NOUVELLES (P.F.N.)
PARTI PROGRESSISTE BELGE (P.P.B.)
POUR LA LIBERTE DU CITOYEN (P.L.C.)
PROTEA
PRO-VITA, P.S.C. 2000 (NOUVEAU CEPIC)
R.A.R.E. (RASSEMBLEMENT ACTION POUR LA RENAISSANCE EUROPEENNE)
REX NATIONAL, SYNDICAT NATIONAL DES PROPRIETAIRES
U.D.R.T. (UNION DEMOCRATIQUE POUR LE RESPECT DU TRAVAIL), VLAAMS BLOK, VLAAMSE JEUGD
(ORGANISATION DE JEUNES DE HERTOG JAN VAN BRABANT)
VLAAMSE MILITANTEN ORDE (VMO)
LA VOIX DE PENSIONNES
VOLKSUNIE

Algérie : Pour une alternative de progrès !

(Conférence au Centre International de Bruxelles par un représentant du PADS, le 26/09/1994)

Chers Amis et Camarades,

La vie politique algérienne a été récemment marquée par la libération de dirigeants du Front Islamique du Salut (FIS) et de la mise en résidence surveillée de ses deux principaux responsables : Abassi Madani et Ali Benhadj.

Il ne s'agit là ni d'un hasard, ni d'une trahison de la part de ceux qui ont pris ces mesures.

Intérêts convergents

Dans un document élaboré en mars 1993, il y a de cela un an et demi, nous avons évoqué les différents dangers qui guettaient notre pays, parmi lesquels celui-ci : "céder à ceux qui veulent consolider leur pouvoir en prônant la solution soi-disant incontournable de la "réconciliation nationale". L'objectif réel de cette opération est de procéder à un nouveau partage du pouvoir et des richesses du pays. Ce partage se ferait à la faveur du rassemblement dans une "synthèse historique nouvelle" d'un large éventail de forces composé de membres et de profiteurs de l'ancien régime du parti unique et d'intégristes qualifiés de "modérés". Cette solution consiste à instaurer une dictature antipopulaire revêtue d'une double légitimité, celle de l'Etat et celle de la religion appelée à donner sa bénédiction aux intérêts de certains groupes de la bourgeoisie et de l'impérialisme aux dépens de l'immense majorité de notre peuple."

La situation actuelle semble confirmer cette hypothèse.

Les mesures d'élargissement en faveur de dirigeants du FIS évoquées ci-dessus se situent à l'intersection des intérêts convergents de l'impérialisme international (notamment nord-américain) qui exerce de fortes pressions sur le pouvoir algérien afin qu'il élargisse "sa base sociale", de la

bourgeoisie compradore d'Etat et de la bourgeoisie compradore privée ultra-réactionnaire camouflée sous le masque de l'Islam et communément appelée intégrisme islamiste.

L'impérialisme international veut que soit appliqué le plan d'ajustement structurel (PAS) de son Fonds Monétaire International (FMI). Cette application n'en est qu'à ses premiers pas. Mais déjà, la situation sociale de la classe ouvrière, des salariés, des couches moyennes se dégrade de façon alarmante.

La presse algérienne de la seule journée du lundi 19 septembre 1994 fait état des augmentations du prix des produits de première nécessité : la boîte de lait pour nourrissons, dans notre pays où ils sont légion, passe de 20 à 36 DA soit une augmentation de 80% ; la bouteille de gaz butane connaît une augmentation de 50% (de 40 à 60 DA) ; l'essence et le mazout connaissent de nouvelles augmentations qui varient de 11 à 16% — soit 50% avec les précédentes augmentations — et des répercussions sont inévitables sur les prix du transport... La presse du même jour informe que 500.000 travailleurs du secteur du bâtiment ne sont pas payés depuis 5 mois. Le gouvernement algérien reconnaît aujourd'hui que 250.000 travailleurs seront licenciés alors qu'il prétendait il y a quelque temps qu'il y en aurait peu ou pas. Ce chiffre est loin de correspondre à la réalité. A notre avis, sur les 4 millions et demi de salariés, il y aura entre 500.000 et 1 million de licenciés sous les formes les plus diverses: retraite anticipée, reconversion professionnelle, etc.

Le pire est à venir : bradage des richesses du pays ; privatisation de ce qu'il y a de plus juteux dans le secteur public ; dévaluations programmées ; etc. En un mot, l'application du plan d'ajustement structurel du FMI lèse les intérêts de l'écrasante majorité des citoyens.

Le pouvoir, dans sa composante actuelle, est incapable de faire face à leur mécontentement. Déjà, de nombreuses grèves sont annoncées dans différents secteurs : ports, énergie, travaux publics...

La bourgeoisie compradore d'Etat veut défendre ses privilèges à un moment où le revenu national est plus réduit et où son partage devient plus difficile. Dans le même temps, il devient évident que le FIS et ses groupes armés ne peuvent prendre le pouvoir par les armes. Ces deux forces ont intérêt à trouver entre elles un compromis.

Pour toutes ces raisons, l'impérialisme et les fractions de la bourgeoisie qui ont l'initiative au sein du pouvoir ont besoin d'associer la réaction camouflée sous le masque de l'Islam.

Le dialogue apparaît alors comme un cadre officiel pour mettre un terme à l'affrontement entre différentes fractions de la bourgeoisie. Cet affrontement les affaiblit toutes au moment précis où émerge un mouvement populaire encore à l'état embryonnaire et spontané mais déjà porteur d'une autre alternative, une alternative de progrès.

Le dialogue est donc aussi un cadre pour empêcher la concrétisation de cette alternative.

L'intégrisme : bras armé de la réaction et de l'impérialisme

C'est pourquoi, au moment où le FIS perd du terrain, il est repêché et remis en selle par les actions et les pressions conjuguées de l'impérialisme international et de la bourgeoisie compradore d'Etat au pouvoir. En effet, malgré toutes les menaces du terrorisme islamiste, la rentrée scolaire s'est effectuée. L'élargissement d'Abassi Madani et d'Ali Benhadj n'a donné lieu, jusqu'à ce jour, à aucune manifestation de soutien ou de joie en Algérie. Bien au contraire.

Ces fascistes sont identifiés, ajuste titre, aux commanditaires des crimes barbares perpétrés au nom de l'Islam. Or, les Algériens font le bilan du terrorisme. Sans que cela puisse être interprété comme un appel au meurtre de notre part, force est de constater que ce terrorisme n'a pratiquement touché aucun des dignitaires du régime de Chadli, ni aucun des milliardaires en devises où même en monnaie locale. Il n'a détruit pratiquement que les entreprises du secteur public et particulièrement celles liées à la

production des biens de première nécessité: semoule; bouteilles de gaz ; transport, surtout ferroviaire ; ciment ; ... Il a mis le feu pratiquement aux seuls établissements scolaires situés dans les quartiers populaires et les villages. En un mot, le caractère antipopulaire et antinationnel du terrorisme, revendiqué aujourd'hui ouvertement par le FIS, apparaît de plus en plus.

Des Algériens chaque jour plus nombreux constatent aussi que parmi les étrangers abattus, il n'y a aucun citoyen des Etats-Unis où vit Anouar Haddam ou de l'Allemagne où se trouve Rabah Kebir. Ces deux responsables de la délégation extérieure du FIS ne se sont pas réfugiés auprès d'une "Lawla Islamiya" (Etat islamique) comme l'Iran, l'Arabie Saoudite ou le Soudan mais au sein d'"Etats de mécréants" selon leur formulation.

Hier, le mouvement des "Frères Musulmans" a été utilisé par l'impérialisme international contre l'URSS, les communistes, les forces progressistes du Mouvement arabe de libération mais jamais contre la réaction arabe.

Aujourd'hui, c'est l'Islam politique qui lui sert de cheval de bataille. De ce point de vue, le FIS et son terrorisme ne sont rien d'autre que l'outil et le bras armé de la réaction algérienne, ainsi que de l'impérialisme international et de son FMI.

Comme on le voit, ce qui se passe en Algérie n'est pas circonscrit à ses seules frontières.

La crise en Algérie : partie intégrante d'une crise mondiale

La crise que connaît l'Algérie n'est pas en effet propre à notre pays. Quelles que soient ses caractéristiques particulières, elle est partie intégrante de la crise du système capitaliste international. N'ayant pu s'opposer à la vague irrésistible de la libération politique des peuples opprimés, ce système prend aujourd'hui sa revanche en utilisant deux armes redoutables.

Il s'agit d'une part de la chute du prix des matières premières du tiers monde, entraînant la nette détérioration des termes de l'échange. Le prix de l'uranium a baissé de 50% entre 1980 et 1992, celui du pétrole de bien plus, tandis que le prix de vente du cacao et du café est inférieur au coût de production. Entre 1985 et 1989, le tiers monde a ainsi perdu 50 milliards de dollars selon Jean Suret-Canale. **(1)**

Il s'agit d'autre part de la dette extérieure de ces pays dont la structure globale est révélatrice. Dans son livre "L'anti-développement, le prix du libéralisme", Richard Bergeron **(2)** démontre que 30% des prêts sont réservés aux dépenses militaires donc improductives ; 30% représentent la fuite des capitaux dans des banques étrangères, suisses notamment ; 10% sont réservés aux pots-de-vin. Ainsi, et dans le meilleur des cas, il ne reste plus que 30% pour les investissements productifs créateurs de richesses. Ensermés dans cette logique d'airain, les pays du tiers monde se retrouvent, à un moment ou à un autre, dans l'incapacité de rembourser la dette. Le Fonds Monétaire International fait alors tout pour imposer son plan d'ajustement structurel. Ce dernier s'est déjà traduit par la perte de 700 millions de dollars par an en moyenne (remboursement moins crédits nouveaux) entre 1985 et 1989 **(3)**, la fermeture de la plupart des unités industrielles nées dans les années 50-60.

Nous assistons à la mise sous tutelle quasi universelle des pays du tiers monde. C'est ce que reconnaît d'ailleurs un rapport du FMI daté du 5 août 1992. C'est bien une forme de "recolonisation rampante", selon l'expression de Richard Bergeron **(4)**, car tout pays qui accepte la conditionnante du FMI voit son indépendance de décision remise en cause pour l'essentiel.

Cette recolonisation porte en elle la violence sous toutes ses formes. Elle se manifeste différemment et s'adapte en fonction des caractéristiques propres et des faiblesses de chaque pays. En Algérie, il s'agit en particulier des aspects identitaires non encore résolus de façon juste, du contenu rétrograde et des

falsifications de l'école algérienne concernant notre histoire et notre algérianité, de l'utilisation réactionnaire de la religion pour s'opposer aux aspirations et idéaux de progrès.

Cette recolonisation a, bien entendu, été facilitée par l'évolution négative du rapport des forces à l'échelle internationale depuis la chute du mur de Berlin. Le monde est devenu unipolaire. Plus que jamais auparavant, l'impérialisme international, en premier lieu nord-américain, est devenu le gendarme du monde. Toutes les agressions récentes le démontrent à l'évidence.

Il y a 14 ans

Bien entendu, la crise que connaît l'Algérie a ses caractéristiques propres. Elle est le résultat des orientations antinationales suivies par le pouvoir depuis les années 80 notamment.

Ce que nous vivons aujourd'hui est le point d'aboutissement d'un véritable plan de déstabilisation du pays dont l'objectif central était d'y faire triompher la voie du libéralisme. L'application de ce plan a connu une nette accélération depuis la présidence de Chadli.

Ainsi :

- Au plan économique, au moment où il aurait fallu parachever ce qui a été construit, mieux rentabiliser les moyens humains et matériels existants, le pouvoir de Chadli a tout détruit avec une restructuration qui consistait à "saucissonner" chaque entreprise en plusieurs, en séparant de façon systématique la fonction de production de celle de la commercialisation.

En fait, il s'agissait de préparer ces entreprises à la privatisation.

Par ailleurs, tout a été fait pour détruire la monnaie en favorisant la fuite des devises par une série de mesures officielles (5).

- Au plan politique, fut appliqué l'article 120 des statuts du parti unique du FLN : aucun citoyen ne pouvait se présenter comme candidat à la moindre élection — fût-ce à la base — au sein du syndicat, des organisations de femmes, de jeunes, sans être d'abord membre du FLN.

Cet article 120 a été utilisé pour éliminer de ces organisations sociales les communistes qui y avaient été élus démocratiquement et tous les autres progressistes, y compris ceux du FLN. Il s'agissait d'écarter tous ceux qui pouvaient s'opposer aux orientations libérales.

Dans le même temps, la répression à l'égard des masses s'était développée (6) sous des formes diverses tandis que s'opérait un rapprochement spectaculaire avec l'Occident capitaliste (7).

- Au plan idéologique, la construction des mosquées a été encouragée et parfois financée par les forces conservatrices au sein du pouvoir depuis 1962, mais spécialement depuis 1980. Dans les années 80, l'imam Al Ghazali de l'université islamique égyptienne d'Al-Azhar, connu pour son appartenance au mouvement des "Frères Musulmans", a été nommé à la tête de l'université islamique de Constantine. Il a eu droit, des années durant, à une émission hebdomadaire d'une demi-heure — quotidienne, avec le même temps d'antenne, au cours du mois de Ramadan — et ce aux moments de grande écoute.

C'est en 1984 que fut adopté le Code de la famille, en fait le code de l'infamie qui fait de l'Algérienne un être mineur. L'une des premières femmes à porter le hidjab officiellement et au cours d'une réception retransmise à la télévision fut la propre femme du président Chadli.

Le pouvoir de la décennie 80 a bien encouragé la montée de l'intégrisme islamiste parce qu'il est, comme lui, partisan du système libéral.

Significative est, à cet égard, l'arrestation de communistes à la veille des émeutes du 5 octobre 1988, alors qu'aux environs de 10 octobre, le président Chadli rencontrait des "Chouyoukh" dont Abassi Madani et Ali Benhadj pour leur demander de ramener le calme, comme aujourd'hui ils sont sollicités pour mettre fin à la violence.

Significatives aussi sont, à cet égard, les mesures prises par le président Chadli au cours même des émeutes d'octobre 1988. Ainsi le 11 octobre 1988, alors que tous les jeunes tués par balles n'étaient pas encore enterrés, il met fin au fonctionnement d'un organisme d'Etat chargé de contrôler les investissements privés. Le 18 octobre, il signe un autre décret portant un coup au monopole d'Etat sur le commerce extérieur au bénéfice des secteurs privés de la bourgeoisie. (8)

Significatif le fait que M. Boukrouh, président du Parti du Renouveau Algérien (PRA) affirme que depuis le début du dialogue "version Zéronal", le FLN et ses annexes (Hamass, En-Nahada, le MDA) ne sont intervenus pratiquement que pour demander que le FIS et ses groupes armés soient présents avec eux autour de la table des discussions. (9)

Chadli est parti. Mais le Chadlisme, c'est à dire la voie libérale, s'affirme au terme de 14 ans d'orientations et d'actions conjuguées des forces internationales et algériennes visant à ce que le pays de la Révolution populaire de novembre 1954 change de cap.

Avec l'acceptation du rééchelonnement et de la conditionnalité du FMI, la voie libérale a connu un succès qualitatif.

L'Algérie est aujourd'hui prise à la gorge.

Entre différentes fractions de la bourgeoisie : des luttes sans merci

Depuis 1962, l'Algérie a bien changé. Il y a 32 ans, la bourgeoisie et la classe ouvrière existaient à l'état embryonnaire. La petite bourgeoisie dominait. Ayant dirigé la guerre de libération nationale, elle jouissait d'une légitimité historique incontestée. Elle a pu maîtriser et diriger les principaux leviers du pouvoir pendant près de 20 ans. Dans la lancée du mouvement populaire de la guerre de libération nationale, elle a pris des mesures de progrès soutenues par de larges milieux populaires, comme la nationalisation des hydrocarbures et d'autres richesses du sol et du sous-sol appartenant aux capitalistes étrangers. Mais pour des raisons diverses, nationales et internationales, parmi lesquelles l'étouffement des libertés démocratiques, la dure répression anticommuniste et anti-progressiste jusqu'au début des années 70, les erreurs concernant l'édification d'une économie nationale..., il y a eu émergence d'une bourgeoisie dans différents secteurs: la bourgeoisie compradore d'Etat et privée; la bourgeoisie du capital productif, la bourgeoisie bureaucratique, la bourgeoisie commerçante, la bourgeoisie agraire...

Ces différentes fractions de la bourgeoisie ne sont ni stables, ni suffisamment cristallisées. Bien qu'elles aient des intérêts communs et qu'elles soient toutes exploiteuses, des divergences réelles les opposent. (10)

Parmi ces fractions, c'est la bourgeoisie compradore d'Etat et privée qui s'est particulièrement développée. Elle possède dans des banques étrangères l'essentiel des 37 milliards de dollars appartenant à des Algériens, soit environ une fois et demi le montant de la dette extérieure du pays (26 milliards de dollars). Un document confidentiel de la Banque de France relève que pour le seul premier trimestre 1994, 450 millions de FF ont été transférés d'Algérie sur des comptes particuliers. (11)

L'économie parallèle qu'elle contrôle est passée de 1,2 milliard de DA en 1971 à 116 milliards de DA en 1988, soit 96 fois plus en 17 ans. Parce qu'il a dénoncé cette "mafia" politico-financière — pour reprendre son expression — et qu'il a voulu lui porter un coup, le président Boudiaf a été assassiné.

Entre ces différentes fractions de la bourgeoisie qui ont su tirer profit des insuffisances et des erreurs du mouvement ouvrier en particulier et du mouvement populaire en général, il existe aujourd'hui une lutte féroce et sans pitié pour conserver le pouvoir, se renforcer en son sein ou pour les conquérir.

A présent, c'est la bourgeoisie compradore d'Etat qui a l'initiative au sein du pouvoir. Elle veut continuer à exercer son hégémonie en s'appuyant sur la bourgeoisie compradore privée qui utilise l'Islam, et en l'associant au pouvoir. Cette dernière veut, au contraire, inverser le rapport de forces en sa faveur et exercer l'essentiel du pouvoir. D'où les tractations actuelles.

L'issue est d'autant plus incertaine que deux autres hypothèses d'évolution sont également possibles :

- une évolution réformiste bourgeoise au cas où les fractions non compradore de la bourgeoisie situées au sein et en dehors du pouvoir arrivent à modifier en leur faveur le rapport de forces.

- une évolution démocrate-révolutionnaire au cas où l'initiative reviendrait aux travailleurs manuels et intellectuels, aux femmes et jeunes de progrès... Ces forces sociales et d'autres ont fortement contribué jusqu'ici à empêcher l'Algérie de sombrer dans le chaos.

Laquelle de ces évolutions finira par triompher ?

Il est difficile d'y répondre.

Bien entendu, en ce qui nous concerne, nous ne ménagerons pas nos efforts pour que prévale la dernière évolution qui représente une autre alternative, une alternative de progrès.

Est-ce là une utopie, un rêve insensé ou bien une hypothèse sérieuse reposant sur des faits concrets ?

Une majorité potentielle

Les travailleurs algériens ont infligé au FIS sa première défaite politique au moment où il apparaissait au sommet de sa force : il contrôlait les rues, les mosquées et les stades. Ce fut en mai-juin 1991, lorsque dans leur écrasante majorité les quatre millions et demi de travailleurs ont refusé de suivre le mot d'ordre de grève insurrectionnelle du FIS.

Le 22 mars 1993 puis les 8 mars, 22 mars, 20 avril de l'année en cours et à l'occasion de l'assassinat d'Alloula, des travailleurs, des femmes, des jeunes, par centaines de milliers ont condamné sous des formes diverses (marches, grèves, etc.) l'intégrisme islamiste et son terrorisme. Ajoutons à ces faits les comités d'autodéfense à Jijel, El Asnam, la Kabylie et dans bien d'autres endroits, organisés et encouragés par des maquisards de la guerre de libération nationale qui sont restés propres, honnêtes et fidèles aux idéaux de justice sociale.

Tout récemment, après les mesures d'élargissement en faveur des dirigeants du FIS, les protestations se sont multipliées. Elles émanent du secrétaire général de l'Union Générale des Travailleurs Algériens (UGTA), de l'Union Nationale des Entrepreneurs Publics (UNEP), de personnalités et formations politiques démocratiques, sans compter les nombreux articles courageux de la presse écrite. De plus, toutes les manifestations qui se déroulent à l'appel du mouvement culturel berbère — y compris une grève générale très largement suivie, pour exiger ajuste titre que la langue Tamazight soit reconnue comme nationale et officielle — ont, dans les faits, un contenu anti-intégriste et antiterroriste évident.

Il s'agit bien de la mise en mouvement de millions et de millions d'Algériennes et d'Algériens, de la majorité de notre peuple. C'est autre chose que les partis "réconciliateurs" qui représentent une minorité et avec lesquels pourtant se déroule le dialogue actuel. **(12)**

C'est à la base, à partir de ces millions de citoyens, de leurs aspirations légitimes, de leurs actions quotidiennes, y compris les plus minimes, que s'accumulent et s'accumuleront les éléments constitutifs d'une alternative progressiste autonome distincte du pouvoir actuel, de l'intégrisme et de son terrorisme.

Cette alternative correspond au processus de prise de conscience de larges milieux populaires et progressistes. En effet, et sans doute pour la première fois dans l'histoire de l'Algérie indépendante, une majorité de citoyens commence à prendre conscience qu'elle doit d'abord et avant tout compter sur elle-même.

C'est un apprentissage difficile et douloureux. Mais salubre et prometteur !

Un mouvement populaire

Cette alternative en gestation sur le terrain des luttes concrètes a besoin pour s'affirmer d'instruments politiques complémentaires : un mouvement populaire et un parti de classe.

Un mouvement populaire ancré dans les idéaux de progrès qui luttera en faveur des libertés individuelles et collectives, du pluralisme politique caractérisé par la non-utilisation de la religion à des fins politiques, du caractère moderne de l'Etat républicain, de l'alternative au pouvoir, d'une école moderne liant harmonieusement l'authenticité et l'universel, de l'institutionnalisation du Tamazight comme deuxième langue nationale et officielle, de l'égalité en droits et en devoirs de l'homme et de la femme.

Ce mouvement mènera de pair la lutte contre l'impérialisme et son FMI, contre la bourgeoisie compradore d'Etat et privée, contre l'intégrisme et son terrorisme car il s'agit de maillons d'une même chaîne.

Entre le FMI qui exige de fermer ou de privatiser des entreprises publiques et les terroristes islamistes qui les détruisent, d'une part, et, d'autre part, entre le système capitaliste international qui organise la fuite des cerveaux et les assassins agissant au nom de l'Islam qui les détruisent à jamais en leur logeant des balles dans la tête, il y a une complémentarité évidente.

Ce mouvement accordera aussi un soin particulier aux tâches suivantes :

- Bloquer puis rapatrier la part des 37 milliards de dollars appartenant à des Algériens dans des banques étrangères et qui correspond aux sommes volées au pays.
- Faire connaître les noms de ces corrompus.
- Demander que soient jugés les principaux responsables de la décennie 80 qui ont largement contribué à la situation actuelle dramatique.
- Mettre un terme à l'évasion fiscale estimée à 50 milliards de DA par an.
- Appliquer l'austérité aux riches.
- Combattre le plan d'ajustement structurel du FMI et en proposer un autre conforme aux intérêts des travailleurs et du pays permettant de rendre performant un secteur public dominant.
- Défendre en priorité le pouvoir d'achat et le niveau de vie des travailleurs, des paysans laborieux et de toutes les autres couches déshéritées.
- Agir en vue d'un front mondial pour annuler la dette de tous les pays du tiers monde et pour organiser la solidarité avec les travailleurs et les peuples du monde.

Cet axe international revêt un caractère stratégique au moment où le système capitaliste international qui nous exploite communément, règne en maître sur la planète malgré des divergences réelles entre ces différents segments.

Ce mouvement populaire ancré dans les idéaux de progrès pourrait s'organiser autour d'une plateforme d'action articulée autour de trois mots d'ordre indissociables : démocratie, progrès social, solidarité internationale.

Son objectif central sera l'émergence d'un Etat nouveau, radicalement différent de tout ce que l'Algérie a connu depuis 1962, un état démocratique révolutionnaire qui se caractérisera par ces deux lignes.

D'une part, il éliminera en son sein les fractions compradore de la bourgeoisie d'Etat et privée. Il luttera sans concession aucune contre son expression la plus dangereuse : l'intégrisme islamiste et son terrorisme barbare.

D'autre part, il comptera en son sein les travailleurs et en premier lieu la classe ouvrière. Nous ferons tout pour qu'ils pèsent de tout leur poids et exercent au sein de cet Etat un rôle moteur et dirigeant qu'ils auront acquis par leurs luttes.

C'est pourquoi, au sein de ce mouvement populaire, nous accorderons un soin particulier à la rénovation des syndicats pour les transformer en syndicats démocratiques, de masse, de classe et internationalistes.

Aux côtés de la classe ouvrière et des travailleurs se trouveront toutes les autres forces sociales, à l'exception de la bourgeoisie compradore d'Etat et privée, autour d'objectifs concrets. Cette unité d'action doit s'opérer dans la clarté. Elle ne doit ni masquer, ni même diluer les divergences, en particulier avec les fractions de la bourgeoisie qui croient pouvoir lutter efficacement contre l'intégrisme islamiste tout en approuvant l'application du plan d'ajustement structurel du FMI et ses conséquences économiques et sociales désastreuses pour le pays, les salariés, les revenus modestes. Faute d'une alternative de progrès, cette masse d'Algériens risque de balancer du côté de la pire des réactions, celle qui utilise l'Islam comme masque.

L'adhésion à ce mouvement, dont les formes d'organisation restent à trouver se fera sur la base d'objectifs de luttes définis et à définir à la lumière du triptyque proposé.

Un parti de classe

Un parti marxiste de la classe ouvrière est plus que jamais nécessaire.

Sous la pression du quotidien et du danger effectivement mortel de l'intégrisme dont la prise du pouvoir signifierait le chaos, nombreux sont les progressistes qui disent: le moment n'est pas propice à la création d'un parti de la classe ouvrière; aujourd'hui il faut s'unir contre le danger intégriste en gommant nos divergences.

L'expérience historique démontre que, parmi les composantes du mouvement mondial de libération, seules résistent encore relativement à la "recolonisation rampante", Cuba, la République populaire démocratique de Corée, le Vietnam et jusqu'à un certain point la Chine populaire, c'est-à-dire les luttes de libération dirigées par des partis communistes ou qui le sont devenus (Cuba).

Aujourd'hui et à l'avenir, avec l'application du plan d'ajustement structurel du FMI, le caractère de classe des problèmes va apparaître avec plus d'acuité que jamais et exigera un parti marxiste pour proposer des perspectives de luttes en conséquence.

En Algérie, pratiquement tous les partis existants, depuis le FIS jusqu'à ceux qui leur sont apparemment les plus opposés sont favorables au libéralisme, aux licenciements, au démantèlement des acquis sociaux et économiques dont le secteur public.

Seul le Parti Algérien pour la Démocratie et le Socialisme (PADS), qui fait du marxisme son guide pour l'action, propose une lutte cohérente et globale contre le libéralisme en affirmant que le capitalisme n'est pas la solution, qu'il faut créer les conditions pour l'abolir et aller au socialisme en tirant tous les enseignements des échecs passés.

L'édification d'un tel parti répond aux réalités objectives nouvelles en Algérie. La classe ouvrière, les salariés ont vu leur nombre grandir et leur qualification s'élever **(13)**. Avec le renforcement de la bourgeoisie, on assiste à un processus de différenciations sociales et qui se cristallisera autour de ces deux classes fondamentales avec une bourgeoisie algérienne qui a su se doter de partis. D'où la nécessité d'un parti de la classe ouvrière.

L'édification d'un tel outil est aussi une exigence pour sauver l'Algérie du chaos. La classe ouvrière, la masse des salariés constituent la force sociale qui a le plus intérêt à ce que soit édifié un système économique utilisant au maximum les forces productives, que soit combattue en permanence le cancer de la corruption inhérente au système capitaliste, que soit définitivement éloignée la violence déclenchée par les forces de la réaction camouflée derrière le masque de l'Islam. La classe ouvrière, les travailleurs ont, fondamentalement, tout à gagner aux transformations les plus radicales, celles qui poussent l'Algérie le plus loin possible dans sa marche vers le progrès le plus général, vers le socialisme.

Ce n'est pas le fait du hasard si, dès son texte fondateur, le PADS propose une alternative de progrès. Celle-ci fait des travailleurs, des paysans laborieux, des jeunes de progrès, des femmes, les acteurs de la marche de l'Algérie vers le progrès et non une force d'appoint d'une aile supposée progressiste du pouvoir en attendant que cette dernière résolve la crise douloureuse que nous vivons.

Enfin, l'édification d'un tel parti est aussi une exigence internationale. L'heure est à la reconstruction d'un mouvement communiste international pour une alternative mondiale au système capitaliste international incapable de résoudre les problèmes de l'humanité et les droits le plus élémentaires de l'homme: un emploi et un logement.

Cette alternative est indispensable pour barrer la route aux dangers fascistes qui se précisent et au contraire pour ouvrir l'ère des nouvelles révolutions plus profondes, plus riches que la Commune de Paris de 1871, la Révolution d'Octobre 1917 et toutes les autres car elles en auront tiré des enseignements précieux.

Chers Amis et Camarades,

La crise que traverse l'Algérie est porteuse à la fois d'une révolution et d'une contre-révolution.

Pour que prévale la première, il s'agit de renforcer les instruments de l'alternative précédemment définis.

Nous avons aussi pour cela besoin de votre soutien pour survivre, vivre et triompher.

Nous sommes là parce que nous savons pouvoir compter sur votre solidarité de classe internationaliste.

Je vous remercie.

Notes :

(1) Jean Suret-Canale, "Les nouvelles formes de la dépendance" dans Bulletin n° 8, Juin 1994 de l'ACCA (Association des Combattants de la Cause Anticoloniale).

(2) Richard Bergeron, "L'anti-développement, le prix du libéralisme", Editions L'Harmattan.

(3) Jean Suret-Canale, "Les nouvelles formes de la dépendance", op.cit.

(4) Richard Bergeron, "L'anti-développement, le prix du libéralisme", op.cit.

(5) Autorisations pour des particuliers d'importer des véhicules, du matériel agricole, des vaches; ouverture des frontières avec le Maroc permettant l'exportation frauduleuse

I-i. . _l_h A__ .!_I__ MO

i nnc: ~)

vers ce pays des produits de première nécessité dont les prix étaient soutenus en Algérie et par contre l'importation chez nous de la drogue puis des armes.

(6) Apparition systématique dans les stades de troupes antiémeutes maltraitant les jeunes; opérations contre les bidonvilles qui consistaient à transporter de nuit les familles qui y habitaient vers leurs douars d'origine, sans les prévenir et sans égard pour la situation professionnelle et scolaire des parents et de leurs enfants.

(7) Cela a été particulièrement spectaculaire à l'occasion du séisme d'El Asnam, de la prise des otages américains en Iran et du voyage de Chadli en France.

(8) Malika Abdellaziz, "A dialogue, dialogue et demi", Algérie, Actualité n° 1502 du 26 juillet au 1er août 1994.

(9) voir la presse algérienne du 25 septembre 1994.

(10) Ces forces bourgeoises ne sont pas homogènes pour des raisons diverses, d'ordre régional (Ouest, Est,...), historique

(Armée de libération nationale de l'intérieur ou de l'extérieur, Fédération de France du FLN), socio-économique avec des intérêts parfois divergents entre par exemple la bourgeoisie bureaucratique et celle liée à la sphère productive. De plus les intérêts de la bourgeoisie compradore selon qu'elle soit d'Etat ou privée ne sont pas nécessairement identiques.

(11) Pour le seul premier trimestre 1994, 450 millions de FF ont été transférés d'Algérie sur des comptes particuliers. Ce chiffre a été évoqué par un document confidentiel de la banque de France et publié par le "Canard enchaîné" et repris par "Liberté" puis par "Le Matin" du 26 septembre 1994.

(12) Le FLN, Hamas, En Nahda, le MDA ont appelé à une marche le 8 mai 1994, date symbole des massacres de 1945, en faveur de la réconciliation nationale. Malgré la publicité que lui a faite la télévision pendant une semaine, il y a eu, à peine, quelques milliers de présents. Ce fut un échec public retentissant.

ETUDES MARXISTES

La dissolution de l'Internationale Communiste

(Cercle Henri Barbusse de culture ouvrière et populaire ; 19 décembre 1992)

1. L'état des analyses sur cette question
2. La lettre contre l'esprit de la science marxisme-léninisme
3. Le marxisme-léninisme et l'organisation des communistes
 - A) La Ière Internationale
 - B) La IIème Internationale
 - C) La IIIème Internationale
 - 1) Les premières années 1918-1921
 - a) Le contexte et son analyse
 - b) L'organisation du Parti Mondial
 - 2) La période de stabilisation relative du capitalisme : 1921-1928
 - a) Conséquences sur la tactique et l'organisation
 - b) La sous-estimation de la social-démocratie et le sectarisme
 - 3) La fin de la période de "stabilisation relative" et la nouvelle crise du capitalisme
 - a) Conséquences sur la tactique et l'organisation
 - 4) La victoire du fascisme en Allemagne et le 7ème congrès
 - a) Le contexte et son analyse
 - * La lutte contre la guerre
 - * L'analyse du fascisme
 - b) Conséquence sur l'organisation
 - c) La dissolution de l'IC
 - d) La dissolution de l'IC: une décision juste et opportune
4. Où cherchons-nous des explications ?

Le rapport de force actuel dans le monde, caractérisé par une victoire des forces capitalistes sur de nombreux terrains d'affrontements de classes nationaux et internationaux, met à l'ordre du jour la question du bilan du mouvement communiste international. Cette préoccupation est à la fois légitime, nécessaire et urgente. De la réponse apportée dépend en effet de notre capacité à reconstituer les partis dont le prolétariat et les peuples opprimés ont besoin. Cette question centrale et cruciale doit être abordée avec sérieux, sans précipitation dans les conclusions et à partir de la méthode d'analyse que constitue le matérialisme dialectique.

1. L'état des analyses sur cette question

Outre les propos haineux, revanchards et sans cohérence de la bourgeoisie, quatre types d'analyses se sont exprimés sur la question des défaites du camp socialiste au 20ème siècle :

- 1) Les analyses trotskistes basées sur l'affirmation d'un coup d'Etat stalinien ayant eu pour résultat la prise du pouvoir par la bureaucratie et la mise en place d'un "Etat ouvrier dégénéré" dans les années 20. La multiplicité des tendances trotskistes donne par la suite une diversité sur la date du coup d'Etat et sur les appellations du système qui en est issu. Certains l'appellent "Etat ouvrier dégénéré" ou encore "capitalisme d'Etat".
- 2) Les analyses maoïstes basée sur l'affirmation d'un coup d'Etat khrouchtchévien, suite auquel le socialisme se transforme en "capitalisme d'Etat" et en "social-impérialisme".
- 3) Les analyses que nous appellerons semi-trotskyistes considérant que la tactique du front populaire défendue et mise en place par le 7ème congrès de PIC, est à l'origine d'une capitulation du MCI devant l'impérialisme. Pour la plupart des tenants de cette position, c'est "l'imposition" par l'URSS au MCI d'une position visant à défendre "ses propres intérêts internationaux", qui a conduit à une politique droitnière, là où selon eux la tactique "classe contre classe" des congrès antérieurs du MCI devait être maintenue.
- 4) Dernier type d'analyse plus récente enfin, considérant que c'est la dissolution de la IIIème internationale qui est le signe de défaite du MCI. Là encore l'argument "d'imposition" par l'URSS d'une position "étroitement nationale" est le plus souvent cité, la dissolution de l'IC étant le prix payé par l'URSS et Staline à l'ouverture d'un second front par les USA et les Anglais.

Pour les raisons de l'analyse nous avons séparé ces quatre types de positions. Dans la réalité existe toute une série d'argumentations articulant plusieurs d'entre elles, voir les quatre.

Ainsi certains peuvent considérer que la prise du pouvoir par la "bureaucratie stalinienne" signifie l'abandon de toute perspective de révolution internationale, conduisant à une politique de défense des intérêts de l'URSS au détriment du MCI, qui se caractérise définitivement par la "tactique droitère" du 7ème congrès, avec comme aboutissement ultime la dissolution de PIC (articulation des analyses 1, 3, 4). Paradoxalement le mouvement trotskiste défendant ces points de vues considère le passage de Khrouchtchev au pouvoir comme positif dans la mesure où il dénonce le "stalinisme". Pour d'autres, rejetant les analyses trotskistes, c'est la tactique du front populaire qui conduit à un repli, débouchant sur la capitulation que serait la dissolution de l'IC (articulation des analyses 3 et 4). D'autres articulations existent, mais il ne s'agit pas ici de répondre à toutes les nuances, mais de montrer les insuffisances de ce type de bilan, leur fausseté et les dangers qu'il comporte. Nous avons rencontré en effet des militants sincères, notamment au sein du PCF, attirés par ces explications. Et même des organisations marxistes-léninistes se laissent prendre par celles-ci.

Ainsi pour le Regroupement Communiste : "Après la phase de repli du front populaire, marquée par un abandon que l'on aurait pu penser transitoire de la lutte pour le pouvoir, la dissolution de l'IC a été une étape cruciale dans cette évolution. Dissoudre l'IC, c'était s'inscrire dans la défaite" (Lettre de Regroupement communiste au Cercle Henri Barbusse).

Le même type de position est défendue par le PC Japon (gauche) depuis 1983 : *"Dans les années 30 avec l'approche du danger d'une deuxième guerre mondiale la tendance au nationalisme commença à lever la tête au sein du PCUS. Cela signifia la déviation par rapport à la position de la révolution prolétarienne mondiale et l'internationalisme, tout en plaçant la défense de l'Union Soviétique par dessus tout, et en lui subordonnant les luttes révolutionnaires jusqu'à ce que finalement il soit dissous" (in bulletin international N°68-70 de 1983).* Sans amalgamer, force est de constater que cet argumentaire était jusqu'ici le domaine réservé des organisations trotskistes. Ainsi le groupuscule le "Bolchevik" considère que le *"7ème congrès de l'IC juillet 1935 a définitivement et officiellement rejeté le léninisme et l'internationalisme en adoptant une ligne opportuniste et social-chauvine d'unité avec la bourgeoisie "démocratique" avec les social-démocrates chauvins de la 2ème internationale" (La nouvelle internationale N° 1-1977).* Sans amalgamer, nous tenons à souligner le danger de conclusions hâtives et la nécessité d'une analyse scientifique. En effet, la pression idéologique bourgeoise et impérialiste est telle, et la déroute de nos forces est si grande, que le subjectivisme risque d'entraîner dans des conclusions qui rejoignent de bien anciennes analyses de la bourgeoisie. C'est le subjectivisme qui fait rechercher dans un événement marquant l'origine de la défaite en le coupant des processus et contextes qui l'éclairent et l'expliquent. Ainsi pour les uns, c'est l'arrivée de Khrouchtchev, de Staline pour d'autres, le 7ème congrès pour certains, la dissolution de l'IC pour les derniers. Une fois ce pas franchi, d'autres inévitables s'en suivent dans la mesure où la négation des processus et contextes consiste à entrer dans le mode d'analyse bourgeois qui de fil en aiguille conduit à la négation de la possibilité du socialisme. De l'analyse ciblant la dissolution de l'IC comme origine de la défaite et comme soumission des intérêts du MCI à ceux de l'URSS, on en arrive à rechercher les phénomènes antérieurs pour en conclure logiquement que le 7ème congrès de l'IC correspondait aux intérêts de l'URSS et était contraire à ceux du MCI, et en définitive on rejoint la thèse trotskiste d'une trahison par l'URSS et Staline de la révolution mondiale par l'instauration du socialisme dans un seul pays.

2. La lettre contre l'esprit de la science marxiste-léniniste

C'est l'essence de l'éclectisme qui mène à l'utilisation de certaines thèses et analyses communistes en les isolant de leur contexte. Quelques exemples : Du fait que la lutte du prolétariat est éminemment internationaliste, l'éclectisme en conclut au caractère réactionnaire de toutes les luttes nationales et de toutes questions nationales. Il s'appuiera pour cela sur la formule de K. MARX : *"Les prolétaires n'ont pas de patrie, on ne peut leur ravir ce qu'ils n'ont pas"*. Et il oublie de resituer cette affirmation dans la

suite de l'analyse de Marx et Engels qui précisent : *"Comme le prolétariat de chaque pays doit en premier lieu conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe dirigeante de la nation, devenir lui même la nation, il est encore par la national, quoique nullement au sens bourgeois du mot" (Manifeste du PC).*

De même analysant les travaux du 7ème congrès de l'IC, l'éclectisme retiendra certains aspects et en éliminera d'autres. Il soulignera, par exemple, le passage de la tactique "classe contre classe" à celle du front populaire en s'appuyant sur les propos de Dimitrov : *"Aujourd'hui, dans une série de pays capitalistes, les masses travailleuses ont à choisir concrètement, pour l'instant présent, non entre la dictature du prolétariat et la démocratie bourgeoise, mais entre la démocratie bourgeoise et le fascisme" (Discours de clôture du 7ème congrès).* Il oublie simplement, cet éclectisme, que Dimitrov resitue cette analyse dans une réalité complexe et contradictoire, puisqu'il continue en citant Lénine : *"Ce serait une erreur radicale de croire que la lutte pour la démocratie est susceptible de détourner le prolétariat de la révolution socialiste, ou de la masquer, de la voiler etc... Au contraire, de même que le socialisme victorieux est impossible sans réaliser la démocratie complète, de même le prolétariat ne peut se préparer à vaincre la bourgeoisie sans une lutte acharnée, conséquent et révolutionnaire pour la démocratie."* (Lénine T.22-cité par Dimitrov). Dernier exemple enfin, c'est celui de la dissolution de l'IC. L'analyse éclectique s'arrêtera sur le lien évident entre la dissolution et l'ouverture du second front, en oubliant tous les autres aspects de cette décision, dont notamment le caractère même de la guerre. Affirmer l'existence d'un lien n'est en effet qu'un constat évident puisque Staline lui même des le 28 mai 1943 le dit explicitement : *"Il me semble que la dissolution de l'IC est parfaitement opportune, car précisément maintenant, quand le fauve fasciste tend ses dernières énergies, il est nécessaire d'organiser l'assaut commun des pays épris de liberté afin d'en finir avec lui et libérer les peuples de l'oppression fasciste" (Réponse à l'agence Reuter-28/05/43).* Isoler cet aspect de la décision d'un contexte général marqué par des négociations entre les nazis et les forces anglo-américaines afin d'obtenir un retournement d'alliance contre l'URSS d'une part et par un MCI confronté à des situations multiples et diverses selon le pays — certains étaient occupés par les nazis, d'autres étaient alliés des nazis, d'autres encore étaient libérés ou en voie de l'être par les anglo-américains, certains partis œuvraient dans des pays où la bourgeoisie avait fait des choix différents pour ou contre les nazis (collaboration, résistance, double jeu...) -d'autre part, c'est en fait se condamner au subjectivisme et à une incapacité nette à l'analyse concrète d'une situation concrète.

La forme de l'organisation des communistes n'est pas une réalité figée et immuable, mais évolue en fonction des besoins, des tâches concrètes, de la situation concrète de la lutte des classes et du rapport des forces auxquels sont confrontés le prolétariat et son avant garde. Ne pas prendre en compte ces aspects, c'est se condamner à ne pas comprendre pourquoi, Marx et Engels participent à la création de la première internationale puis font tout pour la dissoudre, pourquoi la deuxième internationale débouche sur une analyse chauvine et opportuniste, pourquoi Lénine préconise une première forme d'organisation autour d'un journal (l'Iskra), puis le parti avec droit de tendance et enfin le parti Bolchevik qui *"s'épure de ses éléments opportunistes"*. Bref quelque soit l'appréciation que l'on porte sur l'opportunité de la dissolution de l'IC, il est erroné, anti-scientifique et non dialectique de voir dans un tel acte en soi la cause de la *"dégénérescence et de la défaite"* du MCI. Ce sont des facteurs objectifs (l'impérialisme) et subjectif (le révisionnisme) qui dans chaque pays et dans chaque parti, ont été déterminants dans l'évolution opportuniste et révisionniste que nous avons constaté dans le MCI. De même il est erroné d'attendre de la création d'une nouvelle internationale, la résolution "miraculeuse" de toutes les dérives et déviations qui ont conduit à la défaite actuelle. Au contraire, c'est lorsque le processus de lutte contre ces déviations aura progressé dans un certain nombre de pays et d'organisations communistes, qu'une nouvelle internationale sera possible et réalisable.

3. Le marxisme-léninisme et l'organisation des communistes

La question de l'organisation a été posée au prolétariat bien avant l'apparition du Marxisme. L'avènement du capitalisme avec sa contradiction fondamentale bourgeoisie/prolétariat posait tout simplement cette nécessité, car comme le dit Lénine le *"prolétariat n a d'autre arme dans sa lutte que*

l'organisation". La question des formes de l'organisation du prolétariat dès lors s'est toujours posée en fonction du niveau de conscience politique, des nécessités du moment, des objectifs que la classe ouvrière se fixait et le rapport des forces de classes. Ainsi K. Marx analysant le développement des sociétés secrètes comme forme d'organisation du prolétariat les relie à l'évolution de la situation objective : *"L'échec de la révolution de 1848-1849 avait fait perdre au parti prolétarien, sur le continent, tout ce qu'il avait à titre d'exception, c'est à dire les moyens légaux de l'organisation départi (...) Le parti prolétaire, après 1849 comme avant 1848, n'avait à sa disposition qu'un seul moyen : l'association secrète"* (Marx, *Révélation sur le procès de Cologne*). Pour K. Marx, ce n'était pas seulement la forme mais également les objectifs de l'organisation qui dépendaient de l'analyse concrète d'une situation concrète :

"Certaines de ces sociétés secrètes poursuivaient directement le renversement du pouvoir existant. Cette tactique était justifiée en France où le prolétariat avait été vaincu par la bourgeoisie et où la lutte contre le gouvernement du jour se confondait directement avec la lutte contre la bourgeoisie. D'autres sociétés secrètes se proposaient d'organiser le prolétariat en parti, sans se soucier des gouvernements existants. Cette tactique était nécessaire dans des pays comme l'Allemagne où la bourgeoisie et le prolétariat étaient tous deux assujettis à leurs gouvernements mi-féodaux" (idem p.187).

A) La 1ère Internationale

Pour saisir les positions de K.Marx et F.Engels, il faut garder en tête l'état du prolétariat de l'époque et l'état de ses organisations. Écoutons K.Marx à propos de la minorité de la ligue des communistes qui ne tenait pas compte de ces éléments pour déterminer les formes et les objectifs de l'organisation : *"A la place de la conception critique, la minorité met une conception dogmatique et à la place de la conception matérialiste, une conception idéaliste. Au lieu de la situation réelle, c'est la simple volonté qui devient la force motrice de la révolution. Nous nous disons aux ouvriers : 'vous avez à traverser 15, 20, 50 ans de guerres civiles et de luttes internationales, non seulement pour changer la situation existante, mais pour vous changer vous même et vous rendre aptes au pouvoir politique'. Et vous, vous leur dites au contraire 'il nous faut immédiatement arriver au pouvoir ou bien nous n'avons qu'à dormir sur nos deux oreilles'. Tandis que, nous, nous faisons tout spécialement remarquer aux ouvriers allemands l'état informe du prolétariat allemand, vous vous flattez de la façon la plus grossière le sentiment national et le préjugé corporatif des artisans allemands, ce qui est évidemment plus populaire. De même que les démocrates ont fait du mot peuple (démos) une entité sacrée, vous faites, vous une entité sacrée du mot prolétariat. Tout comme les démocrates, vous substituez à l'évolution révolutionnaire la phraséologie révolutionnaire"* (idem p.107).

Ce propos de K. Marx à l'égard des "gauchistes" allemands d'alors et à propos de la situation concrète allemande était également valable à l'échelle de l'Europe. Il foisonnait à cette époque toutes sortes d'idéologies prétendant libérer le prolétariat: Corporatisme, Coopératisme, anarchisme, socialisme utopique... se traduisant dans une multitude d'organisations (Trades Unions, Coopératives, sectes, associations secrètes...). C'est donc à partir d'une telle réalité que Marx et Engels défendent la Première Internationale dont la fonction est de permettre la communication et la coopération entre toutes les organisations ouvrières. L'objectif n'était donc pas la création d'une organisation centralisée de combat, mais de faire comprendre aux ouvriers l'identité de leur intérêt de classe, de leur lutte, du caractère commun de leurs conditions et de leur mission historique dans la nouvelle société bourgeoise. L'article premier des statuts de l'AIT déclare : *"L'association est établie pour créer un point central de communication et de coopération entre les sociétés ouvrières des différents pays aspirant au même but, savoir : le concours mutuel, le progrès et le complet affranchissement de la classe ouvrière"*.

Cet article premier est en retrait par rapport aux positions annoncées par Marx dans le Manifeste du PC en 1848, mais cela est là aussi le résultat d'une analyse de la situation *"Il lui fallait un programme qui ne fermait pas la porte aux Trades Unions anglaises, aux allemands, français, belges, italiens et*

espagnols, ni aux Lassalliens allemands" (préface à l'édition allemande du Manifeste en 1880). Le travail gigantesque de Marx et Engels a permis de clarifier la situation, de rallier les meilleurs révolutionnaires, en défaisant idéologiquement et politiquement les courants hostiles et surtout les anarchistes bakouninistes. La première Internationale devait acquérir ainsi une réelle reconnaissance et autorité auprès de la classe ouvrière européenne. Mais par suite de cette défaite idéologique, les courants petits-bourgeois anti-marxistes se mirent à utiliser FAIT pour affirmer et diffuser leurs vues erronées en se parant de son prestige. Marx et Engels menèrent alors le combat pour mettre en veilleuse l'AIT en transférant son siège à New York : "Nous savions très bien que la vessie devait éclater. Un ramassis de toutes sortes s'y collait. Les sectaires qu'elle contenait se faisaient insolents et abusaient de l'Internationale dans l'espoir qu'on leur permettrait les pires sottises et bassesses. Nous ne le tolérâmes pas (...) Si nous avions agi à la Haye dans un esprit de conciliation, si nous avions empêché la scission de se produire, quelles auraient été les conséquences ? Les sectaires, c'est-à-dire les bakouninistes auraient eu un an de plus pour commettre au nom de l'Internationale des sottises et des infamies bien encore" (lettre d'Engels à Bebel du 20/10/1873). K. Marx revient là-dessus plus précisément sur la question de l'organisation : "Selon mon opinion sur les conditions européennes, il est absolument utile de faire pour le moment passer l'organisation formelle de l'Internationale à l'arrière plan" (lettre à Sorge du 27/09/1873).

Mais cette mise en veilleuse de l'AIT ne suffit pas pour en finir avec les manœuvres des anarchistes. Alors Marx et Engels n'hésitent plus à lutter pour sa dissolution : *"La vieille Internationale est complètement réglée et finie. Et c'est une bonne chose. Elle appartenait à la période du second empire où l'oppression qui régnait dans toute l'Europe prescrivait au mouvement ouvrier qui venait de se réveiller, unité et abstention de toute polémique intérieure (...) pour susciter une nouvelle Internationale à la mode ancienne, une alliance de tous les partis de tous les pays, il aurait fallu un écrasement général du mouvement ouvrier, tel qu'il avait régné de 1849 à 1864 (...) Je crois que la prochaine Internationale sera nettement communiste et arborera nos principes" (lettre à Sorge d'Engels du 17/09/1874). Remarquons qu'Engels fait sans cesse référence aux facteurs matériels et aux conditions concrètes. Il est encore plus précis lorsqu'il répond sur la question de la dissolution ou du maintien d'une organisation internationale : "Lorsque les circonstances ne permettent plus à une association d'agir efficacement, lorsqu'il s'agit d'abord de maintenir simplement le lien d'union pour qu'à l'occasion il puisse être utilisé encore, il se trouve toujours des gens incapables de s'accommoder de cette situation qui veulent absolument jouer le rôle de busy body (mouche de coche) en réclamant qu'on fasse 'quelque chose' lequel quelque chose ne saurait être ensuite qu'une bêtise" (idem). Bien entendu et comme on l'entend aujourd'hui en ce qui concerne la IIIème Internationale, Marx et Engels ont été qualifiés de "traîtres" et la dissolution de l'AIT de "défaite", sans que cela ne change d'un iota leur position, qui résultait encore une fois de "l'analyse concrète d'une situation concrète" : "La suite des événements a prouvé combien cette décision, alors et depuis souvent critiquée, était juste. D'une part on coupait court à toute tentative de se livrer au nom de l'Internationale à des putschs inutiles. D'autre part la continuation des rapports étroits entre les partis ouvriers socialistes des différents pays prouva que la conscience de la communauté d'intérêt et de la solidarité du prolétariat de tous les pays, éveillée par l'Internationale s'est imposée aussi sans l'existence formelle d'une association Internationale dont les liens étaient devenus pour le moment une chaîne" (K Marx, 1877).*

La première Internationale, après avoir accomplie l'immense tâche de clarification idéologique et politique, après avoir formulée les bases pour que se développent d'authentiques partis prolétariens, était jugée par ses fondateurs comme dépassée et devant être dissoute.

B) La IIème Internationale

La IIème Internationale regroupe un nombre important de partis socialistes et ouvriers et effectivement comme l'avaient prévu Marx et Engels, se revendiquent tous des thèses du Manifeste du PC de 1848. Elle naquit à Paris en 1889 et porta une attention particulière à la question de la guerre jusqu'en 1914. Si l'unité idéologique et politique semble plus forte, la forme organisationnelle reste elle sensiblement la même que la première Internationale, en particulier sur la réaffirmation du caractère indépendant de

chaque parti et le droit de ne pas appliquer les décisions majoritaires votées par les congrès et rencontres Internationales. Là encore il faut relier cette organisation au contexte d'expansion et d'essor formidable du capitalisme en passe d'atteindre son stade suprême à la fin du 19^{ème} siècle et au début du 20^{ème} siècle : *"La IIème Internationale a fait un travail utile d'organisation des masses prolétariennes pendant la longue 'période pacifique' du pire esclavage capitaliste au cours du dernier tiers du 19ème siècle et au début du 20ème siècle"* (Lénine, in *1er congrès de l'IC 0111111919*). Lorsque éclata la première guerre impérialiste mondiale, la IIème Internationale vola en éclat, chaque parti se mettant à la remorque de sa bourgeoisie et appelant les ouvriers à se tirer les uns sur les autres. La IIème Internationale est née dix ans après la Commune héroïque lors de laquelle l'anarchisme avait montré ses limites directionnelles. En dépit de l'important travail d'organisation des masses ouvrières avec la naissance et le développement de grands partis nationaux, la IIème Internationale organisée sur le primat du facteur national sur le facteur international, va se révéler dépassée par le développement du capitalisme en impérialisme. Or le facteur international devenait essentiel entraînant la nécessité de *"rompre la chaîne impérialiste à son maillon le plus faible"* et exigeant une organisation adéquate du prolétariat. En effet un cap qualitatif était franchi tant dans le fonctionnement du capitalisme que dans les besoins organisationnels du prolétariat sur le plan international et national (voire les luttes entre bolcheviks et mencheviks en Russie). C'est ce qui fait dire à Lénine bien avant la révolution d'octobre et la création de la IIIème Internationale : *"La tâche de la IIIème Internationale sera de préparer le prolétariat à la lutte révolutionnaire contre les gouvernements capitalistes, à la guerre civile contre la bourgeoisie de tous les pays, en vue de la prise des pouvoirs publics et de la victoire du socialisme"* (le 01-11-1914). Ne nous attardons pas trop longtemps sur cette Internationale qui est tombée en faillite, corrompue par la *"longue période pacifique du parlementarisme bourgeois"* et par l'impérialisme, car sa fin honteuse fait qu'elle n'est pas l'objet de regrets, ni de polémiques dans le MCI.

C) La IIIème Internationale

Résultat de l'analyse léniniste de l'impérialisme, la IIIème Internationale revêt des objectifs et une forme organisationnelle fort différents des deux précédentes. Contrairement à elles, en effet elle pose immédiatement le primat du facteur international sur le facteur national et le principe qui en découle de *"la subordination des intérêts du mouvement dans chaque pays aux intérêts communs de la révolution à l'échelle internationale"* (lettre d'invitation au 1er congrès de l'IC). Tous les congrès de l'IC confirment ce principe : *"Cette discipline communiste internationale doit se traduire par la subordination aux intérêts généraux et permanents et par la stricte application de toutes les décisions des organes dirigeants de l'IC par tous les communistes"* (VIème congrès de l'IC).

Et pourtant la forme organisationnelle de l'IC a évolué; créée à l'initiative du PC (b)US, elle adopte les principes léninistes sur le programme, la stratégie, la tactique et l'organisation.

En matière organisationnelle, Lénine défendait le point de vue d'adopter des formes d'organisation et des méthodes de travail suivant la situation concrète. C'est donc à partir des conditions de la lutte de classe caractérisée par l'offensive du prolétariat révolutionnaire et des tâches politiques qui en découlent que s'est élaborée et s'est décidée la forme d'organisation de l'IC. Le Xème congrès du PC (b)US qui se tint du 8 au 16 mars 1921 dirigé par Lénine lui-même arrêta les principes léninistes en la matière :

1) *"Le parti du marxisme révolutionnaire rejette catégoriquement toute recherche d'une forme d'organisation du parti et de méthodes de travail, absolues et valables pour toutes les étapes du processus révolutionnaire."*

Au contraire, la forme d'organisation et les méthodes de travail sont entièrement fonction des particularités a" une situation historique concrète et des tâches que cette situation impose" (résolution sur l'édification du parti — Xème congrès). Il n'existe donc pas de forme organisationnelle éternelle et indépendante des situations concrètes; elle n'est pas une fin en soi, mais un moyen pour mener la lutte

de classe et doit donc évoluer en fonction des besoins de celle-ci. Plus précise encore, la résolution explique qu'au contraire une forme organisationnelle inadéquate est une entrave au développement du mouvement révolutionnaire et à l'accomplissement de la tâche du moment :

2) *"De ce point de vue Von comprend qu'avec le changement des conditions objectives du développement de la révolution, toutes formes d'organisation et les méthodes de travail correspondantes, de facteurs de développement de l'organisation du parti, peuvent devenir une entrave pour ce développement ; et vice versa : une forme d'organisation périmée peut redevenir indispensable, seule rationnelle, avec la réapparition des conditions objectives appropriées "(idem).*

Ce point deux de la résolution est essentiel à l'étape actuelle où les forces communistes connaissent une défaite importante et où est reposée la question des formes organisationnelles nouvelles, que ce soit au niveau international et même au niveau national. La question de l'adaptation des formes organisationnelles à l'état réel du mouvement communiste aujourd'hui, aux besoins de la lutte de classe et aux tâches qui en découlent est de nos jours fondamentale. La résolution propose également des critères pour déterminer le moment où une forme d'organisation est dépassée et doit disparaître :

3) *"Les contradictions entre les nécessités de la nouvelle situation en train de se créer d'une part et la forme d'organisation établie, ainsi que les méthodes de travail d'autre part, apparaissent généralement avant que ne s'affirme définitivement le besoin de changer l'orientation. Cette dernière ne doit être changée qu'au moment où la tâche qui avait mis en avant le type antérieur d'organisation et les méthodes de travail appropriées est remplie dans l'ensemble, dans ses grandes lignes, dans l'essentiel" (idem).* L'épuisement d'une forme organisationnelle particulière est donc un processus au cours duquel émerge de nouveaux besoins. L'ancienne forme répondant de moins en moins à la nouvelle situation, cède la place à un certain niveau de développement de ce processus à un changement qualitatif qui survient ainsi comme le résultat d'une accumulation quantitative, au-delà de laquelle, la suppression de l'ancienne forme devient nécessaire. Pour saisir si l'IC a respecté cette méthode scientifique et ces principes en matière d'organisation, voyons donc les principales étapes de sa vie, leur contexte international et les tâches qui en ont découlées.

I) Les premières années 1918-1921

La révolution mondiale est posée comme question immédiate. C'est la période qui va des premières initiatives en vue de la création de l'IC au deuxième congrès et qui est celle d'une vague révolutionnaire prolétarienne sans précédent dans l'histoire du mouvement ouvrier. La révolution bolchevik victorieuse joue un rôle de catalyseur des assauts partout en Europe du prolétariat et suscite dans les colonies une vague importante de luttes de libération nationale. Alors que le prolétariat est à l'offensive, la scission du mouvement ouvrier se révèle être la principale entrave à la révolution mondiale.

a) Le contexte et son analyse

Des 1914, Lénine et les bolcheviks s'opposant à la trahison social-démocrate et aux positions chauvines des principaux dirigeants de la IIème Internationale, indiquaient la nécessité d'un nouvel Etat major commun de combat rendu urgent par la vague révolutionnaire qui s'annonçait rapidement. C'est donc dans une perspective de révolution socialiste immédiate et européenne que se met en place l'IC. Ces positions peuvent apparaître aujourd'hui idéalistes, mais replacées dans le contexte d'alors de luttes révolutionnaires insurrectionnelles et massives, elles ne sont que les conclusions logiques d'une analyse scientifique des contradictions du système impérialiste et du soulèvement révolutionnaire des masses. L'ampleur de l'offensive révolutionnaire d'alors a eu pour conséquence la première crainte sérieuse et profonde de perte du pouvoir par la bourgeoisie mondiale. C'est pourquoi sans doute sa hargne haineuse à vouloir détruire le pouvoir des soviets qui servait d'emblème et d'exemple vivant aux prolétaires et peuples opprimés, l'a conduit à une agression commune des belligérants impérialistes de 14-18 coalisés contre le jeune pouvoir populaire. Dans cette période, c'est la

destruction du pouvoir des soviets et la répression des mouvements révolutionnaires à l'échelle européenne qui sont les préoccupations prioritaires de la bourgeoisie : *"La bourgeoisie est affolée de terreur devant le mouvement révolutionnaire prolétarien qui grandit. Cela se comprend, parce que toute la marche des événements depuis la fin de la guerre impérialiste renforce inévitablement le mouvement révolutionnaire du prolétariat et que la révolution internationale mondiale commence et grandit dans tous les pays"* (Discours d'ouverture de Lénine au 1er congrès de l'IC).

La contradiction bourgeoisie/prolétariat, contradiction centrale du mode de production capitaliste, s'articule désormais étroitement au niveau international à la contradiction entre pays socialiste et système capitaliste, avec pour effet immédiat l'unité des belligérants impérialistes pour agresser le pays des soviets sous la forme de l'intervention armée, mais aussi une montée des luttes du prolétariat pour la prise du pouvoir et pour soutenir le nouveau pouvoir ouvrier et paysan en lutte contre la contre-révolution intérieure et extérieure. Toutefois l'IC notait en même temps que *"malgré l'identité des lignes fondamentales de leurs politiques impérialistes, une série de contradictions profondes se manifestent au sein des grandes puissances qui dominent le monde. Ces contradictions se concentrent surtout autour du programme de paix du capital financier américain (le programme dit programme Wilson)"* (Thèse sur la situation internationale et la politique de l'entente - 1er congrès de l'IC). L'impérialisme américain en ascension ne disposant ni de colonies, ni de la domination maritime, est donc en contradiction avec les intérêts de toutes les autres puissances impérialistes. Mais l'analyse du 1er congrès continue en soulignant que même par delà cette contradiction, une autre est en développement: *"Tout en étant en contradiction avec les intérêts de l'Amérique, les grandes puissances ont des intérêts qui s'opposent réciproquement entre eux. L'Angleterre craint le renforcement de la France sur le continent, elle a en Asie mineure et en Afrique des intérêts qui s'opposent à ceux de la France. Les intérêts de l'Italie dans les Balkans et au Tyrol sont contraires aux intérêts de la France. Le Japon dispute à l'Australie anglaise les îles situées dans l'océan pacifique"* (idem).

A propos de la contradiction entre le socialisme et le capitalisme, l'IC observe : *"En ce qui concerne la question Russe, la combinaison anglo-américaine a des dispositions pacifiques, elle veut avoir les mains libres afin de pouvoir accomplir le partage du monde, d'étouffer la révolution Européenne et ensuite aussi la révolution Russe"* (idem). L'IC montre aussi que du fait de "la période pacifique de développement" qui a marqué la fin du 19ème siècle et le début du 20ème siècle, l'opportunisme a réalisé l'unité entre bourgeoisie et prolétariat que la guerre impérialiste et la révolution d'octobre vont briser : *"Les opportunistes qui, avant la guerre, invitaient les armées à modérer leurs revendications sous prétexte de passer lentement au socialisme, qui, pendant la guerre, l'ont obligé à renoncer à la lutte de classe au nom de l'union sacrée et de la défense nationale, exigent du prolétariat un nouveau sacrifice, cette fois afin de triompher des conséquences effroyables de la guerre. Si de tels prêches pouvaient influencer les masses ouvrières, le développement du capital se poursuivrait en sacrifiant de nombreuses générations avec des formes nouvelles encore plus concentrées et plus monstrueuses. Avec la perspective fatale d'une nouvelle guerre mondiale, par bonheur pour l'humanité ce n'est plus possible"* (Manifeste de l'IC au prolétaires du monde entier — 1er congrès). Dernière contradiction, enfin, c'est celle entre l'impérialisme et les peuples opprimés : *"La dernière guerre, qui a été dans une large mesure une guerre de conquêtes coloniales, fut en même temps une guerre faite avec l'aide des colonies (...) Jamais encore le spectacle de la malhonnêteté de l'Etat capitaliste dans les colonies n'avait été aussi édifiant ; Jamais le problème de l'esclavage coloniale n'avait été posé avec une pareille acuité. De la une série de révoltes ou de mouvements révolutionnaires dans toutes les colonies"* (idem). Tel est donc le système de contradictions cerné par le 1er congrès de l'IC. Tout converge donc vers une révolution mondiale dont les facteurs objectifs ne cessent de mûrir tant au plan mondial qu'au niveau de chacune des grandes puissances impérialistes et enfin au plan des colonies elles-mêmes. La trahison de la IIème Internationale apparaît d'autant plus grande dans la mesure où elle prive le prolétariat du facteur subjectif décisif dans une révolution : LE PARTI COMMUNISTE. C'est ce que reconstitue la IIIème Internationale dont l'organisation découle de cette analyse en se structurant comme parti communiste mondial ayant pour objectif de diriger la révolution en cours. Le IIème congrès de l'IC (juillet 1920) se déroule dans un contexte en évolution rapide, mais où l'aspect de l'offensive révolutionnaire reste encore dominant. Soulignons cependant les évolutions qui

annoncent des changements dans la perspective de la révolution et des évolutions futures dans l'analyse : La révolution soviétique hongroise est battue, la république ouvrière de Bavière est défaite, la révolution allemande commence à se diriger vers Weimar... Ces évolutions ne changent toutefois pas le contexte et l'analyse dans la mesure où elles sont contrebalancées par des victoires du prolétariat sur d'autres fronts: l'armée rouge est partout victorieuse des blancs et de l'intervention étrangères et atteint les portes de Varsovie, le prolétariat est en insurrection en Allemagne, en Italie, en Espagne, dans les Balkans... Des soviets apparaissent dans plusieurs pays impérialistes (Allemagne, Italie, Grande Bretagne...).

b) L'organisation du Parti Mondial

Si la révolution mondiale est à l'ordre du jour, si les contradictions mondiales convergent vers la lutte pour le pouvoir dans la plupart des pays impérialistes et dans une partie non négligeable des colonies, l'organisation mondiale des communistes devient non seulement possible mais absolument nécessaire. Elle aura une forme organisationnelle la plus centralisée possible et la discipline la plus ferme possible. Les deux premiers congrès sont tout entier consacrés à la fois aux tâches découlant de la lutte pour le pouvoir et aux formes que prendra le socialisme tant sont grandes les possibilités de victoire rapide de la révolution pour le renversement de la bourgeoisie internationale et la création de la république internationale des soviets, première étape vers la suppression complète de la dictature de la bourgeoisie. *"L'IC considère la dictature du prolétariat comme l'unique moyen disponible pour arracher l'humanité aux horreurs du capitalisme et considère le pouvoir des soviets comme la forme de dictature du prolétariat qu'impose l'histoire"* (Statut de l'IC - 2ème congrès).

De cet objectif découle deux aspects : 1° le soutien inconditionnel et pratique à la Russie soviétique : *"L'IC soutient, intégralement et sans réserve, les conquêtes de la grande révolution prolétarienne en Russie, de la première révolution socialiste, dans l'histoire, qui ait été victorieuse et invite les prolétaires du monde à marcher dans la même voie". L'IC s'engage à soutenir par tous les moyens qui seront en son pouvoir toute république socialiste qui serait créée en quelque lieu que ce soit"* (idem 2ème congrès). 2° Le soutien aux pays socialistes est une des tâches du prolétariat de chaque pays, dans la mesure où ses intérêts ne peuvent être autre que ceux de la révolution mondiale. Tout renforcement de ces pays socialistes est une victoire de la révolution mondiale, et toute avancée de celle-ci est une victoire des pays socialistes.

Le caractère centralisé de l'IC : *"L'IC n'ignore pas que pour hâter la victoire, l'Association internationale des travailleurs, qui combat pour l'abolition du capitalisme et l'instauration du communisme, doit avoir une organisation fortement centralisée"* (idem — 2ème congrès).

L'IC revêt à partir de là la structure suivante: l'IC est un parti mondial : *"Article 3: tous les partis et organisations affiliés à l'IC portent le nom de parti communiste de tel ou tel pays (section de l'IC)"* (idem — 2ème congrès). A sa tête se trouve le congrès mondial : *"(il) sanctionne les programmes des différents partis qui adhèrent à l'IC. Il examine et résout les questions essentielles de programme et de tactique ayant trait à l'activité"* (idem article 4). Entre deux congrès, un comité exécutif est élu comme centre dirigeant: *"(il) dirige dans l'intervalle qui sépare les sessions des congrès, tous les travaux de l'IC, publie, en quatre langues au moins un organe central, publie les manifestes, qu'il juge indispensable au nom de l'IC et donne à tous les partis et organisations affiliés des instructions qui ont force de loi. Le CE a le droit d'exiger des partis affiliés que soient exclus tels groupes ou tels individus qui auraient enfreint la discipline prolétarienne ; il peut exiger l'exclusion des partis qui auraient violé les décisions du congrès mondial. En cas de nécessité, le CE organise, dans différents pays, des bureaux auxiliaires techniques et autres qui lui sont entièrement subordonnés"* (article 13). Les liens entre les sections se font sur la base du centralisme démocratique avec interdiction de liens directs entre sections pour toutes les questions importantes : *"Il est de règle que toutes les relations politiques présentant une certaine importance entre les différents partis affiliés à l'IC aient pour intermédiaire le CE de l'IC. En cas de nécessité urgente, ces relations peuvent être directes à la condition que le CE de l'IC en soit informée"* (article 13). Il s'agissait bien de constituer un PC

mondial, centralisé et discipliné, comme l'exigeait la révolution mondiale et les gigantesques batailles de classes en cours, à ce moment là. Toutefois ce parti et ses sections, se constituent à partir d'éléments qui sont loin d'être tous communistes, avec le danger d'intégrer en son sein des éléments opportunistes de droite ou de gauche, de policiers ou autres éléments saboteurs. L'élaboration des 21 conditions d'admission à l'IC a pour objectif de diminuer ces risques : *"l'IC est menacée de l'envahissement de groupes indécis et hésitants qui n'ont pas encore pu rompre avec l'idéologie de la 2ème Internationale. En outre certains partis importants dont la majorité se place au point de vue communiste, conservent encore en leur sein de nombreux éléments réformistes et social-pacifistes qui n'attendent que l'occasion pour relever la tête, saboter activement la révolution prolétarienne, en venant ainsi en aide à la bourgeoisie et à la 2ème Internationale"* (condition d'admission des partis à l'IC).

2) La période de stabilisation relative du capitalisme : 1921-1928

C'est la période qui couvre les 3ème, 4ème et 5ème Congrès de l'IC. Le 3ème congrès se déroule dans un contexte où le système de contradiction a connu des évolutions, faisant passer la question de la révolution mondiale de question immédiate à une question de long ou moyen terme. C'est une période de reflux relatif qui a amené l'IC à adapter son analyse à la situation et à en déduire de nouvelles tactiques et formes d'organisation. Le fait le plus notable est le constat d'une défaite subie par une partie non négligeable de la vague révolutionnaire, notamment dans les grands pays capitalistes : *"Pendant l'année qui s'est écoulée entre le 2ème et le 3ème congrès de l'IC, une série de soulèvements et de luttes de la classe ouvrière se terminent en partie par la défaite (avance de l'armée rouge sur Varsovie en août 1920, mouvement du prolétariat Italien en septembre 1920, soulèvement des ouvriers allemands en mars 1921)"* (Thèse sur la situation mondiale et la tâche de l'IC — 3ème Congrès). De cette défaite découle un fléchissement de la lutte de classe qui fait dire à l'IC *"qu'il est absolument incontestable que la lutte révolutionnaire du prolétariat pour le pouvoir manifeste à l'heure actuelle à l'échelle mondiale un certain fléchissement, un certain ralentissement"* (idem).

La conclusion qu'en tire l'IC est que *"la révolution mondiale, c'est-à-dire la destruction du capitalisme, le rassemblement des énergies révolutionnaires du prolétariat et l'organisation du prolétariat en une puissance agressive et victorieuse exigera une période assez longue de combats révolutionnaires"* (Thèse sur la tactique - 3ème Congrès). Ou encore *"la révolution n'est pas un processus qui progresse en ligne droite, c'est la dissolution lente du capitalisme, c'est la sape révolutionnaire quotidienne, qui s'intensifie de temps à autre et se maintient en crises aiguës"* (idem).

Le second élément de la situation est la défaite de l'intervention étrangère et de la contre-révolution intérieure : *"Toutes les tentatives d'interventions armées, qui ont coûté à cette bourgeoisie des centaines et des centaines de millions de francs se sont terminées par une complète faillite (...) la diversité d'intérêts existant entre les différents Etats impérialistes s'est exaspérée et s'exaspère de jour en jour de façon plus profonde"* (Thèse sur la tactique du PC de Russie). Par ailleurs la défaite des armées blanches, permet à la nouvelle République des Soviets de se concentrer entièrement à la tâche d'édification du socialisme. Et comme l'Etat prolétarien n'est pas encore en mesure de fournir les produits industrialisés à la paysannerie et que la reconstruction est à faire, il est décidé de permettre *"le développement du capitalisme sous le contrôle et la réglementation de l'Etat prolétarien (c'est-à-dire le développement du capitalisme "d'Etat" dans ce sens là du mot)"* (idem). La situation entraîne une concurrence entre impérialistes, confrontés à la recherche de débouchés pour leurs économies en crise : *"L'impérialisme international s'est trouvé hors d'état d'étouffer la Russie soviétique, bien qu'il fut beaucoup plus fort qu'elle et à été contraint pour le moment de la reconnaître ou de la presque reconnaître et a" entrer en tractation commerciale avec elle"* (idem).

Dans une telle situation la contradiction inter-impérialiste redouble de vigueur : *"La situation générale de l'économie mondiale, et avant tout, la ruine de l'Europe détermine une longue période de lourdes difficultés économiques, de secousses, de crises partielles et générales, etc. Les rapports internationaux, tels qu'ils s'établirent comme résultat de la guerre et du traité de Versailles, rendent la*

situation sans issue" (Tâche sur la situation mondiale et la tâche de l'IC - 3ème Congrès). Si la stabilisation du système capitaliste mondial, il y a, celle-ci n'est donc que relative, de nouvelles crises s'annoncent et une nouvelle guerre impérialiste est déjà en germe. Nous soulignerons une nouvelle fois la date du 3ème Congrès — 1921 — qui analyse l'évolution vers une guerre impérialiste "Il est absolument évident que, plus le mouvement révolutionnaire prolétarien mondial se ralentit, et plus les contradictions de la situation internationale économique et politique stimulent inévitablement la bourgeoisie à tenter de nouveau de provoquer un dénouement par les armes à l'échelle mondiale" (idem). La période se caractérise aussi par le fait que "le mouvement populaire révolutionnaire aux Indes et dans les autres colonies est devenu maintenant partie intégrante, de la révolution mondiale des travailleurs dans la même mesure que le soulèvement du prolétariat dans les pays capitalistes de l'ancien ou du nouveau monde" (idem).

Ce sont là les grandes lignes de l'analyse du troisième Congrès qui a cerné la situation prévalant à l'époque dans leur complexité. Le quatrième congrès en 1922 confirme cette analyse en soulignant certaines caractéristiques qui se sont amplifiées : le développement des luttes de libération nationale, notamment en Chine, la décomposition du Traité de Versailles, le passage de la classe ouvrière sur des positions défensives, l'offensive économique de la Russie des Soviets... Une nouvelle caractéristique surgit avec le cas Italien : *"Le trait caractéristique du fascisme Italien, du fascisme 'classique' qui a conquis pour un temps tout le pays, consiste en ce que les fascistes non seulement constituent des organisations de combat strictement contre-révolutionnaires et armées jusqu'aux dents, mais encore essaient par une démagogie sociale de se créer une base dans les masses (...) Le danger du fascisme existe maintenant dans beaucoup de pays (...) Une des tâches les plus importantes des PC est d'organiser la résistance au fascisme international, de se mettre à la tête de tout le prolétariat dans la lutte contre les bandes fascistes et d'appliquer énergiquement sur ce terrain aussi la tactique du front unique ; les méthodes illégales sont ici absolument indispensable"* (Résolution sur la tactique de l'IC — 4ème Congrès). Voilà qui règle son compte à l'argument de la bourgeoisie selon lequel les communistes auraient sous-estimé la lutte contre le fascisme. Dès 1922, l'IC appelle à lutter contre le fascisme par l'application de la tactique du front unique. Le cinquième congrès en 1924, confirme cette analyse: l'offensive du prolétariat dans les pays impérialistes est partout repoussée, la social-démocratie qui en porte la principale responsabilité reste importante au sein des masses ouvrières, le système capitaliste est rentré dans une période de stabilisation relative, les mouvements fascistes naissent et se développent un peu partout, les luttes de libération nationales continuent de croître, le mouvement communiste international augmente considérablement et s'étend à d'autres pays, l'influence des déviations de droite et de gauche dans plusieurs PC persiste etc..

a) Conséquences sur la tactique et l'organisation

La révolution retrouve un cheminement long suite à la crise aiguë née de la guerre et de l'offensive prolétarienne. Du fait d'un certain nombre de facteurs objectifs et subjectifs, le capitalisme retrouve une certaine "stabilité" relative, précaire et provisoire. Dans chaque pays une spécificité propre, une complexité propre des structures sociales et situations particulières fondent des possibilités particulières de développement de la révolution et des tâches des PC. L'erreur trotskiste et de la plupart des critiques de l'IC résident dans la confusion entre les périodes de "crises aiguës" de la situation mondiale et l'ensemble du processus de la révolution mondiale. Le premier tournant n'est pas le 7ème Congrès, mais le 3ème Congrès de l'IC sous Lénine lui-même. En effet l'IC se penche sur les causes de la défaite de la révolution et en souligne plusieurs.

La diversité des situations nationales — *"l'acuité des antagonismes, la différence de structures sociales et des obstacles à surmonter selon le pays, le degré élevé d'organisation de la bourgeoisie dans les pays de haut niveau de développement capitaliste d'Europe occidentale et d'Amérique du nord étaient des raisons suffisantes pour que la guerre impérialiste mondiale n'aboutissent pas immédiatement à la victoire de la révolution mondiale"* (Thèse sur la tactique - 3ème Congrès). L'IC qui a vu ses sections et ses forces augmenter considérablement est confrontée désormais à la difficulté de diriger un MCI dont les tâches sont aussi diverses que complexes : *"Le Comité exécutif de l'IC doit*

être organisé de telle sorte qu'il puisse prendre positions sur toutes les questions d'actions du prolétariat. Dépassant les cadres des appels généraux tels qu'ils étaient lancés jusqu'à présent sur telle ou telle question en discussion, le comité exécutif doit de plus en plus chercher à trouver les moyens et les voies pour développer son initiative pratique quant à l'action commune (...) L'Internationale doit devenir une Internationale défait, une Internationale dirigeant les luttes communes et quotidiennes du prolétariat révolutionnaire de tous les pays" (Résolution sur l'organisation de l'IC — 3ème Congrès). Ce n'est donc, ni la déclaration de dissolution de l'IC, ni son 7^{ème} congrès qui posent le constat de la diversité des situations et de la nécessité d'en tenir compte. Le 3ème congrès estime d'ailleurs que cette diversité influe également sur les formes organisationnelles : "Il ne peut pas y avoir une forme d'organisation immuable et absolument convenable pour les partis communistes. Les conditions de la lutte prolétarienne se transforment sans cesse — et conformément à ces transformations, les organisations d'avant-garde du prolétariat doivent aussi chercher constamment les nouvelles formes convenables. Les particularités historiques de chaque pays déterminent aussi des formes spéciales d'organisation pour les différents partis. Mais ces différenciations ont une certaine limite" (Thèse sur la structure et les méthodes et l'action des PC — 3ème congrès). De la même façon et plus précisément la tactique et le programme des différentes sections doivent s'ancrer dans les caractéristiques historiques et sociales spécifiques : "L'IC et ses sections soutiennent le mot d'ordre de l'unité du front prolétarien et prennent en main l'initiative de sa réalisation. La tactique des PC s'inspirera des conditions particulières de chaque pays" (Thèse sur l'unité du front prolétarien — 4ème congrès). En ce qui concerne le programme: "Dans le programme général doivent être nettement énoncés les types historiques fondamentaux entre lesquels se divisent les revendications transitoires des sections nationales, conformément aux différences essentielles de structures économiques et politiques des divers pays" (Résolution sur le programme - 4ème congrès).

b) La sous-estimation de la social-démocratie et le sectarisme

Le mot d'ordre "allez aux masses" lancé par le 6ème congrès de l'IC et qui fut l'objet de débats au 3ème, 4ème et 5ème congrès, est le résultat du nouveau contexte, du rapport des forces et de l'appréciation qui en découlait sur la question de la révolution mondiale et de la nécessité du Front Unique : *"Les masses voient que la classe ouvrière était scindée en différents partis se combattant mutuellement alors que la classe capitaliste engageait contre elle une offensive unique. Dans cette situation, la solution qui s'imposait était d'unifier les forces dispersées du prolétariat pour les opposer à l'attaque du capitalisme" (3ème congrès).* La tactique du front unique se heurta au sectarisme gauchiste de plusieurs sections (notamment en France et en Italie...), dont l'analyse volontariste sous-estimait l'implantation social-démocrate dans la classe ouvrière. A l'inverse, une tendance opportuniste de droite interprétait le front unique comme une collaboration avec les chefs de la social-démocratie. C'est exactement le même débat et les mêmes tendances que l'on verra au 7ème congrès, avec les mêmes accusations gauchistes (Bordiga) dénonçant la tactique formulée par Lénine du front unique "comme droitière et de collaboration de classe". Le 5ème congrès tire le bilan des premières expériences de front unique et le parallèle est frappant avec le 7ème congrès et le front populaire : "Sous l'influence d'insuccès, on a tenté de réviser notre tactique de front unique" constate Zinoviev parlant au congrès comme porte-parole du CE de l'IC et dénonçant les critiques de Bordiga qui utilisait les déviations de droite pour s'attaquer frauduleusement à la ligne juste du front unique : "Au cours de l'année écoulée, nous avons eu à porter 90% de nos coups contre les déviations de droite. Je pense qu'au présent congrès il en sera de même. Plus on étudie les documents de nos sections et plus on se rend compte que le danger de droite ne saurait être exagérée, il est plus grand que jamais, non que nos militants soient mauvais, mais parce que la période actuelle de l'histoire le veut. Nous sommes entre deux vagues de révolutions et il est naturel qu'il se produise des tendances de droite. Les survivances social-démocrates sont plus grandes que nous n'aurions jamais pu nous figurer. Nous devons les déraciner, et nous y arriverons mais seulement si nous refusons toute concession au radicalisme verbal et au révisionnisme théorique, si nous réprimons les déviations d'extrême gauche des qu'elles commencent à prendre de l'importance" (Rapport de Zinoviev au 5ème congrès). L'IC dans la phase de "stabilisation" du capitalisme, après la première vague révolutionnaire, met au devant des tactiques de front unique dont le but est de ne pas se couper des masses tout en luttant contre l'influence néfaste des chefs sociaux-démocrates afin de préparer la seconde vague révolutionnaire qu'elle prévoit. Aussi l'IC

lutte-t-elle contre la droite qui lance au 5ème congrès une offensive pour que soit approuvée leur alliance sans principe et au sommet avec les directions social-démocrates et les gauchistes qui eux exigent l'abandon du front unique en tant que ligne tactique : *"Nous comprenions la tactique du front unique comme une tactique révolutionnaire dans une période de ralentissement de la révolution. Mais dans nos rangs, des camarades se sont trouvés pour en faire une tactique d'évolution, une tactique d'opportunisme. C'était une manœuvre stratégique, mais certains camarades y ont vu une politique d'alliance avec la social-démocratie, une coalition de 'tous les partis' "* (Zinoviev - 5ème congrès). Pour éviter la reproduction de ces déviations, le 5ème congrès apporte les précisions suivantes sur la tactique du front unique : *"Le front unique par en bas est toujours indispensable, excepté peut-être aux rares moments de guerre civile déclarée où il faut combattre par les armes même des ouvriers contre-révolutionnaires. Le front unique à la fois par en bas et par en haut doit être appliqué, pas toujours mais fréquemment dans les pays ou nous sommes en minorité (...). Bien entendu, il faut se garder contre les adulations opportunistes en employant cette tactique comme méthode d'agitation et de mobilisation et non comme méthode de coalition politique avec les social-démocrates. Enfin, le front unique seulement par en haut. Ici je suppose qu'il faut dire : jamais. Malheureusement dans la pratique, c'est précisément cette dernière qui a été le plus fréquemment employée : écrire des lettres ouvertes aux social-démocrates, mener des pourparlers interminables et inutiles avec les chefs pour élaborer des 'programmes communs' "*(Zinoviev au nom du CE de l'IC — 5ème congrès). Et de démasquer la tendance gauchiste comme suit : *"A tous les camarades et particulièrement aux camarades du parti allemand qui, après l'expérience et les fautes de Saxe, se bouchent les oreilles avec de l'ouate dès qu'ils entendent parler de front unique, je recommande de réfléchir sérieusement à toutes ces questions. Le camarade de gauche BURIAN écrit, par exemple en Tchécoslovaquie, que la tactique de front unique est la source principale du révisionnisme. Ce n'est pas vrai. Celui qui est révisionniste trouvera toujours un prétexte quelconque. Il le trouvera dans le parlementarisme ou dans n'importe quoi. Nous ne triompherons jamais de la social-démocratie si nous avons peur de notre ombre. Il faut prendre la tactique et la purger de toutes les impuretés opportunistes. Il se trouvera toujours des gens pour qui le front unique sera une source de révisionnisme"* (idem). Enfin l'application de la tactique du front unique relève pour le 5ème congrès de l'analyse correcte de chaque situation concrète : *"Il ne s'agit nullement de couler tous les partis dans le même moule. Il faut poser la question concrètement pour chaque pays en particulier"* (idem). Une telle tâche d'adaptation aux situations est confiée directement à l'IC : *"tout l'art de l'IC consiste à adapter sa tactique aux différentes conditions qui sont très dissemblables et très variées (...). Ici je suis d'accord avec le parti communiste allemand qu'il faut donner à chaque parti des indications concrètes. Ce sera la tâche du 5ème congrès"* (idem). Le 5ème congrès conclut donc à une direction plus centralisée de l'IC dont la vocation à devenir un véritable parti communiste mondial reste un objectif à atteindre. Devant certaines réticences de certaines sections sur le plan de la discipline, devant les déviations à droite et à gauche de la ligne de l'IC *"la direction internationale doit devenir plus collective, tous les partis doivent envoyer au comité exécutif les meilleurs disciples de Marx et Lénine, les meilleurs cerveaux, les meilleurs organisateurs. Mais après avoir constitué cet organe directeur composé des meilleurs communistes du monde entier, il ne doit pas y avoir place pour une discipline déformée, il doit régner une véritable discipline communiste et prolétarienne (...). Dans ces derniers temps, il y a eu des cas de violations de la discipline. Certains n'ont pas été punis (...). Nous voulons un PC indivisible, sans fraction, ni groupement"* (Zinoviev - 5ème congrès).

En fait entre le 4ème et le 5ème congrès, la question allemande, de par son importance et de par les événements qui s'y déroulaient, avait été au centre des préoccupations de l'IC. Dans la lutte contre les déviations de droite et de gauche de la ligne tactique du front unique, l'IC dans cette période s'était surtout occupée des grandes sections. L'objectif de devenir un véritable PC mondial n'en devenait que plus explicite avec les plaintes et réclamations de maintes sections, mettant en évidence les difficultés, malgré une volonté nettement affirmée de diriger un mouvement communiste dans un contexte de reflux révolutionnaire ou les spécificités de chaque nation reviennent au premier plan et où le développement inégal des forces communistes et des situations politiques différencie et rend très complexe la tâche : Nguyen Aï-quac (Indochine) : *"il faut accorder aux colonies plus d'attention que jusqu'ici"* - Pepper (Etats Unis) : *"je crains que notre congrès ne soit trop allemand, trop Europe centrale tout au moins, trop peu mondial"*. Il est vrai que le problème allemand a été le problème

essentiel et vital de l'Internationale. Mais l'Internationale a d'autres problèmes à résoudre". Dengel (Allemagne) : *"La question allemande a occupé une très grande place au congrès. Par contre, d'autres questions n'ont presque pas été discutées : ainsi celles des perspectives économiques"*. Wijnkoop (Hollande) : *"Nous devons nous occuper davantage de la question coloniale"*. Buck (Canada) : *"Jusqu'à présent le congrès s'est très peu occupé des sections de langue anglaise"*. Samoën (Java) : *"Nous espérons que le comité exécutif accordera plus d'attention aux colonies"*. Kreibich (Tchécoslovaquie) : *"Personne ne songe à contester que l'Internationale ait à combattre les déviations de droite et de gauche et à indiquer aux partis leur voie politique. Mais la manière dont elle le fait n'est pas indifférente. On a pris l'habitude de s'étendre sur des articles des résolutions, des Thèses, en négligeant le travail effectif des partis et les perspectives économiques et politiques de chaque pays. Nos camarades attendent du congrès des nouvelles directives, des conseils, des perspectives politiques"*. Amter (Amérique) : *"L'Amérique est complètement négligée par le congrès"*. Katayama (Japon) : *"La délégation japonaise regrette que Zinoviev ait si peu parlé de l'Orient. Le rapport et les thèses de Varga ne tiennent compte que de l'Europe et l'Amérique"*. Lozovsky (Russie) : *"La transformation de l'IC en un parti International bolchéviste, uni et fort est un processus très long et douloureux. Il ne pourra être accéléré que si le noyau dirigeant de l'Internationale, selon les circonstances, sait suivre tantôt une ligne de droite, tantôt une ligne de gauche, dans un sens conventionnel bien entendu et que les 54 PC prennent une part toujours plus grande à la solution des problèmes internationaux..."*. Au delà de ces propos qui n'ont pas tous la même signification et la même valeur, on ne peut que constater la complexité et la diversité des questions que confrontent l'IC. Mais en plus de ces demandes que l'IC se "mondialise" et se penche sur les problèmes de chaque section, une attaque contre le centralisme démocratique et le Comité exécutif se développe à ce congrès. C'est une double attaque de droite et de gauche qui cherchait à remettre en cause la discipline centralisée : *"Si au sein de l'Internationale, nous nous bornons à observer la discipline officielle, nous nous transformerons en un squelette officiel et nous ne serons plus une Internationale vivante. La minorité quelle qu'elle soit et quelle que soit son orientation n'a pas seulement à se plier aux décisions de l'Internationale; elle a aussi le devoir, dans l'Internationale entre deux congrès, d'appliquer ses décisions, dans son agitation et dans son organisation pour toutes les questions"* (5ème congrès). Ces précisions de Radek, pourtant droitier, indiquent les difficultés de l'IC à faire respecter la discipline et les décisions des congrès antérieurs. Au sein même du congrès, les opportunistes de droite et de gauche s'attaquent à l'exécutif de l'IC lui-même. Fischer (Allemagne) : *"Dans les thèses du 4ème congrès, il y avait toutes sortes de formules peu claires"*. Brandler (Allemagne) : *"Nous nous reconnaissons coupables d'avoir avant tout appliqué et réalisé (de toutes nos forces) la ligne du 3ème et du 4ème congrès. Nous ne le regrettons pas, car nous tenons cette ligne pour juste, non pas seulement en ce qui regarde le passé mais encore aujourd'hui"*. Bordiga (Italie) : *"En réalité on ne fait pas ici le procès du Comité exécutif, mais le Comité exécutif fait le procès des partis"*. Wenzel (Tchécoslovaquie) : *"Sans une condamnation catégorique des tendances opportunistes, la collaboration du parti Tchèque avec l'IC dans l'esprit de toutes les décisions de l'Internationale nous semble compromise"*. Thalheimer (Allemagne) : *"Une question de première importance pour l'avenir est celle de l'immixtion de l'Internationale dans la direction des partis. Personne ne nie que dans certaines conditions cette immixtion soit nécessaire. Mais ni en octobre, ni avant octobre, ni en janvier, elle n'a été fructueuse pour notre parti. Au contraire, ces interventions de l'Internationale ont toujours causé de grandes crises"*. Grzegorzewski (Pologne) : *"Hoeglund n'est pas pour la discipline et le centralisme dans l'Internationale. Mais il est pour la sévère discipline dans le PC de Suède"*.

Ces différentes citations ne sont ni homogènes, ni exhaustives. En effet, nous avons livré pêle-mêle des positions de droite et de gauche tendant à remettre en cause l'aspect centralisme dans le principe du centralisme démocratique. Les leaders de droite (Radek) ou de gauche (Bordiga) finissent devant les critiques du congrès par affirmer leur accord verbal avec un PC mondial discipliné et "monolithique" selon les termes mêmes du congrès. Il n'en demeure pas moins qu'un certain nombre de constats s'impose au sortir du 5ème congrès :

- La période de stabilisation du capitalisme et de reflux de la vague révolutionnaire rend plus important la question des spécificités nationales que l'offensive antécédente avait amoindrie

- les PC tendent à passer de "sociétés de propagande" en partis de masses
- le rythme de leur développement est inégal d'un pays à un autre
- les situations politiques auxquelles sont confrontés les PC des différents pays varient
- leur implantation et le rapport de force entre les PC et les partis de la IIème Internationale varient aussi.

S'appuyant sur ces conditions complexes, et mettant au devant les "spécificités nationales", les opportunistes de droite tentent de faire dévier le front unique et les opportunistes de gauche prenant prétexte de cela tentent d'amener à l'abandon même du principe du front unique. Le congrès condamne ces deux déviations.

Dans ce cadre général, le congrès affirme que le développement de l'IC comme parti mondial des communistes est un long processus, loin d'être gagné et qui sera parcouru de nombreuses embûches : *"C'est seulement à mesure que les principales sections de l'IC se transforment en partis bolcheviks que l'IC deviendra vraiment le parti bolchevik universel pénétré du léninisme"* (Résolution - 5ème congrès).

Le point de vue subjectif et idéaliste sur l'IC doit être abandonné. Le mérite et la richesse de l'IC est d'avoir entamé le travail de construction d'un MCI organisé, d'avoir clarifié un nombre considérable de questions théoriques, d'avoir démasqué à chaque fois l'opportunisme de droite de gauche, d'avoir aidé un certain nombre de PC à devenir des partis de masses qui comptent et partant d'avoir été à l'avant-garde des gigantesques luttes de classes et des luttes de peuples opprimés tout le long de son existence. Et pour les générations de communistes d'aujourd'hui, d'avoir laissé un héritage théorique, idéologique et politique considérable qui est une véritable source d'inspiration.

Le point de vue subjectif empêche de saisir l'apport réel de l'IC, de saisir l'évolution de son analyse et en définitive toute son importance historique et tout l'apport qu'elle constitue encore aujourd'hui pour nous ou le recul quantitatif et qualitatif du MCI oblige à reconstruire en maints endroits les partis du prolétariat et à envisager leurs modes de liaisons et de collaborations.

Le mot d'ordre de bolchevisation des sections lancé par le 5ème Congrès a pour objet de faire rompre les sections d'avec les traditions social-démocrates qui persistent encore après 5 congrès. Sur le plan organisationnel, la bolchevisation est la réorganisation des sections sur la base des cellules d'entreprises : *"L'objectif essentiel de cette période de l'IC est la bolchevisation de ses sections (...)"*

a) *le parti doit être une véritable organisation de masse, c'est à dire légal et illégal, se maintenir en contact étroit et indispensable avec les ouvriers et exprimer leurs besoins et leurs espoirs.*

b) *il doit être capable de manœuvrer, c'est-à-dire ne pas avoir une tactique dogmatique et sectaire, mais employer contre l'ennemi n'importe quelle manœuvre stratégique sans cesser de rester lui-même: c'est la faute capitale de nos partis de ne pas souvent le comprendre.*

c) *il doit être essentiellement révolutionnaire et Marxiste poursuivant irrésistiblement son but en toutes circonstances et faisant le maximum d'efforts pour rapprocher l'heure de la victoire du prolétariat sur la bourgeoisie.*

d) *il doit être un parti centralisé, n'admettant ni fractions, ni tendances, ni groupements, un parti monolithique fondu d'un bloc.*

e) *il doit se livrer dans l'armée bourgeoise à un travail systématique de propagande et d'organisation"* (Résolution sur le rapport du CE - 5ème Congrès). L'IC ne considère pas à l'époque ses sections comme de réels PC de masse à la hauteur de l'exigence de la situation et des tâches et son objectif est défini comme suit : *"La création de grands partis communistes, problème central de toute une époque."*

3) La fin de la période de "stabilisation relative" et la nouvelle crise du capitalisme

Le 6e Congrès du Komintern se déroule au moment où se développent les bases d'une nouvelle crise sans précédent du système impérialiste. A un moment où tous les idéologues bourgeois nient toute nouvelle crise, le 6ème Congrès se distingue en annonçant en 1928 une crise générale. La crise de 1929-1933 est venue encore une fois prouver la supériorité de l'analyse Marxiste. Le 6ème Congrès conclut de son analyse la fin de la période de "stabilisation" : *"La 3ème période est au fond celle du relèvement de l'économie capitaliste et presque parallèlement de celle de l'URSS, au delà de leurs niveaux d'avant-guerre (début de la période dite de "reconstruction", nouvelle croissance des formes capitalistes de l'économie sur la base d'une technique nouvelle). Pour le monde capitaliste, cette période est celle d'un rapide développement de la technique, d'une croissance intense des cartels, des trusts, des tendances au capitalisme d'Etat, et conjointement, celle d'un puissant développement des contradictions de l'économie mondiale, se mouvant dans des formes déterminées par tout le cours antérieur de la crise du capitalisme, marchés réduits, URSS, mouvements coloniaux, accroissement des contradictions intérieures de l'impérialisme). Cette 3ème période, qui a particulièrement aggravé la contradiction existant entre la croissance des forces productives et la réduction des marchés, rend inévitable une nouvelle phase de guerres impérialistes entre Etats impérialistes, de guerres de ces derniers contre l'URSS, de guerres de libération nationale contre les impérialistes et leurs interventions, de batailles de classes gigantesques"* (Thèses sur la situation internationale et les tâches de l'IC). Le 6ème Congrès conclut à une exacerbation des contradictions de l'impérialisme : *"En aiguisant les contradictions internationales (contradiction entre les pays capitalistes et l'URSS, occupation militaire du nord de la Chine comme commencement de son démantèlement et de la lutte entre les impérialistes,...) et les contradictions intérieures dans les pays capitalistes (radicalisation des masses de la classe ouvrière, intensification de la lutte de classe), en déchaînant les mouvements coloniaux (Chine, Inde, Egypte, Syrie) cette période aboutit fatalement, par un nouveau développement des contradictions de la stabilisation capitaliste, à un nouvel ébranlement de la stabilisation capitaliste et à une aggravation aiguë de la crise du capitalisme"* (idem). A l'intérieur des contradictions inter-impérialistes, le 6ème congrès souligne la contradiction entre pays vainqueurs et pays vaincus de la guerre 14-18. C'est justement dans ces pays vaincus que se développent principalement d'importants mouvements fascistes, ayant comme thématique le refus du traité spoliateur de Versailles et le discours sur le relèvement national. Cette contradiction inter-impérialiste poussait les événements vers une guerre impérialiste, même si les retournements de situation étaient toujours envisageables et nécessitaient la vigilance sur la question de la défense de l'URSS : *"Le prolétariat international, dont l'URSS est la seule patrie, le rempart de ses conquêtes, le facteur essentiel de son affranchissement international, a pour devoir de contribuer au succès de l'édification du socialisme en URSS et de la défendre par tous les moyens contre les attaques des puissances capitalistes"* (idem). Ce n'est donc pas le 7ème Congrès, ni un coup d'Etat dans l'IC qui avaient amené à l'affirmation d'une telle tâche de défense de l'URSS par le prolétariat international, mais c'est bien le 6ème Congrès qui confirme en cela les congrès antérieurs de l'IC, qui indiquent le lien indissoluble entre les intérêts de l'URSS et les intérêts du prolétariat mondial et des peuples opprimés dans leur lutte pour la suppression du système capitaliste. De cette analyse le 6ème congrès en déduit les tâches suivantes :

- Lutte pour la paix et en cas de conflit, la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire
- Lutte pour la défense de l'URSS par tous les moyens
- Soutien aux mouvements de libération nationale dans les colonies notamment en Chine
- Maintien et intensification de la lutte contre l'opportunisme de droite qui idéalisait la stabilisation capitaliste et ne voyait pas les germes d'une crise générale aiguë et de l'opportunisme de gauche qui comme au 5ème Congrès refusait le front unique.

Déjà au 4ème Congrès en 1922, l'IC avait signalé qu' *"une des tâches les plus importantes des PC est d'organiser la résistance au fascisme international, de se mettre à la tête de tout le prolétariat dans la lutte contre les bandes fascistes et d'appliquer énergiquement sur ce terrain aussi la tactique du front unique "*. Le 6ème Congrès reprend cette analyse dans son programme pour la révolution mondiale et donne les précisions ci-après :

- Sur les conditions historiques d'émergence du fascisme : *"U époque de l'impérialisme, l'aggravation de la lutte de classe et la croissance, surtout après la guerre impérialiste mondiale, des facteurs de guerre civile, ont provoqué la faillite du parlementarisme. De là, les "nouvelles" méthodes et les nouvelles formes de gouvernement. Cette offensive de la réaction bourgeoise prend dans certaines conditions historiques, la forme du fascisme" (Programme et thèse adoptés au 6ème Congrès)*. Le fascisme émerge donc sur le terreau de la crise de la démocratie parlementaire bourgeoise, en situation de crise économique grave grosse de risques de guerres civiles et d'une intensification de la lutte de classe. Ces conditions se caractérisent par *"l'instabilité des rapports capitalistes, l'existence d'importants éléments sociaux déclassés, l'appauvrissement de larges couches de la petite bourgeoisie des campagnes et enfin, la constante menace d'actions de masse du prolétariat" (idem)*.

- Sur sa nature de classe : *"Afin de s'assurer une stabilité, une fermeté et une continuité plus grande du pouvoir, la bourgeoisie est déplus en plus contrainte de passer du système parlementaire à la méthode fasciste indépendante des rapports de combinaisons de partis. Cette méthode est celle de la dictature directe, idéologiquement camouflée à l'aide de l'idée nationale" et de la représentation 'corporative' (qui est en réalité celle des divers groupes des classes dominantes" (idem)*.

- Sur sa base de classe : *"Il exploite le mécontentement des masses petites bourgeoises, des intellectuels et d'autres milieux sociaux, au moyen d'une démagogie sociale assez particulière (antisémitisme, attaques partielles contre le capital usurier, indignation contre les patriotes parlementaires et de la corruption, création d'une hiérarchie solide et rétribuée des formations fascistes, création d'un appareil de parti et d'un corps de fonctionnaires). Le fascisme s'efforce se faisant de pénétrer dans les milieux ouvriers ou il recrute les éléments les plus arriérés en mettant à profit le mécontentement causé par la passivité de la social-démocratie" (idem)*.

- Ses objectifs de classe : *"Le fascisme s'assigne pour tâche principale la destruction de l'avant-garde ouvrière révolutionnaire, c'est-à-dire des éléments communistes du prolétariat et de leurs cadres (...) Recourant pendant les périodes les plus critiques pour la bourgeoisie à une phraséologie anticapitaliste, le fascisme perd en route ses grelots anticapitalistes et se révèle de plus en plus dès qu'il s'est affermi au pouvoir, comme la dictature terroriste du gros capital" (idem)*.

a) Conséquences sur la tactique et l'organisation

Le 6ème Congrès tire comme conclusion de son analyse la nécessité du front unique sans affaiblissement pour autant des critiques vis-à-vis la social-démocratie qui demeure le second recours du capital en situation de crise : *"En s'adaptant aux changements de la situation politique, la bourgeoisie se sert tour-à-tour des méthodes du fascisme et de celle de la coalition avec la social-démocratie, cette dernière jouant fréquemment un rôle ouvertement fasciste (Noske en Allemagne, Parti Socialiste Polonais ...)" (idem)*. Le front unique antifasciste est donc bien une tactique visant à unir les masses ouvrières dans le combat antifasciste, tout en démasquant la direction social-démocrate. L'IC en appelle aussi à d'autres tâches : *"L'IC porte une attention particulière à la préparation systématique de la lutte contre les dangers de guerres impérialistes. L'activité des PC doit démasquer impitoyablement le social-chauvinisme, le social-impérialisme, la phraséologie pacifiste qui recouvre les plans impérialistes de la bourgeoisie (...) Les mots d'ordre fondamentaux de l'IC dans ce domaine sont : Transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ; Défaite de son "propre" gouvernement impérialiste ; Défense de l'URSS et des Colonies par tous les moyens en cas de guerre contre elles" (idem)*.

De ces propos clairs l'IC en déduit en matière d'organisation que *"pour coordonner le travail et l'action révolutionnaire et pour pouvoir les diriger de la façon la plus efficace, le prolétariat international a besoin d'une discipline internationale de classe, qui doit être observée avant tout dans les rangs du PC. Cette discipline communiste internationale s'exprime par LA SUBORDINATION DES INTERETS PARTICULIERS ET LOCAUX DU MOUVEMENT A SES INTERETS GENERAUX ET PERMANENTS (souligné par nous) et par l'exécution intégrale de toutes les décisions prises par les organes dirigeants de l'IC"* (*idem*). Pour l'IC la situation complexe et lourde d'une nouvelle conflagration mondiale peut éventuellement mettre en opposition momentanée "les intérêts particuliers et locaux" et les "intérêts généraux et permanents" du MCI. Et c'est sur la base des "intérêts généraux et permanents" du MCI qu'il convient d'analyser la période historique qui va succéder au 6ème Congrès et surtout la seconde guerre mondiale antifasciste. Il apparaît clairement ici, que ce n'est ni le 7ème Congrès, ni le CE issu de ce congrès, ni l'URSS, qui au cours de la guerre mondiale 39-45 auront "imaginé ce truc" pour dissoudre l'IC. Ces accusations éludent le fait que c'est déjà le 6ème congrès à un moment où le caractère de la guerre en préparation restait encore impérialiste, qui envisagea cette possibilité. Le 6ème congrès reste conscient que la discipline internationale ne peut se réduire à une simple exécution des ordres venus d'en haut et la commission des statuts déclare dans une formule sans ambiguïté qu'*"il n'est pas possible au Comité exécutif de diriger l'IC depuis Moscou"* et pour suivre de près les réalités nationales diverses et multiples de la lutte de classe, le CE mit sur pied des "bureaux" censés s'occuper des aires géographiques précises (Europe Centrale, Orient etc..) et le congrès décida que des instructeurs suivraient les travaux des Comités Centraux des partis afin que le CE puissent tenir le plus possible compte des réalités concrètes sur le terrain et que ses décisions puissent être contrôlées dans leur application par les sections. C'était d'ailleurs là le renforcement d'une pratique ancienne datant du vivant de Lénine.

4) La victoire du fascisme en Allemagne et le 7ème congrès de l'IC

Entre le 6ème congrès et le 7ème congrès, la situation internationale évolue très rapidement apportant à la fois la confirmation des analyses de l'IC et faisant apparaître des traits nouveaux d'une très grande importance. La crise et la sortie de la période de "stabilisation relative" du capitalisme est dès 1929 une réalité éclatante indéniable. Cependant l'URSS connaît un développement sans précédent impulsé par le premier plan quinquennal, faisant du socialisme une alternative de plus en plus crédible pour un nombre croissant des masses à travers le monde. Après le succès du 1er plan quinquennal, une véritable guerre économique est déclenchée contre l'URSS (sabotage, freinage des importations, embargo et refus de crédits, campagne de dénigrement...). Et pourtant la crise des débouchés est telle qu'elle décuple la concurrence entre les pays impérialistes qui chacun cherche à maintenir son accès au marché Soviétique, seul marché ne connaissant pas la crise. Ainsi certains secteurs, comme celui des constructions mécaniques n'ont tenu que grâce à l'existence d'un dynamique marché Soviétique dans cette mer d'économies effondrées et désarticulées par la crise de 1929. C'est d'ailleurs là les deux raisons essentielles du non déclenchement de la guerre à ce moment: l'accès au marché Soviétique et la mobilisation du prolétariat mondial contre la guerre, y compris l'URSS dont la solidité et la force militaire et économique est un motif supplémentaire. C'est ainsi que dans chaque pays impérialiste, c'est dans l'exacerbation des contradictions inter-impérialistes que la solution de la crise est recherchée, en particulier dans les pays vaincus qui parce que manquant de colonies ressentent plus encore ce besoin de débouchés. Le Japon s'engage le premier dans la guerre en agressant en 1931 la Chine et en s'emparant des intérêts occidentaux dans ce pays. Seul l'URSS et l'IC soutiennent activement le peuple Chinois. Les puissances impérialistes inaugurent une nouvelle politique qui sera bientôt connue sous le vocable de "non-intervention". Celle-ci va connaître ses lettres de noblesse avec l'Allemagne Nazie dont l'essence consiste à pousser les puissances vaincus à rechercher des débouchés vers les colonies "libres" et dans une guerre contre l'URSS. Une autre caractéristique de la crise de 1929 est qu'elle ne connaît pas de reprise comme dans la crise classique de surproduction, mais débouche sur une longue période de dépression qui conduira d'ailleurs à une nouvelle crise économique en 1937. C'est une crise générale profonde et durable qui pousse toutes les bourgeoisies à accentuer la pression sur la classe ouvrière et les peuples opprimés et pour un nombre important d'entre elles à rechercher dans la dictature fasciste la solution à la crise. C'est surtout dans les pays

vaincus de la guerre impérialiste 14-18 qu'une telle perspective va se réaliser. Et en Allemagne dès 1932-33, les Nazis s'installent au pouvoir.

a) Le contexte et son analyse

La victoire du fascisme fut une sérieuse défaite de la classe ouvrière allemande avec comme conséquence : la dictature ouverte contre la classe et son parti, le développement sans précédent des tendances réactionnaires des démocraties bourgeoises et l'accroissement des organisations fascistes, l'accélération des menaces de guerres inter-impérialistes et/ou contre l'URSS. Deux questions centrales traversent le 7ème congrès : la lutte contre le fascisme et la lutte contre la guerre.

* LA LUTTE CONTRE LA GUERRE

Le 7ème congrès met en exergue le fait que *"la période de la crise économique mondiale et de la dépression d'un genre spécial fournit un exemple particulier de développement inégal ; elle nous montre les conséquences de cette inégalité du développement du capitalisme dans tous les domaines"* (discours d'Ercoli). Cette loi du développement mise en évidence par Lénine renforce les risques de guerre sur la base des contradictions inter-impérialistes à la fois dans le camp des vainqueurs de la guerre 14-18, mais aussi entre ces pays et les vaincus, ce qui débouche sur une rupture de l'équilibre imposé par le traité de Versailles ; Ercoli en parle en ces termes : *"Or il est important de noter qu'entre les puissances elles-mêmes, qui avaient imposé aux vaincus les traités d'après-guerre, les contradictions s'aiguisaient. Elles étaient en rivalité les unes avec les autres, et cette rivalité devait finalement faire sauter le système créé par les traités d'après-guerre"* (idem). La contradiction inter-impérialiste pour la conquête du plus de débouchés possible au détriment des concurrents, conduit chacun à exploiter encore plus son propre prolétariat afin de pouvoir se permettre le "dumping" nécessaire pour s'introduire dans les sphères d'influence des autres. Cette situation accroît donc la contradiction bourgeoisie-prolétariat. Le fascisme est la réponse dans certains pays de la bourgeoisie à l'exacerbation de cette contradiction. Le 7ème congrès poursuit en mettant en évidence trois traits nouveaux qui ont vu le jour depuis le 6ème congrès : *"Le puissant essor de l'URSS, l'attaque du militarisme Japonais en Extrême-Orient, la poussée du fascisme en Europe, et particulièrement en Allemagne"* (idem). Ces trois traits agissent de façon contradictoire et en interaction et de l'équilibre entre ces facteurs dépendra l'évolution des événements et l'orientation qu'aura la guerre à venir. Le développement impétueux de l'URSS à un moment où le monde entier est en crise, renforce son autorité internationale et sa politique de paix : *"Les relations entre l'Union Soviétique et les pays capitalistes sont entrés dans une phase nouvelle, dont les caractéristiques principales sont l'autorité croissante du pays de la dictature du prolétariat et sa politique de paix"* (idem). Ceci amène à un antisoviétisme dont le militarisme fasciste japonais et le nazisme allemand se servent pour obtenir un soutien dans la perspective promise d'une croisade anti-bolchevik. Dès lors le fascisme apparaît comme l'ennemi principal aux yeux du 7ème congrès : *"En concentrant le feu de notre lutte sur l'ennemi principal de la paix, sur le fascisme allemand — ce qui ne nous empêche pas de mener une lutte intransigeante contre "notre" impérialisme et contre les partis de guerre extrémistes dans les pays capitalistes qui sont liés au fascisme allemand — nous accomplissons notre rôle de défenseurs irréductibles de toutes les libertés et conquêtes de la classe ouvrière et des travailleurs et nous défendons les libertés nationales"* (idem). Ces propos datent de 1935 à un moment où de nombreuses bourgeoisies en opposition objective au fascisme allemand manœuvrent pour orienter ses velléités agressives vers l'URSS : *"La bourgeoisie réactionnaire anglaise estime pouvoir canaliser la poussée de l'impérialisme allemand et de l'impérialisme japonais, qui menace ses positions, dans la voie anti-soviétique (...). La bourgeoisie anglaise avec les concessions qu'elle fait et l'appui qu'elle donne aux instigateurs de guerre en Europe et en Extrême-Orient, rapproche l'explosion d'une nouvelle guerre mondiale dans laquelle l'empire britannique aussi sera entraîné inévitablement"* (idem). Ceci devrait faire réfléchir ceux qui adoptent facilement la haineuse campagne bourgeoise contre le pacte de non agression Hitler-Ribbentrop en 1939. Retenons pour l'instant que l'histoire confirmera totalement cette analyse du 7ème congrès en 1935, puisque la position de l'impérialisme français, à ce moment disposé à un accord avec l'URSS, résulte de la pression des masses, qui dès 1934 avaient écarté par une action

décisive la menace de prise de pouvoir par les fascistes français. La défaite du front populaire en 1937-38, va permettre à la bourgeoisie française de s'aligner sur la duplicité anti-soviétique de son homologue anglaise, brisant ainsi l'équilibre relatif qui va précipiter l'humanité dans la guerre.

Mais en 1935, le 7ème congrès se propose d'utiliser les contradictions inter-impérialistes pour renforcer le camp de la paix à la tête duquel se trouve l'URSS :

"Nous cherchions à utiliser toutes les différences existant entre les positions respectives des différentes puissances impérialistes. Nous devons savoir les utiliser dans l'intérêt de la défense de la paix, sans oublier un instant la nécessité de diriger l'attaque contre l'ennemi qui est dans notre pays, contre "notre impérialisme" (idem). Dès 1935, donc, le 7ème congrès divise les pays capitalistes en deux parties dépendamment de leur attitude objective vis-à-vis la guerre et la paix : "Nous voyons se dessiner de plus en plus clairement en Europe un groupe d'Etats capitalistes gouvernés et dirigés par les forces les plus belliqueuses et les plus réactionnaires, directement intéressés à un déclenchement rapide de la guerre en général, de la guerre contre l'URSS en particulier. Il s'est formé, d'autre part, un groupe de pays capitalistes, qui en majorité, ont conservé le régime parlementaire et qui sont plus ou moins intéressés à la sauvegarde de la paix" (idem). Ainsi en 1935, bien que définissant la guerre en préparation comme une guerre inter-impérialiste, le 7ème congrès n'en attire pas moins l'attention sur des traits particuliers qui étaient en développement et qui vers 1939 vont arriver à maturité faisant de la seconde guerre mondiale une guerre antifasciste et de libération.

* L'ANALYSE DU FASCISME

Dans un tel contexte, l'analyse du fascisme perçu comme ennemi principal s'avère d'une importance particulière. C'est à Dimitrov, après sa lutte héroïque au procès de Leipzig, de partir des analyses d'abord du 4ème congrès et des approfondissements du 6ème pour intégrer en le développant les éléments nouveaux apparus avec l'accession de Hitler au pouvoir. En effet la victoire du Nazisme en Allemagne avec la place et le poids économique de cette puissance permet d'unifier les forces les plus réactionnaires au plan mondial autour du grand capital allemand. Cette fraction du grand capital, dans tous les pays effrayée par l'essor de l'URSS, l'aggravation de la crise et l'ampleur des luttes de classe et des luttes des peuples opprimés, cherche dans la dictature fasciste et la suppression de tous droits et de toutes organisations de classe, la solution pour maintenir sa domination de classe. En 1928, le 6ème congrès avait noté que le fascisme et la social-démocratie étaient les deux moyens se renforçant mutuellement, par lesquels la bourgeoisie entendait pérenniser son pouvoir. L'attitude social-démocrate préférant Hitler à l'alliance avec les communistes, notamment en Allemagne, en était une preuve éloquent. Le 7ème congrès devait noter à son tour que la signification de la victoire des Nazis en Allemagne consiste dans l'abandon par la bourgeoisie réactionnaire au pouvoir de tout habillement démocratique, avec comme conséquence, non seulement la répression la plus féroce qui soit contre les communistes, mais aussi contre toutes les forces démocratiques : *"L'arrivée du fascisme au pouvoir, ce n'est pas la substitution ordinaire d'un gouvernement bourgeois à un autre, mais le remplacement d'une forme étatique de la domination de classe de la bourgeoisie — la démocratie bourgeoise — par une autre forme de cette domination, la dictature terroriste déclarée" (Dimitrov).*

Sans nous attarder sur le 7ème congrès, ce dernier congrès de l'IC préconise le front unique et le front populaire antifasciste dépendamment de la situation objective tout en attirant l'attention contre les déviations opportunistes de droite et de gauche de sa ligne que les autres congrès avaient déjà combattues.

b) Conséquences sur l'organisation

Le 7ème congrès se tient à un moment où le MCI avait beaucoup grandi, résultats des efforts de bolchevisation de l'IC depuis le 6ème congrès. L'IC passe ainsi de 65 partis en 1928 à 76 au 7ème congrès et de 3 millions 835.000 membres à 6 millions 800.000 en 1935. Toutefois *"le 7ème congrès mondial de l'IC constate de sérieuses lacunes dans le travail de certaines sections de l'IC :*

application tardive de la tactique du front unique, incapacité de mobiliser les masses pour des revendications partielles de caractère aussi bien politique qu'économique, incompréhension de la nécessité de la lutte pour défendre les restes de la démocratie bourgeoise, incompréhension de la nécessité de créer le front populaire anti-impérialiste dans les pays coloniaux et dépendants, dédain pour le travail dans les syndicats réformistes et fascistes et dans les organisations de masses des travailleurs créées par les partis bourgeois, sous-estimation de l'importance du travail parmi la paysannerie et parmi les masses de la petite bourgeoisie urbaine" (Résolution sur le rapport du CE — 7ème congrès). Ce sectarisme constituait un handicap empêchant les PC de se mettre à la tête des masses dans le combat revendicatif et antifasciste. Entre le 6ème congrès et le 7ème congrès, ce type d'erreur était un danger réel, alors que l'on a vu qu'au 5ème congrès l'accent avait été fortement mis sur l'opportunisme de droite. Les racines de ce gauchisme trouvaient leur source à la fois dans une réaction à la trahison des dirigeants sociaux-démocrates qui sabotaient les tentatives de réalisation du front unique surtout à la base, mais également dans la complexité et la rapidité de mutation des situations : "Le changement rapide de la situation, la croissance impétueuse du mécontentement des masses, l'accentuation du danger fasciste et de la menace de guerre obligeaient les communistes à modifier rapidement leurs appréciations de la situation, du rôle des différents partis, groupes ou personnes, à lancer en temps opportun des mots d'ordre adaptés à la nouvelle situation et les contraignaient à effectuer un formidable travail d'organisation. Dans l'accomplissement de ces tâches, les communistes furent bien souvent exemplaires. Pourtant leurs mots d'ordre retardaient parfois sur l'évolution politique rapide et complexe, ils n'appréciaient pas toujours d'une façon juste le rapport des forces de classe, ils persistaient parfois sur des mots d'ordre et sur des méthodes de lutte qui, encore justes peu de temps auparavant, se trouvaient déjà périmés dans une situation différente" (Rapport du CE - 7ème congrès). A partir d'un tel bilan concret des difficultés rencontrées, des modifications en matière d'organisation sont introduites afin d'y remédier : "Il est indispensable de changer les méthodes de travail et de direction de l'IC en tenant compte du fait qu'il est impossible d'avoir un rôle directeur depuis Moscou dans toutes les questions et envers ses 75 sections qui sont placées dans les conditions les plus diverses (partis dans les métropoles et les colonies, dans les pays hautement développés et dans les pays essentiellement paysans, partis légaux et illégaux, etc)" (Lettre de Dimitrov à la commission chargée de préparer le second point de l'ordre du jour du 7ème congrès — 01/07/1934). En plus de ce facteur, il y a le fait que la plupart des sections sont devenues de véritables partis de masses : "Un nombre de plus en plus grand de PC, qui, au moment du 6ème congrès mondial n'étaient encore que de simples groupes de propagande, commencent aujourd'hui à se transformer en partis de masse et à devenir des facteurs politiques importants dans leur pays. Dans tous les PC des grands pays, il s'est déjà formé des organismes dirigeants fidèles à nos principes et capables de résoudre de façon indépendante, en se basant sur les décisions de nos congrès et sessions plénières, les questions politiques et tactiques les plus complexes de leur pays" (Rapport d'activité du CE du 7ème congrès). C'est sur cette base que dans sa "résolution sur le rapport d'activité du CE, le congrès a décidé de concentrer la direction concrète de notre mouvement dans les sections elles-mêmes. Cela nous oblige de renforcer de toutes les manières le travail de formation et d'éducation des cadres, de consolidation des PC par de véritables dirigeants bolcheviks, afin que les partis, forts des décisions des congrès de l'IC et de ses sessions plénières de son CE, puissent, lors de brusques tournants dans les événements, trouver avec rapidité et par eux-mêmes une solution juste aux tâches politiques et tactiques du mouvement communiste " (Discours de clôture du 7ème congrès de Dimitrov). Concernant dorénavant le rôle du CE, il est décidé : "Le VIIème congrès mondial de l'IC invite le CE de l'IC :

a) A transférer le centre de gravité de son activité sur l'élaboration des orientations politiques et tactiques fondamentales du mouvement ouvrier international, à partir, pour résoudre toutes les questions, des conditions et particularités concrètes de chacun des pays, et à éviter, en règle générale, de s'immiscer directement dans les affaires internes de l'organisation des partis communistes..." (Résolution sur le rapport du CE). C'est donc dès 1935, qu'est décidé, devant la situation objective, les besoins concrets de la lutte de classe et les acquis du travail antérieur, la cessation de la direction centralisée de l'IC et des sections la composant et non en 1943, date de la dissolution de l'IC. C'est pour le même souci d'être au plus près des réalités et des nécessités du combat de classe qu'est modifiée l'organisation de l'Internationale Syndicale Rouge (ISR): "Je propose de réorganiser l'ISR. A

la suite de cette discussion, il faut proposer la réorganisation. Transférer à l'étranger le centre de gravité de l'activité de l'ISR, créer à l'étranger des centres qui feront la propagande, mèneront la lutte pour l'unité syndicale et appliqueront la ligne de classe du mouvement syndical à l'étranger. Et ici cet énorme appareil, cet énorme bâtiment de L'ISR doit être réduit, en n'y laissant qu'un petit centre, qui sera lié à l'IC et l'aidera dans son travail. Quand à l'édition et la propagande, elles doivent être concentrées dans les pays mêmes, plus près de la classe ouvrière des pays capitalistes" (Réunion du CE de l'IC du 11/03/1936). Ces transformations capitales dans l'organisation et la direction de l'IC, résultent de l'évolution de la situation qui se caractérisait par l'accroissement du développement inégal, de la diversité et la complexité des contextes nationaux, du besoin d'une adaptation rapide aux évolutions sans cesse accélérées des rapports de forces dans chacun des pays et au plan international, de la taille et maturité atteinte par les PC dans les grands pays capitalistes qui drainaient des millions et des millions de membres. A l'exemple des événements en France en 1934, où les masses spontanément, puis sous la direction du PCF ont stoppé net l'assaut et le coup d'Etat fasciste après avoir tiré les leçons de la prise de pouvoir par les Hitlériens en Allemagne un an plus tôt. Evidemment ces transformations et cette "décentralisation" de l'IC n'étaient en aucune façon un blanc sein donné au "libre" développement des déviations de droite et de gauche. L'IC n'a jamais cessé de bander ses forces pour lutter contre ces déviations, même si on sait que plusieurs partis, beaucoup plus tard vont tomber dans le révisionnisme. Mais dans l'immédiat, ces mesures vont surtout permettre au moment de la conflagration généralisée que partout les sections nationales de l'IC vont jouer le premier rôle et tenir la place décisive dans la lutte antifasciste, dans la résistance et dans l'instauration des Démocraties populaires dirigées par des PC dans les pays de l'Est. Les déviations de droite du PCF et du PCI (Italien) notamment, ne doivent pas nous masquer l'importance des victoires grâce aux tactiques justes de l'IC, émises par le 7ème congrès, qui conscient de tels risques en avait averti les sections : *"Inspiré de la résolution défaitre triompher cette ligne tactique et sûr que cette voie mènera nos partis à de grands succès, notre congrès a en même temps envisagé l'éventualité que l'application de cette ligne bolchevique dans la pratique ne se fera pas toujours sans encombre, sans erreurs, sans certaines déviations à droite ou à "gauche", déviation tantôt du côté de l'opportunisme et du suivisme, tantôt du côté de l'auto-isolement sectaire (...). Il ne peut y avoir de place, dans nos rangs pour les fractions et pour les intrigues fractionnelles. Quiconque essayera de violer l'unité de fer de nos rangs par une action fractionnelle quelconque, apprendra par lui-même ce que signifie la discipline bolchevique que nous ont toujours enseigné Lénine et Staline. Que cela serve d'avertissement aux quelques éléments qui, dans certains partis, pensent pouvoir profiter des difficultés de leur organisation, des blessures, des défaites et des coups de l'ennemi déchaîné..."* (Dimitrov, discours de clôture — 7ème Congrès). L'avertissement est clair, il se passe de commentaire et indique que l'IC n'a pas du tout sous-estimé les risques, mais les a pris en compte pour prendre ses décisions, qui auront permis au PC de prendre les initiatives en temps et en heure dans la lutte contre le fascisme.

c) La dissolution de l'IC

Sans nous étendre sur les événements qui séparent le 7ème congrès du déclenchement de la guerre, penchons nous sur la situation et le système de contradiction en 1943, date de la dissolution de l'IC.

La contradiction qui détermine toutes les autres et dont l'expression concrète et militaire est celle opposant par la guerre le camp fasciste et antifasciste. Le camp antifasciste n'a pas existé spontanément, mais résulte de l'échec des puissances impérialistes française, anglaise et américaine dans leur stratégie de canalisation de l'agression Hitlérienne vers l'Est, vers l'URSS. Rappelons en effet que malgré les propositions répétées de l'URSS et du Komintern (l'IC) sur la nécessité d'une politique commune de "sécurité collective" des "pays épris de paix", afin d'isoler les Etats fascistes des 1935, ces pays impérialistes ont tenté pendant près d'une décennie de s'entendre avec Hitler pour isoler l'URSS et orienter les visées du IIIe Reich vers cette dernière.

Ainsi en 1941, l'agression fasciste et la menace de sa domination sur le monde réalise de fait l'alliance de l'URSS, des pays impérialistes agressés et des peuples colonisés dans un seul même camp antifasciste. Ce changement qualitatif et momentané du système de contradiction se réalise au cours du

processus même des événements ou des retours en arrière sont possibles. Par exemple, lors de la guerre Russo-finlandaise, au moment de cette parodie de guerre que l'on appelle "drôle de guerre" entre d'une part l'Allemagne et d'autre part la France et l'Angleterre, c'est contre l'URSS que se développe les volontés d'agressions, notamment franco-anglaises, qui n'ont pas hésité d'y envoyer des troupes du côté finlandais, alors que l'URSS cherchait à renforcer sa capacité de défense contre l'inévitable agression Nazie. De même au fur et à mesure que les hitlériens subissaient des défaites à l'Est face à l'armée rouge, au fur et à mesure le système de contradiction évoluera vers ce que l'on appellera plus tard la "guerre froide". C'est-à-dire que l'opposition entre le socialisme et le capitalisme prenait le dessus sur l'alliance antifasciste... C'est aussi une évolution similaire que l'on peut observer entre les puissances impérialistes et les peuples opprimés. En 1943, c'est justement l'année du grand tournant de la guerre où avec la victoire décisive de Stalingrad, des retournements d'alliance sont envisagés sérieusement dans les chancelleries occidentales. L'impérialisme mondial prend de plus en plus peur du rapport de force en sa défaveur qui s'annonce pour l'après-guerre. Même la littérature bourgeoise est pleine de récits montrant la recherche effrayée d'une possibilité de retournement ou de rupture d'alliance. La question qui se posait dès lors au MCI et à l'URSS, c'était que faire pour qu'un tel projet ne puisse pas voir le jour. L'on sait, que dès la capitulation de Von Paulus, le Maréchal Hitlérien devant les portes de Stalingrad, les Nazis ont lancé une vaste campagne sur le thème du "rideau de fer qui tombe sur l'Europe" dans le but d'apeurer les impérialistes alliés avec l'URSS dans le front antifasciste. Le but de cette propagande de Goebbels était de briser le front antifasciste et de favoriser un retournement d'alliance. Dans cette agitation fébrile et affolée des Nazis, il désignait l'existence formelle de l'IC comme la "preuve" de leurs assertions sur la "cinquième colonne bolchevik manipulée par Moscou". Il fallait donc mettre en place tous les éléments permettant de renforcer la lutte antifasciste, qui avait comme principal but le renforcement des forces du socialisme et de la lutte des peuples opprimés.

Dans certains Etats capitalistes, la frayeur de la bourgeoisie était telle, qu'elle a choisi de s'allier avec les fascistes contre les communistes et la population luttant pour la libération. Dans d'autres Etats, c'est une partie significative de la bourgeoisie qui a fait le choix contraire. Dans la majorité des cas, la situation est plus complexe, la bourgeoisie se scindant en deux ou plusieurs fractions avec des choix divers. Comme on le voit, le système de contradiction est d'une grande complexité, évolue très vite et est d'une très grande mobilité dans un sens comme dans un autre selon les cas. En plus la situation de guerre à proprement parler rend impossible un système de direction centralisé de l'IC. C'est d'ailleurs ce que nous explique précisément la résolution relative à la décision de dissolution de l'IC prouvant du même coup la grande force idéologique que révèle le fait que l'IC ait prévu dès le 7^e congrès une telle possibilité et en ait tiré les conclusions organisationnelles adéquates : *"Déjà avant la guerre, il devenait plus évident de jour en jour que, devant la complication de la situation nationale et internationale de chaque pays, la direction des forces ouvrières par un seul centre international rencontrait des difficultés insurmontables. Les profondes divergences dans le développement des divers pays, le caractère hétérogène et souvent même contradictoire de leurs institutions politiques, la diversité des cadences de leur développement social et politique, les différences dans les degrés de conscience de classe et d'organisation de la classe ouvrière dans chaque pays, posent pour chaque pays, d'autres tâches et d'autres devoirs"* (résolution Mai 1943).

En effet, le 7^{ème} congrès en 1935 avait maintenu comme tâche au CE l'élaboration des orientations générales. Il avait été souligné que l'exécutif se rapproche des réalités concrètes des situations nationales, afin d'éviter que les orientations générales de l'IC ne soient un frein au développement du mouvement sur le terrain. Pour ce faire le 7^{ème} congrès avait adopté une série de décisions que nous rappelons: *"élaboration de commissions par grandes zones géographiques — mise en place de conseillers auprès de chaque comité central — séances plénières de l'exécutif plus régulières et plus nombreuses — augmentation du nombre des membres de l'exécutif afin que le plus grand nombre de pays et de partis soient représentés — demande aux PC d'envoyer à l'exécutif leurs cadres pour l'analyse de la situation de leurs pays"*. L'ensemble de ces mesures avait pour objet, après le transfert par le 7^{ème} congrès de la direction à chaque comité central, de se donner les éléments les plus nombreux possibles pour l'élaboration des orientations générales. Après le déclenchement de la guerre est mis sur pied des centres par zones de l'IC. C'est le cas du centre de Bruxelles tout le temps que ce

pays n'est pas touché par la guerre. Mais l'extension du conflit au monde rendait difficile, avec la chasse aux communistes et aux représentants de l'IC, le fonctionnement de ces centres. Les liaisons avec le Comité Exécutif de ces centres de zones devenaient de plus en plus intermittentes, de moins en moins régulières.

Objectivement, une direction, même élaborant les orientations générales devenait de plus en plus impossible et inefficace. Maintenir un tel centre dont l'existence était devenue toute formelle, c'était retarder sur la vie et dogmatiquement nuire à la tâche du moment de maintien et de renforcement de la lutte contre le fascisme.

Dès lors, chaque PC a été amené à faire le travail à partir des réalités concrètes au plan national. Les résultats en sont l'importance de premier plan de l'implication des PC dans la libération antifasciste de chacun des pays. Une telle implication des PC dans la libération antifasciste a été préparée par l'IC lors de son dernier congrès en 1935. Cette situation explique aussi l'existence des positions apparemment contradictoires sur l'analyse de la nature de la guerre à travers ses diverses phases et des tâches des PC. Les théoriciens bourgeois et trotskistes ont tenté de multiples fois de trouver les racines d'une divergence au sein du MCI en opposant, par exemple les positions de Dimitrov en 1939, caractérisant à ce moment la guerre comme anti-impérialiste, celle des différents PC la caractérisant à des moments différents de guerre antifasciste et celle de J.V. Staline en 1946 caractérisant la guerre d'antifasciste et de libération du début à la fin. La contradiction dans certains cas a pu être réelle, certains PC utilisant la dimension antifasciste de la guerre pour justifier leur opportunisme et d'autres persistant dans la caractérisation inter-impérialiste pour justifier leur sectarisme de gauche, alors que la situation exigeait un large front antifasciste. Mais ces cas sont limités, dans la majorité des cas, les PC se sont acquittés des devoirs qui leur incombaient dans la lutte pour la défaite de la bête immonde fasciste. Dans ces cas, l'apparente contradiction était le reflet de la diversité des situations concrètes dans lesquelles militaient les différents PC et l'impossibilité objective de rassembler les matériaux indispensables à l'élaboration de la ligne générale. C'est ce qu'explique la résolution de dissolution de l'IC : *"la guerre mondiale déclenchée par Hitler a encore accentuée les différences et a créé un profond abîme entre les pays de dictatures fascistes et les peuples libres réunis dans la coalition anti-hitlérienne. Tandis que dans les pays de bloc hitlériens, les ouvriers et les masses travailleuses ont pour tâches de préparer de toutes leurs forces la défaite de leur Etat, de saper de l'intérieur la machine de guerre hitlérienne et d'abattre leurs gouvernements fauteurs de guerres, les masses travailleuses de la coalition antihitlérienne ont le devoir sacré de soutenir de toutes leurs forces les efforts de guerre de leurs gouvernements afin d'écraser le plus tôt possible les puissances fascistes et d'assurer l'égalité des droits de tous les peuples. Il ne faut pas perdre de vue non plus que, dans certains pays, les antifascistes ont des tâches particulières. Ainsi dans les pays occupés par les fascistes hitlériens, les ouvriers et les masses travailleuses ont comme tâche l'organisation de la lutte armée contre l'occupant et sa transformation en guerre de libération nationale. En même temps l'union des plus larges masses populaires sans différence de parti, dans la lutte aux côtés des pays de la coalition antihitlérienne a montré que l'essor national et la mobilisation des masses par l'avant-garde ouvrière dans chaque pays peuvent être réalisés de la meilleure façon dans le cadre de chaque Etat en particulier (idem).* Quand au processus de la connaissance lié à l'absence de matériaux suffisants pour élaborer une orientation générale cernant en détail l'hétérogénéité croissante des situations, la question de la nature de la guerre montre les étapes suivantes :

- Le 7ème congrès analyse les tendances principales de la guerre en préparation comme une guerre inter-impérialiste, mais met en évidence déjà en 1935 des dimensions croissantes antifascistes.

- Au début de la guerre, les politiques de la "drôle de guerre" et les tentatives d'interventions coalisées franco-anglaises en Finlande contre l'URSS, semblent orienter le cours des choses vers une guerre contre le socialisme. C'est là, à coup sûr, la dernière péripétie de la politique de "non-intervention" franco-anglaise que l'invasion hitlérienne de la France va définitivement briser. Rappelons que l'avant-dernière péripétie de la duplicité des Etats capitalistes "démocratiques" est qu'au moment des négociations qui vont déboucher sur le "pacte de non-agression" proposé par Hitler et saisi par la

direction Soviétique, les pourparlers de Moscou sont menés par des délégués anglais et français sans réel pouvoir de décision.

- L'agression de l'URSS en 1941 et la formation de la coalition antifasciste permet de caractériser sans aucun doute possible la guerre comme étant antifasciste et de libération nationale.

Ce n'est qu'après la guerre et au regard de l'ensemble de l'évolution des différentes étapes du conflit, que suffisamment d'éléments sont réunis pour permettre de caractériser définitivement la seconde guerre mondiale comme une "guerre antifasciste et de libération nationale". Seuls les tenants de l'analyse subjective et éclectique ne parviennent pas à saisir que la pertinence d'une analyse découle de la prise en compte du maximum de facteurs matériels et objectifs. A ce niveau, il ne s'agissait plus seulement du fascisme dans les rapports intérieurs de classes d'un pays donné, mais de la tentative là bien réelle de mise en application du programme fasciste d'hégémonie mondiale et d'"éradication du bolchevisme mondial". Il ne s'agissait plus seulement d'une lutte inter-impérialiste pour les colonies et les zones d'influences comme en 1914-18, mais bien de transformer tous les peuples du monde, y compris les autres puissances impérialistes de la coalition antifasciste, en valets soumis à la domination du IIIème Reich. En 1943, le Comité exécutif de l'IC avait donc cessé d'être en mesure de fournir les orientations générales dont le 7ème Congrès l'avait chargé, non par trahison ou par défaillance, mais par impossibilité objective due à la guerre. La mission confiée par le dernier Congrès de l'IC au CE était devenue caduque parce que matériellement et objectivement impossible.

d) La dissolution de l'IC : une décision juste et opportune

Aux raisons avancées ci-dessus, il faut en avancer une autre. C'est le travail antécédent de l'IC avec la formation de cadres compétents, qui a permis que la plupart des PC ont suppléé à l'inexistence d'orientations générales, par des élaborations justes répondant aux besoins de l'heure, comme l'atteste le fait que la plupart des PC ont été à la tête de la résistance antifasciste. Que certains des PC connurent des déviations droitières importantes, comme le stigmatise la réunion de constitution du Kominform en 1947, n'enlève en rien ce constat à la gloire du MCI. Continuer à vouloir maintenir une forme d'organisation périmée du MCI avec un centre dans l'impossibilité de mener à bien sa tâche, c'était se condamner par dogmatisme puéril à desservir, non seulement les besoins concrets des luttes dans chaque pays, mais aussi à l'échelle internationale la lutte pour l'écrasement du fascisme : *"Les communistes fidèles aux enseignements créateurs du Marxisme-Léninisme n'ont jamais été partisans du maintien, à tout prix, des formes d'organisations périmées. Ils ont toujours subordonné les formes et les méthodes d'action aux intérêts politiques fondamentaux de l'ensemble de la classe ouvrière et aux particularités concrètes de la situation historique donnée ainsi qu'aux tâches qui en découlent. Ils se rappellent, l'exemple de Karl Marx, qui, après que l'Association Internationale des Travailleurs eût rempli ses tâches ayant comme résultat la création de partis ouvriers nationaux de masse, n'a pas hésité à dissoudre cette première Internationale. Partant de ces considérations et tenant compte du fait de la croissance et de la maturité des partis communistes et de leurs cadres dirigeants dans la plupart des pays, et considérant que les conditions de la guerre actuelle mettent à l'ordre du jour la dissolution de l'IC comme centre dirigeant du mouvement ouvrier, le présidium du CE de l'IC, empêché par les circonstances créées par la guerre mondiale de convoquer un Congrès mondial, se permet de soumettre aux sections de l'Internationale la proposition suivante..."* (Idem). La référence à la première Internationale n'est pas anodine. Elle reflète le fait que l'IC est consciente que certaines sections, certains communistes s'appuient sur la nécessité du front antifasciste pour justifier des déviations opportunistes de droite. Le Kominform critiquera très sévèrement trois des plus importantes sections de l'IC pour de telles déviations : les PC américain, italien et français. Sur la procédure de dissolution, point n'est besoin d'argumenter plus sur l'impossibilité de réunir au cours de la guerre toutes les sections en Congrès. Au total, 31 sections ont approuvé la dissolution de l'IC et aucune opposition ne s'est exprimée et le reste des sections n'a pu faire parvenir sa position à cause justement des conditions de guerre. C'est donc une décision démocratiquement prise.

Reste la question du moment de la dissolution, puisqu'elle avait pratiquement cessé d'exister depuis plusieurs années.

Outre la nécessité d'éviter que certains déviationnistes n'utilisent la popularité et l'autorité de l'IC au sein des peuples et du prolétariat mondial pour justifier leur opportunisme grandissant — nous pensons aux premiers balbutiements de l'Eurocommunisme, du Titisme... — c'est dans le contexte et les enjeux de la situation objective de 1943 qu'il faut en chercher les causes. C'est l'année de la victoire historique de l'armée rouge à Stalingrad. C'est le grand tournant de la guerre qui met fin aux espoirs Nazi et constitue la première défaite des allemands depuis l'avènement d'Hitler et sa marche triomphale vers la conquête du monde. Cette victoire a surpris non seulement les Nazis, qui pensaient en finir assez facilement avec le bolchevisme, mais elle a aussi pris de court les alliés impérialistes antifascistes de l'URSS. Elle les a confrontés aux implications éventuelles d'une victoire possible de l'URSS. L'Allemagne Nazie comprend dès lors l'impossibilité d'un combat sur deux fronts à la fois et tente de parvenir à un accord avec les USA et les Anglais. Au fur et à mesure que se développait la contre-offensive Soviétique, une formidable campagne de propagande animée par Goebbels était déclenchée dont le but était de rompre l'alliance antifasciste. Les thèmes de cette campagne portaient sur le "rideau de fer qui tombe sur l'Europe", l'appel au "Combat pour les libertés démocratiques et l'indépendance des peuples d'Europe", le danger ou la menace du "totalitarisme et de la barbarie bolchevik" etc... On retrouve là tous les thèmes largement repris par l'Occident impérialiste et la néo-bourgeoisie soviétique qui vient de déboucher avec la Perestroïka Gorbatchévienne sur la contre-révolution de "velours". L'existence même formelle du Komintern devenait la "preuve", dans cette propagande Nazie, du fameux "péril rouge". Une telle calomnie reçut un certain écho dans les pays de l'alliance antifasciste, lesquels déjà se posaient la question des conséquences incalculables pour leurs intérêts de classe, d'une éventuelle libération de toute l'Europe par l'armée rouge. Une fraction de la bourgeoisie américaine et anglaise paniquant devant une telle perspective, se mit à reprendre les insinuations des fascistes. Ainsi le New York Times du 14 février 1943 écrivait : *"Lentement et inexorablement, les armées russes continuent d'avancer vers l'ouest (...). Ces armées suscitent dans bon nombre d'esprits des interrogations qui fournissent un terrain fertile à la propagande nazi de dernière heure, laquelle agite l'épouvantail de la domination bolchevik sur l'Europe"*. Suite à de telles interrogations, de véritables provocations plus ou moins ouvertes furent montées par les alliés américains et anglais de l'URSS, notamment, à propos de la promesse de l'ouverture du second front. L'URSS supportait, à cette époque, seule tout le poids essentiel de la guerre en Europe. Ce second front européen devait être le débarquement en France des troupes anglo-américaines. Initialement prévu d'abord en 1942, puis en 1943, il ne fut exécuté qu'en 1944 : *"Il est inutile de dire que le gouvernement soviétique ne peut s'accommoder d'une telle méconnaissance des intérêts fondamentaux de l'Union Soviétique dans la guerre contre l'ennemi commun. Vous m'écrivez que vous comprenez parfaitement mon désappointement. Je dois vous dire qu'il ne s'agit plus d'un simple désappointement du gouvernement soviétique. Il y va de la confiance envers nos alliés, confiance qui est soumise à lourde épreuve. Il ne faut pas oublier qu'il s'agit de sauver la vie de millions d'hommes dans les régions occupées de l'Europe occidentale et de la Russie et de diminuer les sacrifices énormes des armées soviétiques, sacrifices à côté desquels les sacrifices anglo-américains apparaissent comme peu importants"* (lettre de Staline à Churchill du 24 juin 1943). On ne répétera jamais assez que ce sont les peuples de l'URSS et l'armée Rouge qui ont payé le plus lourd tribut dans la guerre contre la barbarie Nazie. Les 23 à 30 millions de morts Soviétiques auraient été moins nombreuses, si les alliés occidentaux avaient respecté leurs engagements d'ouvrir le second front en France dès 1942. En lieu et place, dès le 15 avril 1943, le gouvernement polonais en exil à Londres, lançait brusquement une campagne de presse antisoviétique, en écho à la campagne Nazi reprise par la presse britannique, attribuant le "massacre de Katyn" à l'URSS : *"Dans mon message du 21 avril (1943) au sujet de la rupture des relations avec le gouvernement polonais, je pars du fait que la campagne antisoviétique, commencée le 15 avril (1943) dans la presse par les polonais, aggravée d'abord par la déclaration du ministre polonais de la défense nationale et ensuite par la déclaration du 17 avril (1943) du gouvernement polonais, n'a rencontré, aucune opposition à Londres, et qu'en outre le gouvernement soviétique n'avait pas été averti de la campagne antisoviétique en préparation du côté polonais, bien qu'il soit difficile d'imaginer que le gouvernement britannique n'ait pas été informé de la campagne projetée"* (lettre de Staline à Churchill du 4 mai 1943). Signalons que tout ce branle bas antisoviétique

fait suite à la victoire de Stalingrad. A cette duplicité et fourberie évidente, s'ajoute la décision américano-anglaise de fin mars 1943, de ne plus envoyer par Mourmansk, les convois d'armements promis à l'URSS : *"J'ai reçu votre message du 30 mars me communiquant la nécessité où vous êtes, ainsi que M. Roosevelt, de supprimer les départs des convois pour l'URSS jusqu'en septembre. Cette décision inattendue signifie une diminution catastrophique de la livraison à l'URSS des matières premières stratégiques et de l'armement par la Grande Bretagne et les USA..."* (lettre à Churchill du 2 avril 1943). En 1942, sur les 240 divisions allemandes, 179 combattaient sur le front de l'Est contre l'URSS, auxquelles il faut ajouter les troupes alliées à l'Allemagne nazie dont des divisions de l'Espagne franquiste qui n'étaient pas officiellement en état de guerre et qui avait conservé des relations diplomatiques avec les USA et l'Angleterre. Au total donc, il y avait 240 divisions qui menaient la guerre contre l'URSS, alors que face à l'"opération Torch" en Afrique du Nord, il y avait seulement 4 divisions allemandes et 11 italiennes. La deuxième campagne des troupes anglo-américaines était un prolongement de l'"opération Torch" en Sicile puis en Italie. Le débarquement en Italie fut réalisé sans véritables combats parce que des arrangements avaient eu lieu et seules des troupes italiennes furent immobilisées et se rendirent sans opposition sérieuse. En fait, des négociations avaient été entamées dès l'annonce de la victoire de

Stalingrad et les offensives de l'armée rouge qui avaient détruites 10 divisions italiennes. Les fascistes italiens furent visités par le Cardinal Francis Spellman de New York en février 1943. Une entente fut contractée entre le Vatican, les USA et les fascistes italiens pour arrêter Mussolini et la formation d'un gouvernement fasciste qui devait capituler ensuite en facilitant la pénétration des troupes anglo-américaines en Italie : *"Ce serait une erreur grave de briser toute la structure et l'expression de l'appareil d'Etat italien au moment où ce dernier est flexible, souple et dans des conditions formatrices pour les puissances qui lui viennent en aide, l'Angleterre et les Etats-Unis"* (déclaration de Churchill devant la Chambre des Communes) et d'ajouter dans une autre déclaration que *"si le cadre de la monarchie et du conservatisme, représenté par des hommes comme Badoglio, venait un jour à disparaître, l'Italie se tournerait rapidement vers la révolution communiste"* (Churchill - cité dans W.H. Me Neil, *America, Britain and Russia : Their co-operation and conflict*). Cette duplicité des alliés de l'URSS était relatée dans un mémorandum du conseiller de Roosevelt en août 1943, William C. Bullitt, qui l'avisait d'une "catastrophe politique" en Europe suite au désastre Nazi devant Stalingrad. W.C. Bullitt y déclarait que la conquête hitlérienne de l'Europe était *"une menace intolérable à nos institutions libres"*, mais il y affirmait aussi que *"la domination de l'Europe par la dictature communiste de Staline serait une menace aussi grande"*. On voit là l'origine de la campagne "Staline = Hitler". Le général Américain Marshall qui a donné son nom au "plan Marshall" suggérait dès août 1943 d'agir à partir de la position suivante : *"Dans l'éventualité d'un succès principalement en faveur des Russes... les Allemands pourraient faciliter notre pénétration dans le pays pour repousser les Russes"*. Et c'est cela qui est devenu la pierre angulaire de la politique des USA et de l'Angleterre en 1943: laisser l'URSS supporter seule tout le poids de la guerre dans le but qu'elle sorte le plus affaibli possible de cette terrible épreuve. Tout le calcul cherchait un rapport de force défavorable à l'URSS au sortir de la guerre, car après la défaite Nazie lors de la gigantesque bataille de Koursk au cours de cette même année 1943, l'issue victorieuse pour l'URSS ne faisait plus aucun doute : *"Si la bataille de Stalingrad annonçait le déclin de l'armée fasciste allemande, la bataille de Koursk l'a placée devant une catastrophe"* (Staline - Tome XIV).

Au regard de toute cette fourberie et des besoins de la lutte antifasciste, le moment de la dissolution de l'IC apparaît judicieux et opportun. C'est d'ailleurs ce qu'exprime J.V. Staline lui-même à l'agence Reuter le 28 mai 1943 : *"La dissolution de l'IC est sage, car, a) elle met en évidence le mensonge des hitlériens qui affirment que 'Moscou essaie de s'immiscer dans la vie des autres nations pour les bolcheviser'. Maintenant on a mis fin à cette calomnie, b) elle met en évidence la calomnie des adversaires du communisme au sein du mouvement ouvrier qui affirment que les Partis Communistes des divers pays agissent non dans l'intérêt de leurs peuples, mais obéissent à des ordres étrangers. On a également mis fin à cette calomnie, c) elle facilite l'activité des patriotes dans les pays épris de liberté afin d'unir les forces progressistes de leurs pays respectifs, sans distinction de partis, ni de croyances religieuses, dans un camp unique de libération nationale afin de développer la lutte contre le fascisme, d) elle facilite l'activité des patriotes de tous les pays afin d'unir tous les peuples épris de*

liberté dans un seul camp international de lutte contre la menace de domination du monde par l'hitlérisme... "

C'était la plate-forme soviétique contre la campagne hitlérienne cherchant à briser l'alliance antifasciste, mais aussi contre les manœuvres qui voyaient le jour chez les alliés bourgeois impérialistes de l'URSS. C'était le programme soviétique de ralliement des peuples à la lutte conséquente contre le fascisme. En 1939, le monde ne ressemblait pas tout à fait à celui d'aujourd'hui, même si avec la défaite de l'URSS et du socialisme, quelques comparaisons sont encore possibles, notamment la résurrection du fascisme en Europe. L'Allemagne était hitlérienne ; l'Autriche était fasciste; le fascisme avait triomphé en Italie, en Espagne, en Tchécoslovaquie, en Roumanie, en Hongrie, en Yougoslavie, en Bulgarie, en Pologne, en Finlande. Hitler déclenche son "Blitzkrieg" et s'empare de toute l'Europe à l'exception de la Suisse et de l'Angleterre, réduite à son île et subissant des bombardements en règle. Puis utilisant toute la base infrastructurelle (économique et militaire) et le potentiel de tout le continent Européen, il se lance dans un assaut dont la brutalité est sans équivalent dans l'histoire contre la patrie des ouvriers et paysans. Le Japon, de son côté, s'était lancé dans un programme de conquête militaire du continent asiatique. Alors, si l'on garde en tête les circonstances réelles et concrètes de la guerre et plus particulièrement celles de 1943, il apparaît clairement que le maintien "artificiel" d'une forme d'organisation devenue périmée ne peut être que l'exigence d'éléments dogmatiques au plus atteint de la "maladie infantile" ou complètement en désaccord avec le caractère antifasciste et de libération nationale de la seconde guerre mondiale. Une telle exigence ne pouvait que faire le jeu des hitlériens et des impérialistes qui cherchaient à rompre le front antifasciste. Le programme d'écrasement des fascistes était la tâche fondamentale de l'heure et le principe de la "soumission des intérêts particuliers et locaux aux intérêts généraux du mouvement" était la pierre angulaire de la politique communiste.

5. Où cherchons-nous des explications ?

Toute la littérature bourgeoise et impérialiste cite Trotski sur la dégénérescence de l'URSS en Etat "bureaucratique-totalitaire" et "nationaliste" et la transformation parallèle de l'IC en "instrument servant les intérêts nationaux" de l'URSS. Trotski n'est jamais remis en question et des multiples versions de ses "théories" ont été et sont véhiculées par les formidables moyens de la bourgeoisie internationale. Khrouchtchev est l'autre personnage qui fut utilisé par les impérialistes et les Trotskistes pour accréditer toute la campagne anti-communiste qui n'a cessé de déferler ces quatre dernières décennies depuis l'avènement des révisionnistes au pouvoir en URSS. Avant et pendant la seconde guerre mondiale, il y avait une sympathie réelle et toujours croissante pour les formidables réalisations de l'URSS et l'autorité et le prestige du MCI connaissait un plein épanouissement.

C'était la période où le mouvement ouvrier et la lutte des peuples opprimés comptaient.

Mais avec la "guerre froide", l'impérialisme a embauché les anciens nazis, les a protégés pour les utiliser avec les Trotskistes et la social-démocratie dans sa croisade contre le communisme. Cette croisade reçut un écho désorganisateur avec la victoire des révisionnistes Khrouchtchéviens dans le PCUS dans les années 50. L'offensive idéologique et subversive de l'impérialisme trouva un allié "crédible" chez le révisionnisme et les Eurocommunistes déstabilisant le MCI et laissant libre cours au développement des déviations de droite et de gauche tant combattues par l'IC. Si l'on prend la peine d'étudier de près ces déviations opportunistes l'on peut se rendre compte qu'elles n'ont pas surgi comme par enchantement de la "cuisse de Jupiter". Elles sont les produits directs de l'offensive de l'impérialisme et de la bourgeoisie mondiale depuis les premiers pas de la dictature du prolétariat et du pouvoir des Soviets en URSS.

Nous sommes à une période historique où la contre-révolution temporairement victorieuse cherche à criminaliser le communisme et à discréditer le socialisme. Pour y arriver, tout est bon : l'idéologie social-démocrate, le trotskisme, l'idéologie fasciste dans ses multiples formes, le libéralisme, le nationalisme bourgeois... Il s'agit d'éloigner à tout jamais la classe ouvrière et ses alliés (peuples

opprimés, paysans) de son idéologie de classe et de la contribution historique des générations communistes et ouvrières qui réalisèrent les prouesses du passé.

Devant une telle situation, nous avons un choix à faire. Nous pouvons demeurer confus et trouver les prétextes les plus futiles pour ne rien faire et crier avec les loups ou encore se renier honteusement comme beaucoup le font de nos jours. Ou nous pouvons et devons accepter de jeter un regard en arrière en dépit de la complexité de ce qui est arrivé et nous dire : si nous sommes en si mauvaise posture aujourd'hui, à quel moment étions nous, à quel moment le mouvement ouvrier et populaire, à quel moment la lutte de classe révolutionnaire et celle des peuples opprimés étaient ils en meilleure position ? Et pourquoi étions nous dans une telle position favorable ? Alors si la théorie est autre chose qu'une somme de formules abstraites apprises par cœur, si la théorie est plutôt l'expérience du prolétariat international et des peuples opprimés dans leurs luttes pour la libération et le socialisme, si la théorie est la somme des leçons de cette expérience, il est grand temps de s'approprier ces leçons.

La situation actuelle de contre-révolution mondiale est très sérieuse. Nous ne pensons pas que l'on puisse retourner celle-ci en un tour de main et passer immédiatement à la contre-offensive. Mais à celles et ceux qui sont de notre combat de classe, nous disons qu'il y a qu'une façon d'y parvenir : c'est de se réapproprier les positions du prolétariat international dont le premier acte est de se réapproprier les leçons et l'expérience théoriques et pratiques accumulées par le mouvement ouvrier et communiste mondial, telle que synthétisées et mises en pratique par K. Marx, F. Engels, Lénine, le PC (b) US, le Komintern (l'IC) et le Kominform... Nous devons nous servir et nous appuyer sur ces acquis afin de vaincre le révisionnisme plutôt que de succomber devant l'offensive bourgeoise trotskiste dont le but est de décapiter la conscience révolutionnaire de classe du prolétariat international et d'empêcher la réorganisation de son avant-garde politique et idéologique.

Notre programme de revendication socio-économique et la lutte pour la révolution socialiste

(Georges Moreau)

Dans cet article j'aborde le problème de la relation entre le programme social et économique du PTB d'une part, la lutte pour le socialisme d'autre part. Le premier est-il un programme "immédiat" et le second un programme "à long terme" ? Dans quelle mesure la lutte pour le programme économique crée-t-elle les conditions de la lutte pour la révolution socialiste ? Les revendications du programme économique sont-elles réalisables sous le capitalisme ? A quelles conditions ?

Dans de nombreuses luttes sociales, le Parti du Travail de Belgique avance un programme de revendications économiques et sociales qui est résumé dans le slogan "faites payer la crise aux riches".

Ce programme comporte avant tout un volet budgétaire et fiscal qui vise à opérer une redistribution des revenus au profit des finances de l'Etat et des travailleurs et au détriment des détenteurs de capitaux, des entreprises, des institutions financières et des ménages à hauts revenus (voir annexe). Le programme économique du PTB comprend également un volet "emploi". Sa revendication principale est l'introduction générale et obligatoire de la semaine de travail de 32 heures, avec maintien intégral du salaire direct et indirect (cotisations sociales) et avec obligation d'embauché compensatoire pour les entreprises. Les autres volets du programme économique et social concernent des secteurs spécifiques, comme la sécurité sociale, les services publics, les entreprises publiques, le secteur dit non-marchand, l'enseignement, les finances communales, etc. Par la suite, lorsque nous parlerons de "programme économique", nous viserons surtout le plan budgétaire en six points et les 32 heures. **(1)**

La diffusion de ce programme a rencontré un grand succès, dont témoignent les nombreuses réactions favorables qui nous sont parvenues. Lors des actions et des grèves de l'automne 1993, contre le nouveau "pacte social" puis contre le "plan global", les revendications avancées par le parti ont non seulement connu une importante diffusion, elles ont également contribué directement à renforcer le mouvement et à l'unifier. Beaucoup de travailleurs ont pu reconnaître leurs propres aspirations dans le programme et dans l'action du PTB ; ils ont pu voir que ce parti était le seul à leur proposer un programme global, cohérent et répondant à toutes leurs attentes. Ceci a considérablement renforcé le crédit et l'autorité du parti auprès des masses comme auprès de nombreux syndicalistes.

Confusion et opportunisme

Pourtant, en faisant le bilan de notre travail dans ce mouvement et également, plus tard, dans les campagnes électorales de 1994, nous avons constaté qu'il existait, au sein de notre parti, une tendance à se réfugier derrière le programme économique pour escamoter notre stratégie fondamentale, à savoir la révolution socialiste. Cette manifestation de l'opportunisme a été facilitée par un manque de clarté et des erreurs au niveau des textes venant du sommet. Tantôt notre journal, Solidaire, qualifiait le programme budgétaire en six points d' "alternative anti-crise du PTB" ; mais ailleurs on y lisait que "il n'y a qu'une issue à la crise : le socialisme". En tête d'un tract nous écrivions "Il y a une solution à vos problèmes : faites payer les riches" ; mais un peu plus loin nous affirmions que "la seule solution, c'est le socialisme". Dans ces conditions il ne faut pas s'étonner si le doute et la confusion s'installent chez les militants. Et très vite, l'opportunisme ne manque pas de s'engouffrer dans ces failles.

L'objectif de ce texte est de corriger ces erreurs d'interprétation, de situer correctement notre programme économique dans la stratégie de la révolution socialiste.

La théorie des étapes, antichambre du réformisme chez Emile Vandervelde

Dans l'utilisation ou l'interprétation du programme économique, la déviation opportuniste consiste en ceci : on considère que le programme minimum correspond à "l'étape actuelle" du mouvement historique, alors que la révolution socialiste correspondrait à une autre étape, nécessairement ultérieure. Maintenant on se bat pour "faire payer les riches" ; le socialisme, ce sera pour plus tard. Il ne faut donc pas trop en parler maintenant, car les conditions objectives ne sont pas mûres et les masses ne sont pas prêtes. C'est la théorie des étapes.

Cette théorie révisionniste mène en fait tout droit au réformisme. Celui-ci nie la nécessité d'une révolution pour parvenir au socialisme; il remplace la révolution par une succession de réformes, de petits pas qui nous rapprocheraient progressivement du socialisme. Mais le réformisme finit toujours par substituer la réforme elle-même à l'objectif: pour le réformiste, le socialisme s'identifie au capitalisme "en voie de réforme".

Pour illustrer le glissement de la théorie des étapes vers le réformisme pur et simple, rien ne vaut l'exemple d'un grand expert en la matière: Emile Vandervelde. En 1923, six ans après la victoire de la Révolution d'Octobre en Russie, le chef du Parti Ouvrier Belge publiait l'important ouvrage "Faut-il changer notre programme ?". Dans l'avant-projet de programme qu'il y propose, Vandervelde distingue un "programme général" et un "programme minimum". Le programme général prévoit la "conquête du pouvoir par les travailleurs organisés en parti de classe" afin de réaliser la "socialisation de la propriété capitaliste : appropriation collective des moyens de production et d'échange (...) ; substitution au régime de la production pour le profit, de la production en vue de la satisfaction directe des besoins individuels et sociaux". (2) Bref, Vandervelde semble bel et bien prôner le socialisme.

"Programme d'application immédiate"

Le programme minimum, que Vandervelde intitule également "programme d'application immédiate", prévoit, sur le plan économique, un "prélèvement sur le capital pour rembourser la dette", le

"renforcement des taux et de la progression des impôts sur les revenus", la "nationalisation des commerces et industries suffisamment concentrées" (transports, banques, mines), la "réglementation du contrat de travail" et les "assurances sociales" — nous parlerions aujourd'hui de sécurité sociale. (3)

A première vue, ce programme est fort semblable à celui qu'avance aujourd'hui le PTB. Cependant, l'appellation "programme d'application immédiate" doit nous mettre la puce à l'oreille. Vandervelde imagine-t-il que ces revendications seront obtenues du jour au lendemain ? Non, il sait bien que la plupart impliquent de durs et de longs combats. Quand Vandervelde dit que son programme minimum est d' "application immédiate" il veut simplement indiquer pour quelles revendications le parti doit se battre actuellement. Mais qu'a-t-il donc besoin de préciser son intention de se battre *maintenant* pour son programme minimum... si ce n'est pour faire comprendre qu'il ne se battra *pas maintenant* pour son "programme général" ?

Dans le long exposé des motifs qui précède le projet de programme, Vandervelde précise pourquoi il en est ainsi : "Dans l'état actuel de préparation du prolétariat et de 'maturation' des formes sociales nouvelles, il ne peut être question d'effectuer (...) le passage brusque du régime capitaliste au régime socialiste. Pareille révolution ne peut être que l'aboutissement d'un immense effort préalable des travailleurs, pour réaliser l'ensemble des conditions politiques, morales et intellectuelles, qui la rendront possible". (4) Le prolétariat n'est pas prêt pour la révolution dit Vandervelde. Soit. Va-t-il donc s'atteler à la dure tâche de l'y préparer ? Non, ici l'état de préparation et de maturation ne sont que des prétextes pour *ne jamais* faire le "passage brusque du régime capitaliste au régime socialiste". En "attendant" que les conditions soient mûres — elles ne le seront jamais puisqu'on n'y travaille pas — , on va se contenter d'arracher les réformes du programme minimum, devenu programme immédiat.

De "plus tard" à "plus jamais"

Vandervelde va encore plus loin lorsqu'il affirme que la *réalisation* du programme minimum est une étape préalable indispensable pour parvenir au socialisme.

"La croissance des syndicats, dit-il, l'extension des contrats collectifs, l'établissement du droit de regard des travailleurs, l'amplification du contrôle ouvrier jusqu'au seuil de la socialisation des industries, en même temps que le développement des 'économies mixtes', la transformation des régies bureaucratiques en régies sociales, la multiplication de toutes les formes du travail associé, le progrès des lois ouvrières, ne nous apparaissent pas seulement comme des résultats ayant leur valeur propre. Ils constituent en outre les éléments et les conditions préalables de la transformation radicale du régime de propriété et de production". (5)

En réalité, Vandervelde est évidemment profondément hostile à toute idée de révolution socialiste. Les soixante-dix pages de fiel qu'il crache sur la révolution bolchevique au début de sa brochure ne laissent planer aucun doute à ce sujet. Mais chez les éléments les plus conscients de la classe ouvrière, les thèses marxistes ont une forte audience en 1923. Aussi doit-il être prudent. Il commence par dire qu'il désire la révolution, mais qu'elle n'est pas mûre. En attendant, on va donc essayer d'obtenir des réformes. Mais il sait qu'on risque de lui demander : pourquoi ne travaillerions-nous pas plutôt à préparer les conditions d'une révolution ? Vandervelde évite cette question en affirmant que les réformes — et non la *lutte* pour les réformes, remarquez la nuance — constituent une étape préalable, indispensable à la révolution.

Enfin, Vandervelde peut porter l'estocade finale. En fait, dit-il, la révolution sera inutile, car nos réformes transforment déjà, de façon révolutionnaire, la société capitaliste. "Nous sommes au plein de la révolution qui est en train de s'accomplir. (...) Partout, en effet l'absolutisme patronal est en baisse ; la puissance organisée des travailleurs devient plus efficace". A quoi bon encore parler d'une révolution, au sens bolchevik du terme, puisque nous avons "cette évolution, cette marche au socialisme". (6) Ainsi, la succession de réformes ne prépare plus seulement la révolution, elle est la

révolution même. Pour Vandervelde, la réforme du capitalisme c'est déjà le passage — progressif — au socialisme.

Le commentaire suivant de Staline s'applique avec pertinence au discours d'Emile Vandervelde et de tous ceux qui l'ont suivi dans sa voie : "Pour le réformiste, la réforme est tout ; le travail révolutionnaire, lui, n'est là que pour l'apparence, pour en parler, pour jeter de la poudre aux yeux. C'est pourquoi, avec la tactique réformiste, dans les conditions du pouvoir bourgeois, une réforme devient de façon inévitable un instrument de renforcement de ce pouvoir, un instrument de désagrégation de la révolution". '

Le programme minimum chez Lénine en 1905

Certains objecteront peut-être que Lénine distinguait lui-même des étapes dans la marche vers le communisme. En 1905, alors que la Russie est secouée par une vague révolutionnaire, Lénine indique dans l'ouvrage "Deux tactiques" quelles sont les tâches de la social-démocratie à l'égard de la constitution d'un gouvernement révolutionnaire provisoire. A première vue on pourrait être frappé par la similitude des thèses et des formules de Vandervelde et de Lénine. Écoutons ce dernier : "Nous devons exposer le programme d'action de ce gouvernement, programme conforme à la situation historique objective et aux tâches de la démocratie prolétarienne. Il s'agit là de tout le programme minimum de notre parti, programme des transformations politiques et économiques immédiates, parfaitement réalisables, d'un côté, sur le terrain des rapports économiques et sociaux actuels, et nécessaires, d'un autre, pour faire un nouveau pas en avant, pour réaliser le socialisme (...) Le degré de développement économique de la Russie (condition objective) et le degré de conscience et d'organisation des grandes masses (conditions subjective indissolublement liées à la condition objective) rendent impossible l'émancipation immédiate et totale de la classe ouvrière (...) La révolution en cours n'est pour nous qu'une première étape qui sera suivie d'une seconde". (8)

Lénine est très clair : il faut *d'abord* réaliser le programme minimum, entièrement et éventuellement en participant à un gouvernement provisoire. Ensuite et à cette condition seulement, on pourra passer à l'étape suivante: la révolution socialiste. Où est donc la différence entre Vandervelde et Lénine ? Pour la comprendre, il nous faut mieux cerner la nature des "étapes" et du "programme minimum" de Lénine.

Une révolution bourgeoise

En 1905, la Russie est un pays dominé par l'autocratie féodale tsariste, soutenue par une fraction monarchiste-libérale de la bourgeoisie. La classe la plus nombreuse est une paysannerie arriérée. L'industrialisation est encore balbutiante. Les rapports de production et d'échange capitalistes sont peu développés. Dans ces conditions, la classe ouvrière, numériquement faible et relativement peu organisée, ne saurait mener à bien une révolution socialiste. Il est donc essentiel, pour l'avenir même de la révolution socialiste, que le prolétariat mette tout en œuvre afin de hâter une révolution bourgeoise. Pour Lénine, le prolétariat devait, dans son propre intérêt, prendre la direction de la révolution démocratique, abattre le tsarisme et instaurer les conditions du développement rapide d'un capitalisme moderne.

Lénine écrit en 1905 : "Les marxistes sont absolument convaincus du caractère bourgeois de la révolution russe. Qu'est-ce à dire ? Cela signifie que les transformations démocratiques du régime politique, ainsi que les transformations sociales et économiques dont la Russie éprouve la nécessité, loin d'impliquer par elles-mêmes la remise en cause du capitalisme, de la domination de la bourgeoisie, déblaieront, au contraire, véritablement, pour la première fois, la voie d'un développement large et rapide du capitalisme en Russie (...) La révolution bourgeoise est absolument indispensable, dans l'intérêt du prolétariat. Plus elle sera complète et décisive, plus elle sera conséquente, et mieux sera assurée la possibilité pour le prolétariat de lutter pour le socialisme, contre la bourgeoisie". (9)

Dans ces conditions, le "programme minimum" que Lénine proposait au Parti Ouvrier Social-Démocrate de Russie (P.O.S.D.R.), était un programme à réaliser dans le cadre d'une révolution démocratique bourgeoise. Ce programme minimum réclamait la République, l'armement du peuple, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, les libertés démocratiques intégrales et des réformes économiques radicales. (10) Dans un article intitulé "La social-démocratie et le gouvernement révolutionnaire", Lénine s'en prend d'ailleurs au menchevik Martynov, opposé à la participation des sociaux-démocrates à un gouvernement provisoire, parce que celui-ci "confond la révolution démocratique avec la révolution socialiste (et) ne comprend pas le sens véritable de notre programme minimum". (11)

Stratégie et tactique

L'étape de la révolution dont parle Lénine et qui détermine son programme minimum en 1905 est une *étape* au sens stratégique du terme. Dans "les principes du léninisme", Staline résume avec rigueur et clarté en quoi consistait cette étape stratégique de la révolution russe : "Première étape : 1903 — février 1917. But : abattre le tsarisme, liquider complètement les survivances moyenâgeuses. Force fondamentale de la révolution : le prolétariat. Réserve immédiate : la paysannerie. Direction de l'effort principal : isoler la bourgeoisie monarchiste libérale qui cherche à liquider la révolution par une entente avec le tsarisme. Plan de la disposition des forces : alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie". (12)

L'étape détermine la stratégie

La première tâche de tout parti révolutionnaire est d'établir correctement dans quelle étape de la révolution il se situe. Celle-ci détermine en effet les grandes orientations stratégiques de la lutte (pour quels objectifs se bat-on, sur quelles forces peut-on s'appuyer, comment va-t-on les disposer...). Une fois qu'on a clairement établi l'étape et la stratégie qui y correspond, alors seulement se posent les questions de tactique. La tactique consiste à trouver les formes de lutte et les revendications qui, à un moment donné, servent le mieux l'objectif stratégique, à trouver "le maillon particulier qui permet de tirer toute la chaîne" (Staline), en tenant compte des conditions objectives, et des fluctuations du combat.

Sur la tactique, Staline dit : "La direction tactique est une partie de la direction stratégique, subordonnée aux tâches et aux exigences de cette dernière. La direction tactique a pour objet de s'assimiler toutes les formes de lutte et d'organisation du prolétariat et d'assurer leur utilisation judicieuse afin d'obtenir, dans un rapport de force donné, le maximum de résultats, nécessaire à la préparation du succès stratégique. (Il faut) mettre au premier plan précisément les formes de lutte et d'organisation qui correspondent le mieux aux conditions d'un flux ou reflux donné du mouvement, qui peuvent faciliter et assurer l'acheminement des masses vers les positions révolutionnaires, l'acheminement des masses innombrables vers le front de la révolution et leur répartition sur ce front". (13)

La première étape de la révolution russe s'est achevée en mars 1917. Commenait alors une nouvelle étape, que Staline décrit ainsi : "But : abattre l'impérialisme en Russie et sortir de la guerre impérialiste. Force fondamentale de la révolution: le prolétariat. Réserve immédiate : la paysannerie pauvre. Le prolétariat des pays voisins constitue la réserve probable. La guerre traînant en longueur et la crise de l'impérialisme représentent le moment propice". La Révolution d'Octobre marquait la fin de cette deuxième étape et en inaugurait une nouvelle : "But : consolider la dictature du prolétariat dans un seul pays, et s'en servir comme d'un point d'appui pour vaincre l'impérialisme dans tous les pays". (14)

L'étape actuelle est celle de la révolution socialiste...

Nous pouvons mieux analyser maintenant la position d'Emile Vandervelde. Le "programme minimum" du POB n'était pas conçu comme un levier tactique, permettant d'avancer sur la voie

stratégique de la révolution. Il était devenu l'objectif stratégique même : la réforme avait remplacé la révolution. Et comme cette étape stratégique de "réformer le capitalisme" ne sera jamais atteinte — parce qu'elle *va peut* tout simplement pas être atteinte — son introduction revient à "reporter" à tout jamais l'étape de la révolution.

Du temps de Vandervelde — et a fortiori aujourd'hui même — il n'y a plus lieu d'éliminer un pouvoir féodal en Belgique. La bourgeoisie y règne sans partage depuis plus de 150 ans ; le capitalisme est parvenu à son plein développement ; la classe ouvrière est nombreuse et organisée. Sa tâche historique *actuelle*, le but en vue duquel nous combattons *maintenant*, c'est le renversement de l'oligarchie capitaliste par la lutte de masse et l'instauration de la dictature du prolétariat. L'étape suivante sera celle de la construction du socialisme : expropriation des grands moyens de production, organisation d'une économie planifiée au service de l'ensemble de la population, développement de la démocratie socialiste, renforcement de la dictature sur les anciennes classes exploiteuses, lutte contre le bureaucratisme, etc.

Aujourd'hui nos choix tactiques doivent donc être entièrement dictés par l'objectif d'une révolution socialiste. Nous cherchons à éduquer le prolétariat sur cette mission historique. Nous cherchons à développer les luttes partielles en vue de mobiliser, de conscientiser, d'organiser et d'unir les travailleurs, ainsi que les jeunes et certaines couches de la petite bourgeoisie, autour du parti communiste (le PTB). Nous attisons ces luttes partielles, dans le but de déclencher le processus révolutionnaire.

"Ce qui importe, dit Staline, ce n'est pas que l'avant-garde prenne conscience de l'impossibilité de maintenir l'ancien ordre de choses et de la nécessité inéluctable de son renversement. Ce qui importe, c'est que les masses, les masses innombrables, comprennent cette nécessité et se montrent prêtes à soutenir l'avant-garde. Mais cela, les masses ne peuvent le comprendre que par leur propre expérience. Donner aux masses innombrables la possibilité de constater par leur propre expérience que le renversement de l'ancien pouvoir est inéluctable ; mettre en œuvre des moyens de lutte et des formes d'organisation leur permettant de se rendre plus facilement compte, par l'expérience, de la justesse des mots d'ordre révolutionnaires: telle est la tâche". (15)

L'impossibilité de réformes durables et réelles

Le jugement que l'étape actuelle est celle de la révolution socialiste, est mûrement réfléchi. Il se fonde sur le fait, théoriquement établi par Marx et amplement vérifié dans la réalité, que le système capitaliste est sans issue. Il n'offre aucun espoir d'aménagement. Ses mécanismes et ses contradictions internes plongent la plus grande partie de l'humanité dans la crise et la misère ; ils poussent l'humanité toute entière vers la guerre et la destruction de l'environnement à l'échelle planétaire.

Au moment où notre programme économique connaît un succès croissant auprès des syndicalistes, des progressistes et des larges masses, nous ne pouvons certainement laisser subsister aucune illusion sur la possibilité de "réformer" le capitalisme. Les réformes quelles qu'elles soient, seront toujours incapables de guérir et encore moins de prévenir les plaies provoquées par le système. De plus, elles sont toujours et nécessairement éphémères.

Le capitalisme tourne au désastre

En Belgique on s'installe avec un million de travailleurs sans emploi stable (sur une population active de quatre millions). La dette publique, cette machine à redistribuer les revenus des travailleurs parmi les riches, s'est hypertrophiée au point de menacer l'Etat lui-même. Mais pour mesurer pleinement les conséquences du capitalisme, il faut un peu de recul.

Recul dans l'espace d'abord. A l'échelle mondiale, l'impérialisme s'est véritablement développé, selon les termes de Marx, en accumulant la richesse à un pôle et la misère à l'autre pôle. (** ajouter quelques

chiffres concrets sur misère tiers monde, nombre de sans emploi, etc.) Il n'y a pas de remède à cela au sein du système. N'en déplaise aux partisans d'un "contrôle mondial sur le capitalisme" comme Ricardo Petrella, aucune réforme ne peut mettre fin à ce doublement mouvement : d'une part une accumulation énorme de capitaux, de richesses; d'autre part l'exclusion de masses croissantes de travailleurs, rejetés par les détenteurs des grands moyens de production, dans leur quête *forcée* vers la compétitivité et la productivité, dans leur marche inexorable au profit maximum.

Recul dans le temps ensuite. En l'espace de cent ans, les puissances impérialistes ont dû recourir par deux fois à la guerre mondiale pour préserver leurs zones d'exploitation privilégiées, leurs marchés, leurs matières premières, bref, leurs profits. Aujourd'hui à nouveau, la crise attise toutes les contradictions. Pour se prémunir de leurs ennemis extérieurs, les puissances impérialistes préparent à nouveau la guerre. Pour se prémunir de leurs peuples elles rappellent les fascistes au pouvoir. Les réformistes eux-mêmes sont contraints de suivre le mouvement. Alors que peut-on attendre d'une réforme ? Soit la révolution empêchera la guerre et le fascisme, soit le fascisme et la guerre provoqueront la révolution.

Les réformes sont éphémères

Aujourd'hui, au moment où tant de conquêtes ouvrières s'écroulent sous les coups de boutoir de la crise, le caractère éphémère des tentatives de réformer le capitalisme saute aux yeux de tous. En 1923, Emile Vandervelde réclamait l'Assurance sociale. En 1945 elle était accordée en échange d'une restauration de l'ordre capitaliste, dans le calme, au lendemain de la guerre. Qu'en reste-t-il ? Qu'en restera-t-il d'ici quelques années ? Oubliée la gratuité des soins de santé, démantelé le droit à l'allocation de chômage individuelle, menacée la pension. Les conditions de travail ? Sous le nom de flexibilité, le patronat a supprimé le repos du week-end et la journée de 8 heures. La stabilité d'emploi dans les services publics ne sera bientôt plus qu'un souvenir. L'index est trafiqué. Même le droit de grève est menacé.

L'ère du socialisme

Les forces productives modernes devraient permettre de produire largement assez pour satisfaire les besoins de la population mondiale. Mais les rapports de production capitalistes empêchent la mise en œuvre efficace de ces moyens. Ces rapports de production sont même devenus à leur tour un frein au développement des forces productives. Seule une économie socialiste, c'est-à-dire planifiée, saura mobiliser toutes les ressources technologiques, intellectuelles et organisationnelles disponibles afin de réaliser les priorités véritables: nourrir, vêtir et loger décemment six milliards d'être humains; assurer l'accès de tous aux savoirs, par l'enseignement gratuit et obligatoire, condition première de l'exercice d'un pouvoir démocratique; garantir une production de richesses dans des conditions respectueuses de la santé des travailleurs et de l'environnement.

A l'heure où le capitalisme ploie sous le poids de ses propres contradictions, une seule question pertinente se pose aux communistes : comment accélérer la fin de ce système ? Comment préparer, organiser, diriger la révolution socialiste ? Toutes les autres considérations, les questions de tactique et d'organisation, les programmes de revendication et les fronts, doivent être abordés en fonction de cette question fondamentale.

Lénine : "Savoir trouver, pressentir, déterminer exactement la voie concrète ou le tour spécial des événements, qui conduira les masses vers la grande lutte révolutionnaire véritable, décisive et finale : tel est le principal objet du communisme actuel en Europe et en Amérique". (16) Ces paroles de Lénine datent de 1920, mais elles restent entièrement d'actualité pour nous.

Pourquoi un programme de revendications ?

Si les réformes sont si peu opérantes et si éphémères, alors, à quoi bon notre programme de revendications socio-économiques ?

Le socialisme ne s'obtiendra pas sans heurts. Les classes exploiteuses résisteront par tous les moyens afin de préserver leur pouvoir et leurs privilèges. La révolution coûtera sûrement des efforts et des sacrifices énormes aux travailleurs. Elle ne peut réussir que si les masses sont prêtes, politiquement, moralement et organisationnellement, à fournir ces efforts et ces sacrifices. Les masses ne se battront pour la révolution que le jour où elles auront appris, par leur propre expérience, que le capitalisme n'a rien à leur offrir.

"On ne peut vaincre avec l'avant-garde seule", explique Lénine. "Or, pour que vraiment la classe tout entière, pour que vraiment les grandes masses de travailleurs et d'opprimés du Capital en arrivent à prendre une position d'appui direct à l'avant garde ou de neutralité bienveillante, la propagande seule, l'agitation seule ne suffisent pas. Pour cela, il faut la propre expérience politique de ces masses. Telle est la loi fondamentale de toutes les révolutions". (17)

L'Internationale Communiste sur la tactique à suivre dans les pays capitalistes

En juin 1921, lors du troisième congrès de l'Internationale communiste, Lénine s'est battu contre les "gauchistes" qui voulaient réduire le travail de propagande des communistes dans les pays capitalistes à de la propagande pour la révolution socialiste. Il remporta cette lutte et imprima ainsi une ligne tactique correcte dans l'action des principaux partis communistes. Cette ligne se trouve exposée en détail dans une longue résolution de l'Internationale communiste. Il est utile, dans le débat qui nous occupe, d'en reproduire de larges extraits. (18)

L'I.C. commence par lever toute ambiguïté sur la nature de l'étape stratégique : "Toute l'agitation et la propagande, toute l'action du Parti Communiste doivent être pénétrés de ce sentiment que, sur le terrain du capitalisme, aucune amélioration durable de la situation de la masse du prolétariat n'est possible; que seul le renversement de la bourgeoisie et la destruction de l'Etat capitaliste permettront de travailler à améliorer la situation de la classe ouvrière et à restaurer l'économie nationale ruinée par le capitalisme".

Prendre chaque besoin des masses comme point de départ de luttes révolutionnaires

Ce point étant clairement posé, l'I.C. poursuit : "Mais ce sentiment ne doit pas nous faire renoncer à combattre pour les revendications vitales du prolétariat, en attendant qu'il soit en état de les défendre par sa dictature. (...) Il faut prendre chaque besoin des masses comme point de départ de luttes révolutionnaires qui, dans leur ensemble pourront constituer le courant puissant de la révolution sociale. Les Partis Communistes ne mettent en avant pour ce combat aucun programme minimum tendant à fortifier et à améliorer l'édifice vacillant du capitalisme. La ruine de cet édifice reste leur but directeur, leur tâche actuelle. Mais pour remplir cette tâche, les Partis Communistes doivent émettre des revendications dont la réalisation constitue une nécessité immédiate et urgente pour la classe ouvrière et ils doivent défendre ces revendications dans la lutte des masses, sans s'inquiéter de savoir si elles sont compatibles ou non avec l'exploitation usuraire de la classe capitaliste."

On notera qu'en 1921 l'I.C. rejette le terme "programme minimum" pour désigner le programme de revendications que les partis communistes avancent dans les luttes immédiates des masses. Notre propre parti n'a pas eu cette prudence : dans les documents du congrès de fondation du Parti du Travail, l'expression "programme minimum" est utilisée pour désigner le "programme de revendication pour les luttes immédiates". Il serait probablement souhaitable, lors d'un prochain congrès du PTB, de renoncer à ce terme, afin d'éviter toute confusion avec l'utilisation qu'en fait Lénine et, surtout, toute interprétation réformiste à la Vandervelde.

La conscience des travailleurs grandit dans la lutte

La résolution de l'I.C. précise sans aucune ambiguïté la fonction des 'revendications partielles' : "Dans la mesure où la lutte pour ces revendications embrasse et mobilise des masses de plus en plus grandes, dans la mesure où cette lutte oppose les besoins vitaux des masses aux besoins vitaux de la société capitaliste, la classe ouvrière prendra conscience de cette vérité que si elle veut vivre, le capitalisme doit mourir. Cette constatation fera naître en elle la volonté de combattre pour la dictature. C'est la tâche des Partis Communistes d'élargir les luttes qui se développent au nom de ces revendications concrètes, de les approfondir et de les relier entre elles. (...)

"Toute objection contre l'élévation de revendications partielles de ce genre, toute accusation de réformisme sous prétexte de ces luttes partielles, découlent de l'incapacité à comprendre les conditions vivantes de l'action révolutionnaire qui s'est manifestée déjà dans l'opposition de certains groupes communistes à la participation aux syndicats et à l'utilisation du parlementarisme. Il ne s'agit point de se borner à prêcher toujours au prolétariat les buts finaux, mais de faire progresser une lutte concrète, qui seule peut le conduire à lutter pour ces buts finaux (...)

"La nature révolutionnaire de l'époque actuelle consiste précisément en ceci que les conditions d'existence les plus modestes des masses ouvrières sont incompatibles avec l'existence de la société capitaliste, et que pour cette raison la lutte même pour les revendications les plus modestes prend les proportions d'une lutte pour le communisme".

Caractéristiques de notre programme économique

Notre tâche est donc d'avancer, dans tous les terrains où les masses se mobilisent, dans tous les sujets où s'exprime leur mécontentement des conséquences du capitalisme, un programme de revendications susceptible de faire avancer le mouvement, de l'unir autour du parti et de l'orienter vers la révolution socialiste. Quels sont ces sujets ? Quels sont les terrains de lutte ?

Lénine : "Nous ne pouvons pas savoir — et personne n'est en mesure de déterminer par avance — quand éclatera (en Europe) la vraie révolution prolétarienne et quel motif contribuera le plus à éveiller, à enflammer, à pousser à la lutte les masses les plus grandes, aujourd'hui encore assoupies. Nous sommes donc obligés de conduire tout notre travail préparatoire de façon à être ferrés des quatre pieds (...) Il se peut qu'une crise naisse de la confusion inextricable, de l'aggravation et de l'exaspération chaque jour croissantes des antagonismes coloniaux et impérialistes ; peut-être autre chose encore, etc. Nous ne parlons pas du genre de lutte qui décidera du sort de la révolution prolétarienne (cette question ne suscite de doute dans l'esprit d'aucun communiste; elle est résolue pour nous tous, et résolue une fois pour toutes). Nous parlons du motif qui incitera les masses prolétariennes, aujourd'hui encore assoupies, à se mettre en mouvement et les amènera au seuil de la révolution" (...)

Lénine conclut : il faut donc travailler "dans tous ces domaines de la vie sociale (où) on voit s'accumuler des matières inflammables et se créer de nombreuses causes de conflits, de crises et d'aggravation de la lutte de classe. Nous ne savons pas, nous ne pouvons savoir quelle étincelle — dans cette masse d'étincelles qui jaillissent maintenant de partout, dans tous les pays, sous l'influence de la crise économique et politique mondiale, — pourra allumer l'incendie, dans le sens d'un éveil particulier des masses. Aussi devons-nous (...) "préparer" tous les terrains." (20)

C'est pourquoi le PTB n'a pas uniquement un programme dans le domaine économique. Il lutte également pour un programme de réformes démocratiques (avec entre autres la revendication essentielle de l'octroi de la citoyenneté belge à toute personne séjournant légalement en Belgique depuis cinq ans). Il avance un programme de soutien au tiers monde; un programme pour la paix ; etc. "Si la classe ouvrière lâchait pied dans le conflit quotidien avec le capital, dit Marx, elle se priverait elle-même des possibilités d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure". (21)

L'importance particulière de la lutte économique

Dès son deuxième congrès, l'Internationale Communiste soulignait l'importance primordiale de la lutte économique : "A l'époque où le capitalisme tombe en ruines, la lutte économique du prolétariat se transforme en lutte politique beaucoup plus rapidement (...). Tout conflit économique important peut soulever devant les ouvriers la question de la Révolution. Il est donc du devoir des communistes de faire ressortir devant les ouvriers, dans toutes les phases de la lutte économique, que cette lutte ne saurait être couronnée de succès que lorsque la classe ouvrière aura vaincu la classe capitaliste dans une bataille rangée et se chargera, sa dictature une fois établie, de l'organisation socialiste du pays". (22)

La lutte économique est celle que les travailleurs mènent le plus spontanément. C'est une lutte "pour le pain", dictée par leurs besoins matériels immédiats. Notre programme économique répond à leurs attentes à leur combativité "spontanée". Par ses revendications mêmes, c'est un programme de réformes. Son volet budgétaire en six points, est un programme de redistribution des revenus, qui consiste fondamentalement à rendre l'impôt sur le revenu réellement progressif (Marx voyait déjà dans l'impôt progressif "une mesure bourgeoise réalisable au sein des rapports de production existants" et "l'unique moyen de réduire la dette publique". (23)

La portée anticapitaliste du programme

Mais en même temps, la portée de notre programme économique est bien plus grande. En fait, il prend appui sur la volonté des masses de se battre pour leurs intérêts immédiats, afin de les amener plus loin, dans un combat pour le socialisme. Les communistes, dit Marx, "combattent pour les intérêts et les buts immédiats de la classe ouvrière ; mais dans le mouvement présent, ils défendent et représentent en même temps l'avenir du mouvement". (24)

Lorsque les travailleurs réclament des emplois et un salaire décent, ils s'opposent aux exigences de la "compétitivité". Mais cette compétitivité, cette recherche du profit maximum, c'est l'essence même du capitalisme : le capitaliste, dit Marx, n'a d'autre raison d'être que d'accumuler le plus possible et le plus vite possible. De son côté, l'Etat bourgeois met tout en œuvre pour assurer aux capitalistes un taux de profit maximal. En période de crise il réduit les ponctions fiscales sur le profit. Par ses impôts, il puise dans les revenus des travailleurs et redistribue cette manne aux capitalistes, sous forme de rente (sur la dette publique), de services ou de commandes d'Etat. L'Etat intervient également pour réduire, d'autorité, le salaire indirect que le patron doit verser dans les caisses de la sécurité sociale.

Notre programme économique rejette le diktat de la compétitivité et exige, de la part de l'Etat, une redistribution "à l'envers" : des riches vers les travailleurs. C'est en cela qu'il peut être qualifié d'"anti-capitaliste" : il dit aux travailleurs de refuser ce qui est normalement inévitable sous le capitalisme, à savoir l'obligation d'une recherche constante du profit par les entreprises et le rôle de l'Etat, comme serviteur des intérêts des capitalistes

Un facteur d'unité

Le programme économique du Parti du Travail de Belgique est un programme de lutte que le parti diffuse auprès de tous les travailleurs et autour duquel il veut les unir. En orientant la colère et la combativité des travailleurs contre le grand capital et son gouvernement, ce programme permet de briser les divisions entre francophones et flamands, entre secteur privé et public, entre Belges et immigrés, entre employés et ouvriers. Le mot d'ordre "Prendre l'argent chez les riches" brise la concurrence entre les travailleurs et y substitue la concurrence entre les travailleurs et le capital. Notre programme est ainsi un facteur d'unité de la classe ouvrière.

Le parti se fortifie dans les combats

La formulation d'un programme simple et radical, l'éducation politique des membres sur ce programme, le travail d'agitation et de propagande avec ces revendications de combat auprès des

masses et dans le front syndical... tout cela a insufflé un dynamisme nouveau dans le parti. Lors des luttes autour de la politique budgétaire du gouvernement, mais aussi dans nombre de combats sectoriels (services et entreprises publics, emploi, finances communales...), le plan budgétaire en six points et les "32 heures" ont été des armes grâce auxquelles nos militants ont pu conquérir des places de premier plan.

"Les partis communistes ne peuvent se développer que dans la lutte" disait l'Internationale Communiste dans ses "thèses sur la tactique". L'I.C. explique : "Même les plus petits des partis communistes ne doivent pas se borner à la simple propagande et à l'agitation. Ils doivent constituer, dans toutes les organisations de masse du prolétariat, l'avant-garde qui montre aux masses retardataires, hésitantes, en formulant pour elles des buts concrets de combat, en les incitant à lutter pour réclamer leur besoins vitaux, comment il faut mener la bataille et qui par là leur révèle la traîtrise de tous les partis non communistes. C'est seulement à condition de savoir se mettre à la tête du prolétariat dans tous ses combats, et de provoquer ces combats, que les partis communistes peuvent gagner effectivement les grandes masses prolétariennes à la lutte pour la dictature". (25)

Ce programme est-il réalisable sous le capitalisme ?

Notre programme socio-économique est-il réalisable "sous le capitalisme" ? Voilà un problème qui est source de beaucoup de confusion. Tout d'abord parce que ceux qui posent la question confondent souvent "réalisable sous le capitalisme" et "conforme aux lois du marché", c'est-à-dire conforme aux *intérêts* du grand capital. Or, l'étape stratégique où nous nous trouvons est justement caractérisée par l'impossibilité de concilier les intérêts des masses et ceux du capitalisme. Soit on défend les uns, soit on défend l'autre. Il n'y a pas de milieu. Défendre le droit à un revenu et à un emploi dignes de ce nom pour les travailleurs signifie nécessairement qu'on s'attaque aux intérêts des grandes entreprises capitalistes et des super-riches. Dès lors, toute revendication juste, aussi logique et évidente soit-elle, est en même temps "irréaliste" si on entend par là qu'elle met en danger la survie du système.

En septembre 1917, alors que la guerre enfonce le peuple russe dans la famine, alors que tous voient que "la catastrophe est imminente", Lénine prend la plume pour indiquer les mesures simples et urgentes qu'il convient de prendre. "Il suffit, dit Lénine, d'un minimum d'attention et de réflexion pour se convaincre qu'il existe des moyens de combattre la catastrophe et la famine, que les mesures à prendre sont tout à fait claires, simples, parfaitement réalisables, pleinement à la mesure des forces du peuple, et que si ces mesures ne sont pas prises, c'est uniquement, exclusivement parce que leur application porterait atteinte aux profits exorbitants d'une poignée de grands propriétaires fonciers et de capitalistes. (...) Le contrôle, la surveillance, le recensement, voilà le premier mot de la lutte contre la catastrophe et la famine. (...) Mais c'est justement ce qu'on ne fait pas, de crainte d'attenter à la toute-puissance des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, aux profits démesurés, inouïs, scandaleux, qu'ils réalisent sur la vie chère et les fournitures de guerre. (...) L'obstacle, ici, c'est précisément la crainte d'attenter aux privilèges de la bourgeoisie, de rompre la 'coalition' avec elle." (26)

Lénine : "Peut-on aller de l'avant si l'on craint de marcher au socialisme ?"

L'analyse que fait alors Lénine des causes de cette "crainte" reste entièrement d'actualité. "Chez le lecteur nourri des idées opportunistes (...) ce qui précède peut aisément susciter l'objection que voici : au fond, la plupart des mesures décrites ici ne sont pas démocratiques ; ce sont déjà des mesures socialistes ! (...) Nous ne sommes pas encore mûrs, dit-on, pour le socialisme ; il est trop tôt pour l'"instaurer". (Ceux qui soulèvent cette objection) ne comprennent pas ce qu'est l'impérialisme, ce que sont les monopoles capitalistes, ce qu'est l'Etat, ce qu'est la démocratie révolutionnaire. Car, si on a compris cela, on est obligé de reconnaître que l'on ne saurait aller de l'avant sans marcher au socialisme. (...) Nos mencheviks envisagent le problème du socialisme en doctrinaires, du point de vue d'une doctrine qu'ils ont apprise par cœur et mal comprise. Ils présentent le socialisme comme un avenir lointain, inconnu, obscur. Or, aujourd'hui, le socialisme est au bout de toutes les avenues du

capitalisme contemporain, le socialisme apparaît directement et pratiquement dans chaque disposition importante constituant un pas en avant sur la base de ce capitalisme moderne. (...) Périr ou s'élancer en avant à toute vapeur. C'est ainsi que l'histoire pose la question". (27)

Le problème du "réalisme"

La critique fréquente "votre programme n'est pas réaliste" tombe sous les mêmes considérations. Pour l'opportuniste, pour celui qui part des intérêts du capitalisme, il n'est pas réaliste de vouloir lever un impôt sur la fortune et sur les revenus de capitaux, pour en faire profiter les travailleurs ; il n'est pas réaliste de refuser la spirale de la course à la compétitivité; il est encore moins réaliste de prétendre passer outre aux "lois du marché" ; quant à forcer un patron à embaucher, là on est en plein délire. Tout cela est complètement irréaliste pour celui dont l'horizon se limite au cadre fixé par le capitalisme. Mais si on y réfléchit un peu, *tous* les acquis sociaux des travailleurs sont irréalistes dans ce système... et pourtant il y en a.

C'est que les limites du réalisme ne sont dictées ni par une loi divine, ni par un décret ministériel. Elles sont déterminées par un rapport de force, c'est-à-dire par la lutte de classe. Ce qui est vrai, c'est que notre programme nécessite de déplacer ces limites... et c'est bien son but essentiel !

Dans la résolution du troisième congrès de l'I.C. sur la tactique, nous lisons : "Les Partis Communistes doivent prendre en considération non pas les capacités d'existence et de concurrence de l'industrie capitaliste, non pas la force de résistance des finances capitalistes, mais l'étendue de la misère que le prolétariat ne peut pas et ne doit pas supporter. Si ces revendications répondent aux besoins vitaux des larges masses prolétariennes, si ces masses sont pénétrées du sentiment que sans la réalisation de ces revendications leur existence est impossible, alors la lutte pour ces revendications deviendra le point de départ de la lutte pour le pouvoir. A la place du programme minimum des réformistes et des centristes, l'Internationale Communiste met la lutte pour les besoins concrets du prolétariat, pour un système de revendications qui dans leur ensemble démolissent la puissance de la bourgeoisie, organisent le prolétariat et constituent les étapes de la lutte pour la dictature prolétarienne et dont chacune en particulier donne son expression à un besoin des larges masses, même si ces masses ne se placent pas encore consciemment sur le terrain de la dictature du prolétariat". (28)

Une fausse question

La vraie question n'est pas "notre programme est-il réaliste", mais "est-ce que les masses l'appuient ?" Notre programme économique *est* réalisable sous le capitalisme, *à condition* que se développe un mouvement de masse extrêmement puissant pour l'arracher. Et c'est précisément parce que nous voulons développer ce mouvement de masse, pour aller plus loin, pour aller vers la révolution, que nous avançons notre programme. Pour arracher nos six revendications budgétaires, les masses devront probablement aller jusqu'au seuil de la révolution. Et c'est bien là que nous voulons les amener.

Bien entendu, c'est *seulement* un programme de redistribution, il ne touche pas à l'essence du capitalisme. Mais pour que ce programme-là soit réalisé de manière conséquente et jusqu'au bout, pour qu'un gouvernement bourgeois se contente même de l'envisager, il faudra que la classe ouvrière soit déjà en marche vers le socialisme. Et ce n'est pas nous qui l'appellerons à arrêter sa marche, même si notre programme "minimum" est engrangé. Au contraire.

Lénine décrit bien, à partir de l'exemple de la révolution de 1905, comment une lutte économique radicale, mobilisant de grandes masses de travailleurs, peut se convertir en lutte politique révolutionnaire : "La masse des exploités n'aurait pu en aucune façon être entraînée dans le mouvement révolutionnaire si elle n'avait eu chaque jour sous les yeux des exemples lui montrant comment les ouvriers salariés de diverses branches d'industrie obligeaient les capitalistes à améliorer immédiatement, sur-le-champ, leur situation. Grâce à cette lutte, un esprit nouveau a soufflé sur toute la masse du peuple russe". (29)

Ceux qui disent "votre programme est irréaliste" pensent en réalité : "nous ne voulons pas vous suivre jusqu'au bout, nous ne voulons pas aller jusqu'à la révolution".

En effet, certains ne nous suivront jamais dans cette voie. Eh bien, qu'ils restent où ils sont ! Notre programme est un facteur d'unité disions-nous. Mais pas d'unité avec n'importe qui et pas d'unité à tout prix. Dans l'étape stratégique actuelle, notre effort principal doit consister à couper le "cordon ombilical" qui lie encore les masses travailleuses à la social-démocratie réformiste. Notre programme de lutte vise notamment à dénoncer et isoler le réformisme.

Les trotskistes nous disent : votre programme est inacceptable pour les dirigeants réformistes ; vous brisez l'unité. Nous leur répondons : il est inacceptable messieurs ? Eh bien c'est parfait, voilà exactement ce que nous voulions ! Car nous comptons bien détacher une fois pour toutes les travailleurs de l'emprise de ces escrocs.

Les masses sont les véritables héros

La crainte que notre programme ne soit "irréaliste" peut aussi provenir d'un manque de confiance dans le potentiel de combativité de la classe ouvrière. Lénine montre, à partir de la révolution de 1905, combien ce potentiel peut surprendre : "Le nombre moyen annuel de grévistes en Russie, pendant les dix années qui précédèrent la révolution fut de 43.000 (...) En janvier 1905, premier mois de la révolution, on compta 440.000 grévistes. (...) Cela montre combien grande peut être l'énergie qui sommeille au sein du prolétariat. Cela indique qu'à une époque révolutionnaire, le prolétariat peut déployer une énergie combative cent fois plus intense qu'à l'ordinaire". (30)

Demandez le programme... !

Pour finir, nous vous proposons une relecture du document fondamental sur le programme du PTB. Bien avant que n'existe le plan budgétaire en six points et alors que nous réclamions encore les 36 heures/semaine, la relation fondamentale entre notre programme de revendications (qu'il soit économique ou démocratique) et notre programme fondamental — la révolution socialiste — était déjà succinctement, mais clairement exposée dans le "Programme du PTB" adopté lors du Congrès de fondation de 1979. On y dit tout d'abord que le "programme minimum" formule "des revendications radicales qui permettent une lutte conséquente contre la domination de la bourgeoisie monopoliste et contre l'impérialisme".

Les articles 101, 102 et 108 précisent cette relation : "Le Parti du Travail doit toujours éduquer les masses travailleuses dans l'esprit de son programme conséquent pour qu'elles prennent une direction claire dans leur lutte contre la domination du capitalisme monopoliste et de l'impérialisme. Pour ce faire, la condition préalable est que le parti soutienne avec force et enthousiasme toutes les luttes des masses pour leurs revendications concrètes et directes. (...) L'essentiel est que les masses se mobilisent et soient actives et qu'elles s'organisent pour la lutte. C'est en soutenant cela que les communistes peuvent, d'une manière appropriée, élever le niveau de conscience des masses".

En effet, "la révolution socialiste ne prend pas la forme d'un seul combat gigantesque sur un seul front. La révolution socialiste comprend toute une période de conflits de classe aigus sur tous les fronts. Elle comprendra toute une série de combats pour la défense de l'indépendance et de la paix, pour la démocratie et le progrès social. Ces luttes de masse révolutionnaires affaibliront et diviseront les forces de la grande bourgeoisie, son appareil d'Etat sera désorganisé et paralysé. Les combats pour diverses revendications partielles doivent finalement déboucher sur l'expropriation du capital monopoliste et la dissolution de son appareil répressif." (31)

ANNEXE

Résumé du plan budgétaire alternatif du PTB (chiffres 1991)

<p>1. Banques : Emprunt obligatoire à taux réduit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à concurrence de 2.500 milliards - taux inférieur de 2% aux taux du marché - emprunt de dix ans 	50 milliards
<p>2. Entreprises : Taux effectif de l'impôt des sociétés à 40%</p> <ul style="list-style-type: none"> - taux nominal à 48% - suppression de la plupart des déductions et exonérations 	130 milliards
<p>3. Impôt sur la fortune :</p> <p>Impôt de 2% sur la tranche de plus de 20 millions.</p> <p>Estimation d'un rendement de 100% sur la partie immobilière et 50% sur la partie mobilière</p>	100 milliards
<p>4. Taxation correcte des revenus mobiliers</p> <p>Globalisation de tous les revenus (donc y compris les revenus mobilier) pour le calcul de l'impôt des personnes physiques (=> suppression du caractère libérateur du précompte mobilier)</p>	100 milliards
<p>5. Un impôt des personnes réellement progressif</p> <ul style="list-style-type: none"> - taux croissants jusqu'à 90% sur la tranche supérieure à 4 millions. - minimum imposable de 300.000 fr. par personne - réduction d'impôt de 15.000 fr. par enfant à charge. - lutte contre la fraude 	50 milliards
<p>6. Mesures contre la fraude fiscale</p> <ul style="list-style-type: none"> - cadastre des fortunes par la transformation de tous les titres au porteur en titres nominatifs - levée du secret bancaire - nationalisation du secteur bancaire - publicité des opérations financières - répression accrue de la grande fraude fiscale - augmentation des moyens de l'administration fiscale 	<i>(effets déjà pris en compte ci-dessus)</i>
<p>IMPACT TOTAL DU PLAN</p>	430 milliards

Notes :

1 Pour plus de détails sur ce programme, nous renvoyons à la brochure "Y en a marre des tunnels. Crise, austérité, chômage: si, il y a une alternative", éditions PTB, 1992, pages 46-56.

2 E. Vandervelde, Faut-il changer notre programme ?, éd. L'Eglantine, Bruxelles, 1923, p279

3 E. Vandervelde, op cit., p283-285

4 E. Vandervelde, op. cit., p161

5 E. Vandervelde, op. cit., p166

6 E. Vandervelde, op. cit., p162

7 Staline, Les principes du Léninisme, éd. de Pékin 1977, p96-97

8 Lénine, Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique, Œuvres choisies, Tome 1, p 468-478

9 Lénine, Deux tactiques..., op. cit., p 484-486

10 Lénine, La social-démocratie et le gouvernement révolutionnaire, Œuvres Tome 8, p 286

11 Lénine, La social-démocratie..., op cit., p 286

12 Staline, op. cit., p 82-83

13 Staline, op. cit., p91

- 14 Staline, op. cit., p 82-83
- 15 Staline, op. cit., p92
- 16 Lénine, La maladie infantile du communisme, Œuvres choisies, Tome 3, p 405-407
- 17 Lénine, La maladie infantile, op. cit., p 401
- 18 Thèses sur la tactique, IIe congrès de l'Internationale Communiste (1921), in Quatre premiers congrès de l'I.C., Maspero 1975, p 99-100
- 19 PTB, Documents du Congrès, Programme approuvé par le Congrès de fondation du PTB, octobre 1979.
- 20 Lénine, La maladie infantile, op. cit., p 405-407
- 21 Marx, Salaires, prix et profit, cité par Thorez, Une politique de grandeur française, Editions Sociales, 1945,p 66
- 22 Le mouvement syndical, les comités de fabrique et d'usine, IIe congrès de l'Internationale Communiste (1920), in Quatre premiers congrès de l'I.C., Maspero 1975, p 54
- 23 Marx, La lutte des classes en France, cité par M. Thorez, op. cit., p 71
- 24 Marx, Engels, Manifeste du Parti Communiste, Editions de Pékin 1970, p74
- 25 Thèses sur la tactique, IIIe congrès de l'I.C., op. cit., p 99-100
- 26 Lénine, La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer, Œuvres choisies, t2, p238, 264.
- 27 Lénine, la catastrophe imminente, op.cit., p 265-272.
- 28 Thèses sur la tactique, IIIe congrès de l'I.C., op. cit., p 99-100
- 29 Lénine, Rapport sur la révolution de 1905, Œuvres choisies, t1, p 786
- 30 Lénine, Rapport sur la révolution, op. cit., p785
- 31 Programme du PTB, op. cit., p83 et 86)